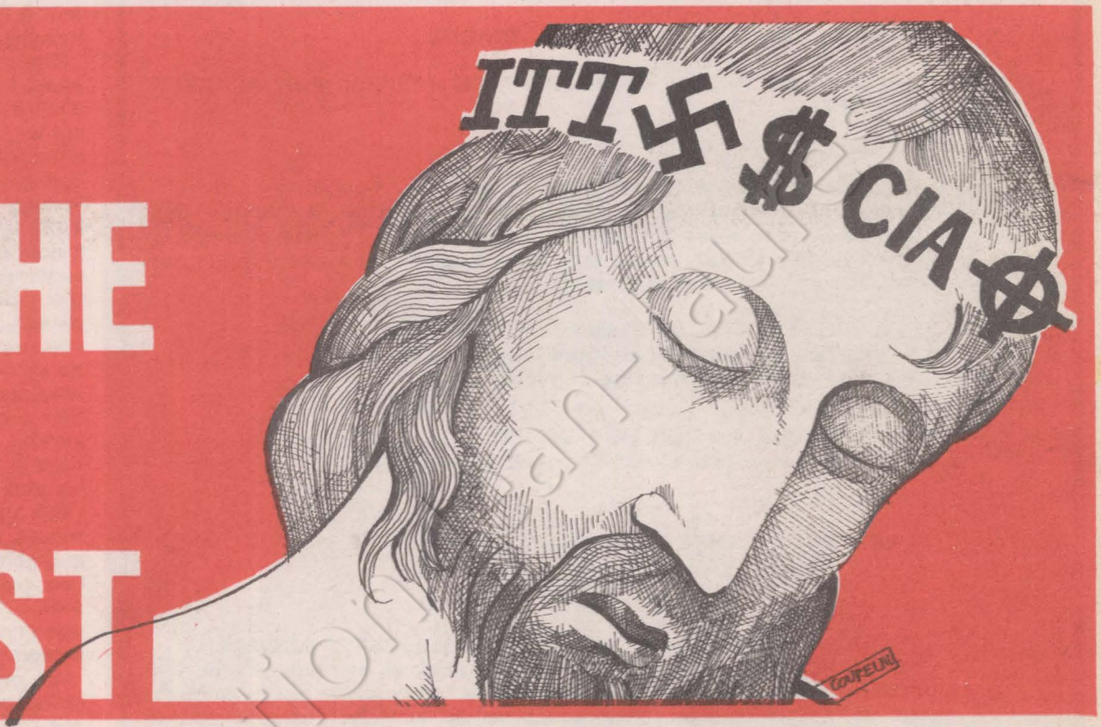
L'unité

N° 129 -4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 25 au 31 Octobre 1974

LA GAUCHE DU CHRIST



Mario Soarès : La voie portugaise

LE P.S. A CUBA

830 000 CHOMEURS

La bombe est tombée du ministère du Travail lundi en fin d'après-midi : le nombre de demandeurs d'emploi dépasse, pour la première fois, le cap du demi-million. 534 000 exactement à la fin du mois de septembre. Une augmentation de 28 % sur les chiffres du mois d'août (419 000 demandes d'emploi). Un bond entre août et septembre deux fois plus élevé que l'an passé, où l'augmentation entre les deux mois n'avait été que de 12 %. Un record qui a tellement inquiété le gouvernement que les statistiques ont été bloquées une semaine rue de Grenelle, où l'on a refait tous les comptes avant de se décider à les rendre publics.

Que serait-ce si l'on devait publier le véritable chiffre des chômeurs ? On serait alors bien plus près des 800 000 que des 500 000.

Car il y a bien des oublis dans les statistiques officielles, où seules figurent les personnes « immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi durable à plein temps ». Sont « oubliés » : les chômeurs indemnisés au titre de la garantie de ressources et du Fonds national de l'emploi : 62 000 personnes. Sont oubliés aussi les travailleurs intérimaires, les femmes recherchant un

(suite page 2)

Fondation Jean-Jaurès

Sommaire

3 **PARTI COMMUNISTE : UN CONGRES « EXTRAORDINAIRE », PAR ANTOINE VIOLET.**
Le congrès de Vitry fera date dans l'histoire du Parti communiste. Mais que se passera-t-il après ?

5 **BEZIERS : « JOJO » SUR LA TOUCHE, 4 000 SUR LE CARREAU, PAR NICOLAS BRIMO.**
Georges Mas avait des « relations ». Résultats : banqueroute frauduleuse et 4 000 ouvriers sans travail. Mais l'enquête n'ira sans doute pas très loin : « Jojo » en sait trop.

MINEURS : CONCERTATION A LA MATRAQUE.

6 **EMPLOI : LES FAILLITES DE GISCARD (SUITE), PAR MICHELE BACKMANN.**

9 **LA GAUCHE DU CHRIST, PAR AIME SAVARD.**
L'évolution politique des chrétiens est complexe et mouvante. Mais étant donné le rôle que le christianisme a joué et joue encore, croyants et incroyants engagés dans la lutte pour le socialisme ne sauraient sans dommage en négliger les données.

13 **SEMANTIQUE POLITIQUE ET REALITE, PAR YAAKOV ARTZI.**
Un socialiste israélien répond aux propos du dirigeant de l'O.l.p. que nous avons publiés la semaine dernière.

16 **MARIO SOARES : LA VOIE PORTUGAISE.**
Un entretien avec le secrétaire général du P.s. portugais.

17 **ARGENTINE : L'ARMEE SE PREPARE.**

19 **HALLES : UN GRAND TROU TRES CHER, PAR JOSETTE BARBIERI.**
Projet Bofill ou pas... Le problème est de savoir si, une fois de plus, les Parisiens vont payer sans que personne ne les consulte sur la manière dont on va aménager ce vaste espace qui fut les Halles, entre le musée Pompidou et le temple Giscard.

21 **ENERGIE : LA VOIE ETROITE, PAR GUY PERRIMOND.**

22 **DICTIONNAIRE D'UN RACKET (III)**
La suite de notre enquête.

26 **THEATRE : LA BANDE A GATTI, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**

28 **LIVRES : FEMMES ENTRE ELLES, PAR GEORGES FRAMERIES.**

29 **LEON 1er, ROI DES ... PAR SERGE RICHARD.**

31 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

32 **LE P.S. A CUBA.**
Les impressions de Gaston Defferre.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (16, 17, 32) Barrigue (pages 20, 31) Coureuil (pages 1, , 7, 9, 23) Fotolib (page 8) Hupper (pages 3, 10) Lacroux (pages 5, 11) Pascal Lebrun (pages 18, 27) François Lehr (page 27) Samy Poliatchek (page 27) Solo (pages 15, 21) Viva (pages 10,11, 12)

emploi à temps partiel, les travailleurs qui savent que leur entreprise va fermer **(voir en page 5 notre document « Les faillites de Giscard »)** et qui recherchent déjà un autre emploi. A cela s'ajoutent tous ceux qui, pour une raison ou une autre, ne se sont pas fait inscrire : des jeunes — 250 000 recensés cette année comme demandeurs d'emploi, soit 44 % des demandes — qui ne s'inscriront qu'en octobre, après avoir constaté l'échec de leurs efforts ; des femmes vivant dans une région où il n'existe pas d'emplois féminins et dont la couverture sociale est assurée par leur mari. Autant de cas qui permettent de truquer les statistiques et qui portent à 830 000 le nombre de ceux qui désirent travailler et qui ne le peuvent pas.

Des chiffres que ne fournira pas, évidemment, le ministère du Travail. Il en cache bien d'autres. Il préfère, par exemple, ne pas crier sur les toits que les dossiers des entreprises en difficulté s'amoncellent dans les bureaux des comités départementaux : de 1 619 le 3 septembre 1974, le nombre des dossiers monte à 2 123 le 16 septembre. 712 nouveaux dossiers s'ajoutent durant les quinze derniers jours de septembre et, pendant la première quinzaine d'octobre, cette pile impressionnante s'enrichit de 405 autres cas. Une courbe intéressante, où l'on remarque que les entreprises qui appellent au secours sont de petites entreprises — 92 % emploient moins de 200 personnes, les deux tiers emploient moins de 50 salairés — situées surtout dans la région parisienne (19,8 %) et dans la zone Rhône-Alpes (16,7 %). Secteurs les plus touchés : bâtiments et travaux publics (19,8 %), services (19,1 %) et industries mécaniques (16,3 %). Quant aux faillites, elles ont augmenté de 43 % dans la région parisienne, si l'on compare les chiffres de juillet-août 1974 avec ceux de la même époque en 1973. On prévoit une augmentation de 62 % pour le mois de septembre.

Et rien ne laisse prévoir une accalmie du chômage. Tout au contraire. Les Assedic, qui ont réalisé des calculs confidentiels, en concluent que la cotisation de 1,1 % de la masse salariale prévue pour 1975 risque d'être très insuffisante pour financer l'indemnisation des travailleurs licenciés. Ce que Valéry Giscard d'Estaing s'est bien gardé de préciser lundi soir à la télévision, en se félicitant de voir que « la réforme chemine ». D'après certains experts, il faudrait envisager de monter cette cotisation jusqu'à 2 % pour pouvoir faire face... Plusieurs constructeurs automobiles envisagent, dès maintenant, la semaine de quatre jours pour la fin de l'année... On murmure que Jean-Pierre Fourcade pense à un relâchement des restrictions sur le crédit afin que les petites et moyennes entreprises ne licencient pas trop. Mais le ministre des Finances, en présentant mardi à l'Assemblée le budget de 1975, ne semble pas avoir réussi à faire partager son optimisme quant à la possibilité pour l'économie française « de retrouver rapidement les chemins de la croissance équilibrée ».

Bref, il y aura foule, ce vendredi après-midi, devant les locaux du patronat, pour réclamer de véritables négociations sur l'emploi. Mais le C.n.p.f., inquiet de l'ampleur que pourrait prendre une telle manifestation, avait déjà décidé, en début de semaine, de faire protéger les grilles de l'avenue Pierre 1er-de-Serbie. Faut-il y voir un symbole ? ■

En raison de la grève des travailleurs des centres de tri postal, la distribution de ce numéro de « l'Unité » risque de subir d'importants retards. Comprenant comme nous les motifs de cette grève, nos abonnés voudront bien excuser ces retards.

Coll. Fondation Jean Jaurès

UN CONGRES "EXTRAORDINAIRE"

Premier du genre dans l'histoire déjà longue et mouvementée du Parti communiste français, le congrès extraordinaire qui s'est ouvert jeudi au Palais des Sports de Vitry est, en effet, extraordinaire à plus d'un titre. Il a été préparé par des discussions comme on n'en avait jamais connu dans les cellules et les sections (« débats passionnés », a titré à plusieurs reprises « l'Humanité ») ; la résolution qui sortira du congrès sera, sur plusieurs points, sensiblement différente du projet qui avait été adopté avant les vacances par le Comité central pour être soumis aux militants ; enfin, si la composition des organismes dirigeants nationaux ne doit pas être modifiée à Vitry, les conférences fédérales ont été marquées par un renouvellement sans précédent des responsables départementaux du Parti.

Il est incontestable que le Parti communiste de 1974 ne ressemble plus guère à celui que Maurice Thorez a laissé à sa mort, il y a dix ans. Sans doute, à différentes périodes de sa vie, Thorez avait lui-même prôné l'union qui est devenue aujourd'hui le maître mot de la stratégie du P.c.f. Mais le problème se posait alors en termes bien différents. Longtemps isolé dans la vie politique française, le parti s'y est depuis dix ans peu à peu inséré. Waldeck Rochet l'a conduit en 1965 à la convergence sur les options communes, qui ont permis la première candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle. Georges Marchais a pris le relais pour aboutir au programme commun de juin 1972, suivi de la remontée de toute la gauche en mars 1973 et des 13 millions de suffrages recueillis le 19 mai dernier par François Mitterrand. Quelques centaines de milliers de voix supplémentaires et le Parti communiste revenait au gouvernement de la France après en avoir été absent depuis 27 ans !

Une meilleure image

Changeant donc de perspective, il n'était pas étonnant que le parti veuille aussi changer de style et de méthode. Les opérations « A cœur ouvert » menées au cours des derniers mois dans plusieurs départements ont confirmé qu'il n'était plus une forteresse impénétrable pour le non-initié. Le passionnant « Voyage à l'intérieur du Parti communiste » que viennent de publier au Seuil deux journalistes « bourgeois », André Harris et Alain de Sédouy — qui n'auraient pu écrire leur livre sans le bienveillant appui des plus hautes autorités du Parti — souligne que le changement ne se limite pas à l'usage externe. Encore que les militants communistes ne soient certainement pas insensibles au fait que « l'image de marque » de leur parti dans l'opinion est devenue bonne très au-delà de l'électorat communiste proprement dit.



Etienne Fajon, Georges Marchais et Roland Leroy.

Le Congrès de Vitry fera date dans l'histoire du Parti communiste. Mais que se passera-t-il après ?

Le changement ne vient pas seulement du fait que les dirigeants du P.c.f. ont décidé de se comporter autrement. Il tient aussi, et peut-être surtout, au fait que la composition sociologique du parti a été sensiblement modifiée par les adhésions de ces dernières années.

Prenons l'exemple de la Fédération du Val-de-Marne, celle précisément de Georges Marchais. Elle compte aujourd'hui 18 000 adhérents, chiffre jamais atteint jusque là. A la conférence fédérale, dimanche dernier, ces adhérents étaient représentés par 560 délégués dont la moyenne d'âge était de 30 ans, 73% d'entre eux ayant moins de 35 ans. Du point de vue socio-professionnel, les ouvriers étaient encore les plus nombreux (31,4%) mais il y avait aussi 26% d'employés, 15,5% d'ingénieurs, cadres et techniciens, 13,7% d'enseignants, 6,9% d'étudiants, etc. Et la moitié de ces délégués, a-t-il été souligné, ont adhéré au Parti depuis 1968. Phénomène semblable dans les Yvelines, où 25% des adhérents actuels sont entrés au parti depuis deux ans. Et on pourrait multiplier les exemples d'un département à l'autre.

Renouvellement considérable donc et d'autant plus sensible qu'il ne se produit pas seulement à la base, mais se répercute désormais dans les organes fédéraux. Sur les 68 membres du Comité fédéral du Val-de-Marne, 28 sont des nouveaux. Douze nouveaux sur 64 dans les Hauts-de-Seine. Trente-deux nouveaux pour 93 membres au Comité fédéral de Paris, dont un tiers d'ouvriers, un tiers d'employés, un tiers d'intellectuels.

Tous ces nouveaux sont venus au Parti communiste parce qu'ils y voient une force décisive pour promouvoir, dans le cadre de l'union de la gauche et sur la base du programme commun, de profonds changements dans les structures de la société française. Tout ce qui se situe dans cette ligne clairement définie les trouve militants enthousiastes et prêts à se dévouer sans

→

UN CONGRES "EXTRAORDINAIRE"

compter comme on l'a vu, par exemple, lors de la campagne présidentielle d'avril et mai. Mais tout ce qui leur semble s'écarter de cette ligne les amène à se poser — et à poser — des questions. C'est bien ce qui arrive depuis quelques semaines et qui explique en grande partie, sinon exclusivement, une poussée de fièvre dont les alliés socialistes et radicaux de gauche ont fait brusquement les frais.

Il faut d'abord retenir que l'idée du congrès extraordinaire d'octobre a été lancée en juin, c'est-à-dire au lendemain même de l'élection présidentielle et dans le climat euphorique que celle-ci, en dépit de l'amertume ressentie devant un échec à si peu d'écart, a entraîné pour les partis de gauche. Pendant la campagne et dans les semaines qui ont suivi, le Parti communiste, comme le Parti socialiste, a vu affluer les nouveaux adhérents, venus d'horizons très divers. Lorsqu'il a mis au point le projet de résolution pour le congrès, le Comité central a eu pour première préoccupation d'accentuer encore ce mouvement. D'où l'appel à « l'union du peuple de France » qui s'adresse pratiquement à toutes les catégories sociales à la seule exception des « représentants du grand capital et de leurs commis politiques ». D'où, également, l'accent mis sur le fait que « le Parti communiste est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre une part du combat pour le changement démocratique. »

Sur le moment, cette large ouverture ne semble pas avoir fait problème. Mais depuis la fin de septembre, c'est-à-dire depuis que la préparation du congrès est entrée dans sa phase active, on a vu les questions se multiplier dans les tribunes de discussion de « l'Humanité » et de « France nouvelle ». Essentiellement autour des thèmes suivants :

1) **L'union du peuple de France.** Avec qui ? Avec les gaullistes qui ont toujours été nos adversaires ? Avec les petits patrons des P.m.e. qui exploitent leurs ouvriers ? Ces questions reviennent dans un si grand nombre d'interventions que Gaston Plissonnier a dû prendre la plume pour y répondre : « Des camarades se demandent si on ne va pas « glisser » des positions de classe vers une alliance aux contours et au contenu plus ou moins vague... Disons-le nettement : pour réussir, notre démarche politique ne peut être assortie d'une quelconque concession qui aboutirait à une alliance sans principe et conduirait à effacer les problèmes de classe... » Avant lui, Georges Marchais avait précisé également dans « l'Humanité » : « Le mot d'ordre « union du peuple de France » a pour objet de susciter le rassemblement le plus large **autour du programme commun de la gauche** » (ces derniers mots étant soulignés dans son article).

2) La référence au socialisme. Il est incontestable que de nombreux militants l'ont trouvée trop vague dans le projet de résolution. J.B. Malartre, de Paris, écrit par exemple : « Je regrette qu'à aucun moment ne figure même un commencement d'articulation entre les réformes profondes que nous préconisons et la lutte pour le socialisme. Si nous sommes pour des réformes profondes, ce n'est pas par réformisme, mais parce qu'elles s'imposent aujourd'hui comme réponses à la grave crise de notre société et qu'en même temps elles doivent préparer le terrain à l'actualité du passage à la phase supérieure, le socialisme. » Et Bernard Edelman, également de Paris, dit les choses encore plus nettement lorsque, comparant le projet de résolution avec les statuts du parti, il rappelle que ceux-ci précisent que la lutte quotidienne ne doit jamais faire « perdre de vue le but fondamental de notre action, le socialisme, qui est toujours à l'ordre du jour ». Et lorsqu'il conclut de cette comparaison : « En bref, je suis pleinement d'accord avec les statuts du Parti communiste français ».

Rien à craindre

3) Le rôle du Parti. Aux critiques déjà enregistrées précédemment sur les faiblesses de l'action du parti dans certaines régions, sur l'insuffisance de la diffusion de « l'Humanité » (sur ce point, c'est René Piquet qui constate lui-même une situation qui n'est « pas normale ») s'ajoutent toute une série de réactions provoquées par l'ouverture « sans restriction » proposée par le projet de résolution. De nombreux intervenants demandent la suppression de ces deux mots et plusieurs responsables doivent se relayer pour tenter d'en justifier le bien fondé. Après Léo Figuères, qui souligne que les nouvelles perspectives ouvertes « n'annulent pas pour autant les précédentes analyses du Parti », R. Perinetti, de Grenoble, écrit : « Nous pouvons ouvrir grandes les portes du Parti à ceux qui veulent œuvrer pour plus de démocratie. Nous n'avons rien à craindre ; le capitalisme, lui, oui. « Et H. Génard, de Marseille: « La situation politique actuelle est propice à un recrutement massif au Parti, précisément à partir de cette volonté de changements qui commence à devenir une force matérielle parce qu'elle s'empare de plus en plus des masses. »

Les réponses faites à ces trois types de questions — et aussi à d'autres, notamment au sujet de l'adaptation des mesures proposées par le programme commun à la gravité de la crise actuelle — ont-elles suffi à surmonter les objections ? On ne le saura qu'au cours du congrès quand sera connue la version finale de la résolution. Il est cependant évident que par rapport au texte de juin, celle-ci sera sérieusement amendée. A titre indicatif, on peut noter, par exemple, que la Conférence fédérale de Paris a modifié le texte sur plusieurs points, qualifiés par « l'Humanité » de « très importants », notamment « à propos du rôle de la classe ouvrière, de l'activité du Parti à l'entreprise et de la réaffirmation de la perspective socialiste pour la France, telle qu'elle est définie par le Manifeste de Champigny ». Ce qui peut, à tout le moins, laisser penser que nombre des observations formulées dans la tribune de discussion et dans les réunions de cellules et de sections ont été effectivement retenues.

Il reste une dernière question — et non des moindres — sur laquelle il sera particulièrement intéressant de mesurer la distance entre le texte de juin et celui qui sortira de Vitry : c'est celle des rapports avec le Parti socialiste. Sur ce point, le projet de résolution, tout en insistant sur le rôle primordial du Parti communiste dans l'alliance réalisée autour du programme commun, ne comportait aucun élément critique. Il y a un mois encore, écrivant un article publié dans le dernier numéro de « la Nouvelle Critique », Paul Laurent ne semblait guère s'inquiéter de la progression du P.s. lorsqu'il défendait avec chaleur la politique d'alliance : « Agissant ainsi, nous prenons notre part des progrès généraux de la gauche. Nous comprenons que dans cette œuvre commune, nos partenaires trouvent une part de ce progrès. Est-elle plus grande ou plus petite que la nôtre, c'est difficile à dire, mais, à la limite, cela ne nous semble pas déterminant. »

Depuis, il y a eu les six élections législatives partielles. Suffisent-elles à expliquer la brutale réaction du Bureau politique, de Georges Marchais, de Roland Leroy, de Gustave Ansart et de nombreux autres dirigeants communistes contre le Parti socialiste et les radicaux de gauche ? Beaucoup soulignent la démesure entre la perte de quelques centaines de voix dans des circonscriptions où l'audience du Parti communiste est relativement faible et la gravité des accusations portées contre l'allié socialiste. Démesure qui apparaît davantage encore lorsque des militants communistes eux-mêmes, toujours dans la tribune de discussion de « l'Humanité », fournissent une autre explication de ce recul électoral. Ainsi, Albert Laurent, de Chambéry, qui fait cette intéressante remarque : « De nombreux électeurs, parfois même des camarades, ont des difficultés à établir une différence entre le P.c. et le P.s. Le principal c'est que la gauche l'emporte, que son porte-drapeau soit celui qui électoralement et non politiquement se trouve apparemment le mieux placé pour battre le candidat réactionnaire. Nous sommes donc confondus dans une gauche informelle d'autant que les changements de la politique du Parti socialiste amènent à estomper aux yeux des gens nos différences fondamentales. Il me semble donc du plus grand intérêt de continuer à montrer ce qui nous unit et ce qui nous différencie. »

La résolution de Vitry s'en tiendra-t-elle à cette façon de voir les choses ? A vrai dire, il serait étonnant que les jugements sévères — et injustifiés — portés ces derniers jours n'y trouvent pas un écho. Ce n'est pas par hasard, en effet, que dans sa dernière tribune de discussion, mardi, « l'Humanité » a publié deux textes, émanant l'un de la Haute-Loire, l'autre de la Drôme, critiquant l'attitude de candidats socialistes à des élections passées. Et ce n'est pas par hasard non plus si plusieurs Conférences fédérales ont adopté des textes approuvant les prises de position du Bureau politique et de Georges Marchais au lendemain des élections partielles. Sans doute certains militants s'en trouvent-ils apaisés même si d'autres, à tous les niveaux, comprennent mal ces attaques soudaines et ne cachent pas qu'ils s'en inquiètent.

Les socialistes, quant à eux, attendent pour juger les conclusions du Congrès. Persuadés que le Parti communiste ne souhaite pas rompre l'union de la gauche, ils souhaitent que cesse une polémique dont la prolongation serait fatalement dommageable à cette union. Personne au Parti socialiste ne conteste ni la force décisive que représente le P.c.f. pour assurer la victoire de la gauche, ni la sincérité, la loyauté et le dévouement de ses militants. Et personne ne s'y méprend sur le sens réel des grossières attaques de Michel Poniatowski. S'il est vrai cependant que l'union de la gauche a atteint une qualité nouvelle, ce n'est pas par de vaines querelles sur le passé, mais par un débat serein sur l'avenir que cette qualité sera prouvée.

ANTOINE VIOLET

Béziers

"JOJO" SUR LA TOUCHE, 4000 SUR LE CARREAU

Georges Mas avait des relations. Résultats : banqueroute frauduleuse et 4 000 ouvriers sans travail. Mais l'enquête n'ira sans doute pas très loin : « Jojo » en sait trop.



De notre envoyé spécial

Lorsque les policiers de Béziers se sont présentés mardi à la porte de sa maison, pompeusement surnommée « le château », Georges Mas ne s'attendait certainement pas à atterrir directement dans une cellule de prison. Bien sûr, depuis plusieurs mois, la rumeur courait Béziers. Et, le 2 octobre, le tribunal de commerce de Toulouse prononçait la liquidation judiciaire de son entreprise de bâtiment. Mais, quatre heures seulement ont suffi au procureur de la République pour inculper le plus gros constructeur et employeur de la région biterroise sous trois chefs d'inculpation : infraction aux lois sur les sociétés, escroquerie et banqueroute. Avec, au bout, un déficit évalué aujourd'hui à 5 milliards d'anciens francs et, demain, à plus de 8.

Sous les platanes des allées Paul-Riquet, personne n'en est encore tout à fait revenu. Georges Mas, plus familièrement Jojo, était une véritable personnalité. Il était vice-président de la Chambre de commerce, il siégeait dans tous les organismes patronaux, il ne manquait jamais une réception. Et puis surtout, « Jojo » était président de l'Association sportive de Béziers. Et cela compte en terre d'Ovalie. Surtout quand on a la chance d'habiter une ville dont l'équipe de rugby a été championne de France en 1971, 1972 et 1974.

Et puis, que voulez-vous, Jojo était aussi bon dirigeant de club que mauvais patron d'entreprise. C'était lui qui avait fait venir à Béziers Raoul Barrère, l'entraîneur qui a sans doute le plus marqué le rugby français et ses méthodes de jeu dans ces dernières années. Alors « l'affaire Mas » était trop belle. Et tous les journaux parlèrent de Béziers, de son équipe de rugby et de son président.

C'était tout simplement se tromper de sujet. Et peu importe que ce soit volontai-

→

Mineurs: Concertation à la matraque

De notre correspondant

Décidément, l'image libérale et bon enfant que Valéry Giscard d'Estaing veut donner de lui a du plomb dans l'aile, tout au moins en Lorraine. Ce qui vient de s'y passer, on l'ignore généralement dans le reste du pays car, une fois de plus, l'O.r.t.f. a pratiquement fait le black out sur les graves incidents qui se sont déroulés à Freyming-Merlebach entre les mineurs de Faulquemont et les forces de l'ordre. Giscard d'Estaing parle de concertation. Mais ses négociateurs sont les gendarmes mobiles.

Les mineurs de Faulquemont, en grève, afin de sauver leur puits condamné à la fermeture, malgré la crise de l'énergie qui sévit, occupaient depuis le 16 octobre le building de la direction générale des Houillères du bassin de Lorraine (H.b.l.). Occupation on ne peut plus pacifique : les mineurs ont même veillé à ce que le ménage des locaux occupés soit fait, et on a pu les surprendre l'aspirateur à la main.

Ils étaient une cinquantaine à représenter leurs camarades, qui ne comprennent plus : tandis que les Allemands, les Anglais ou les Américains rouvrent leurs mines de charbon et relancent la production, la France ferme les siennes. Maintenant, le gouvernement veut tout miser sur l'énergie nucléaire, alors qu'il vient de commettre la même erreur pour le pétrole. Mais, cette fois, si la dépendance à l'étranger est plus faible, il y aura incertitudes sinon menaces sur l'environnement. Les Américains viennent de fermer ces derniers mois plus d'une dizaine de centrales nucléaires trop dangereuses. Pendant ce temps, l'E.d.f. procède à des acquisitions foncières dans la région de Thionville, à 50 km de Faulquemont, afin d'y implanter une centrale nucléaire au cœur d'une zone très urbanisée dans laquelle vivent plus de 400 000 personnes !

Les mineurs de Faulquemont sont donc en colère. Et rien n'a été fait pour tenter de les apaiser. Ainsi, le 17 octobre, ils terminent leur second jour d'occupation. Vers 18 h, un groupe de 80 maires et conseillers municipaux démissionnaires — ils sont 240 à avoir remis leur mandat en signe de protestation dans cette région — viennent apporter leur soutien aux mineurs installés à la direction générale. Aussitôt, 150 gendarmes mobiles et autant de policiers des corps urbains de Forbach, Freyming-Merlebach, Saint-Avold et Sarreguemines empêchent la délégation d'avancer et la repoussent violemment : Joseph Bastian, maire socialiste de Faulquemont, en tête de la lutte pour la survie de la mine, reçoit un coup de crosse de fusil et doit être soigné par un médecin.

Après cette échauffourée avec les élus, petit à petit les forces de police diminuent. Vers 23 heures, plus un uniforme à l'horizon. Les mineurs soupirent de soulagement. La nuit va être calme. On sort les cartes et on commence à jouer à la belote. Quelques minutes avant minuit, en rasant les murs, des policiers en civil de la Brigade spéciale de la voie publique de Metz — habituellement utilisés dans l'antibanditisme et spécialistes des méthodes brutales — s'avancent vers la porte vitrée de la direction générale. Elle est ouverte. Alors ils font signe aux policiers des corps urbains qui s'engouffrent dans le hall. Matraque haute, ils sont plus de 150 à cogner sur les quelque 50 mineurs qui n'ont même pas fait mine de riposter. Plusieurs dizaines d'entre eux sont blessés. Trois mineurs doivent même être hospitalisés à cause de blessures à la tête. Sans doute s'agit-il de ce que le gouvernement appelle une négociation rondement menée ? Le Comité directeur du Parti socialiste a immédiatement condamné l'intervention des forces de l'ordre et exprimé son entière solidarité aux mineurs de Faulquemont.

A cause des affirmations de technocrates entêtés, les pouvoirs publics ne veulent pas faire marche arrière. Les mineurs non plus ne cèderont pas. Après l'entrevue accordée par le ministre de l'Industrie, Michel d'Ornano, à 10 élus qui viennent plaider leur cause, les mineurs sont décidés à ne plus attendre davantage un signe de la bonne volonté gouvernementale. La dernière semaine d'octobre sera donc celle de l'action dans l'ensemble des Houillières de Lorraine. Car, au mécontentement des mineurs de Faulquemont, il faut ajouter celui de la profession toute entière qui demande une revalorisation générale de la condition minière.

Sans doute ne sera-t-il pas de mise d'envoyer à nouveau les forces de l'ordre contre eux. Il suffit d'aller discuter sur le carreau de la mine pour se rendre compte que les mineurs en sont au dernier stade de l'exaspération, et que, s'ils descendent dans la rue, ce sera, « cette fois, avec leurs casques et leurs piques ».

PIERRE DUFFOND

rement ou involontairement. En fait, il semble bien que Jojo ne mélangeait pas le rugby et son entreprise. Et si, comme tout président, il invitait de temps en temps les joueurs à dîner, après un beau match, la trésorerie du club de Béziers n'avait rien à faire de son argent. Son XV était assez riche pour se suffir à lui-même.

Simplement, la présidence d'un tel club assurait à Jojo quelques connaissances de plus et la gloire régionale. En fait, Jojo possédait 68 % du capital de 4 millions de francs de la société Astre et compagnie. Pourquoi Astre et non Mas ? Parce que Jojo avait déjà connu la prison à la Libération. On lui reprochait alors sa participation et celle de l'entreprise de son père à la construction pour les Allemands du mur de l'Atlantique et des blockaus en Méditerranée. Mais tout cela, c'était de la vieille histoire et Jojo s'était refait une belle réputation. Et une belle entreprise.

L'entreprise Astre et compagnie employait donc 1 460 personnes, 700 à Béziers, 300 à Montpellier, 170 à Toulouse, 160 à Perpignan... Elle avait un chiffre d'affaires d'un milliard d'anciens francs. Et lorsqu'elle fut déclarée en liquidation judiciaire, elle n'assurait pas moins de 60 chantiers. Une réussite. Il n'y avait rien d'étonnant à retrouver Jojo dans tous les gros marchés immobiliers, publics ou privés, de l'Hérault.

Après la fermeture de l'usine Fouga à Béziers, en 1961, Jojo était devenu le plus gros employeur de la région. Pas moins de 90 entreprises travaillaient en sous-traitance pour lui. Et ce sont plus de 4 000 employés qui se retrouvent aujourd'hui sur le carreau.

Pour la région de Béziers, c'est une véritable catastrophe. Déjà les salaires locaux sont inférieurs de 20 à 30 % à la moyenne nationale. Les deux tiers des demandeurs d'emploi ont entre 20 et 25 ans et il n'existe quasiment pas de travail pour les femmes qui en recherchent. Certes, la municipalité dirigée par le sénateur-maire radical de gauche, Pierre Brousse, a mis en place une zone industrielle. Les restrictions de crédits ne lui faciliteront pas la tâche.

Cette région de monoculture, celle de la vigne, il n'y a guère d'espoir à attendre du côté de la campagne. Les chais ne sont pas encore débarrassés des vins de 1973 et parfois 1972. La France, et donc la région bitteroise, a encore en cave 25 à 28 millions d'hectolitres — le tiers d'une récolte moyenne — qui ne sont pas encore écoulés.

Alors, quand l'entreprise de Jojo s'est écroulée, peu de gens à Béziers ont pensé à l'équipe de rugby. Ils se sont d'abord préoccupés du problème de l'emploi. A l'heure où nous écrivons, seules des hypothèses de solutions sont en vue. Mais il faudra beaucoup de ténacité et beaucoup de courage aux 4 000 employés du bâtiment touchés pour obtenir des solutions valables.

Huit milliards d'anciens francs de trou dans une caisse, ce n'est pas rien. En fait, Jojo truquait ses bilans depuis 1968. Alors, il faut bien s'étonner qu'il ait fallu six ans pour que les autorités s'en aperçoivent. Il est possible de croire à la naïveté de certains. Et au laxisme d'autres. Il est plus difficile de croire que les banques ne sachent plus lire les documents comptables.

Mais, tout le monde vous le dira à Béziers, Jojo avait compris que dans les affaires il faut savoir s'assurer quelques protections et s'acheter quelques amitiés. Par exemple, Jojo s'était fait construire une magnifique villa au Cap d'Agde. Il était tout naturel pour certains personnages de la majorité d'aller y passer quelques jours au soleil. Et puis, Jojo avait un beau bateau et il allait pêcher. Ses homards n'étaient pas mauvais à déguster.

Par exemple, lorsque Jojo reçut les insignes de l'Ordre national du mérite, le 6 février 1972, personne ne s'étonna à Béziers qu'André Bord, alors secrétaire d'Etat à l'Intérieur, et aujourd'hui secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, vienne en personne lui accrocher ce ruban sur le revers de son veston. Et prononcer un éloge vibrant de Georges Mas, chef d'entreprise et sportif émérite.

De même qu'il n'y avait pas à s'étonner des bonnes relations que Jojo entretenait avec l'ancien député U.d.r. de l'Hérault René Couveinhes, qui fut longtemps le chef de cabinet d'André Bord. Et puis, puisque les deux anciens députés U.d.r. de l'Hérault Couveinhes et Pierre Leroy-Beaulieu n'hésitaient pas à embaucher des colleurs d'affiches pour leur campagne électorale au tarif nocturne de 150 F l'unité, il n'y avait rien d'étonnant à ce que Jojo fît profiter — au niveau national — le Sac de ses libéralités. On était entre compagnons.

Jojo n'avait pas la dimension de son entreprise. Dès 1968, il faisait de la cavalerie sur les traites et sur les contrats de chantiers qu'il décrochait les uns après les autres. Il ne devait pas moins d'un milliard d'anciens francs à la Caisse de la Sécurité sociale, l'Urssaf. Les agios que lui faisaient payer les banques étaient de plus en plus élevés. Et comme il ne voulait pas réduire son imposant train de vie — Jojo était aussi un « flambeur » — la catastrophe était inévitable.

Tout le monde le savait. Et quand la C.g.t. demanda à plusieurs reprises la communication des comptes de la société, elle lui fut aussitôt refusée. Ce qui ne scandalisa aucune autorité. Mais Jojo avait des relations. Résultat : 4 000 ouvriers de l'Hérault sans travail. Et l'enquête n'ira certainement pas loin : Jojo est un homme très gênant. Il en sait trop.

NICOLAS BRIMO

Fermetures, faillites, règlements judiciaires, liquidations de biens, licenciements, réductions d'horaire, chômage technique, réductions d'effectifs : il ne se passe plus un jour sans que des travailleurs voient leur emploi menacé. Comptabilisés depuis le 1er septembre, voici les licenciements de la rentrée. Ce recensement ne prétend pas être complet, loin de là. Nous avons seulement voulu, avec l'aide du service économique de la C.f.d.t., brosser un tableau de la France au chômage, comme nous l'avions fait dans notre numéro du 13 septembre. Une constatation : les choses s'aggravent. Début septembre, nous avions pu remarquer qu'en 102 jours (entre le 25 mai et le 4 septembre) 100 entreprises avaient procédé à des licenciements. Depuis, en 48 jours (entre le 1er septembre et le 18 octobre), ce sont 87 entreprises qui ont licencié, ou tenté de licencier, du personnel. A notre connaissance. Autant de faillites pour Giscard.

* 1er septembre : Colroy S.a., à Senones (Vosges). Entreprise de textile employant 820 personnes. A cause de l'encadrement du crédit, 350 salariés sont menacés de licenciement.

* 2 septembre : Blanc et fils, à Toulouse. Cessation de paiement : 600 salariés licenciés.

* 3 septembre : Thivent, chantier naval à Conflans-Saint-Honorine (Seine-et-Oise). Liquidation envisagée : 26 licenciements.

* 4 septembre : Varal, entreprise de textile à Montpellier. La liquidation, annoncée le 30 juin, entraîne 140 licenciements.

* 5 septembre : Frach, fabrique de meubles de bureau à Romans, dans la Drôme. 70 ouvriers sont mis en chômage technique en raison du resserrement du crédit.

* 10 septembre : Volubilis, entreprise de confection au Puy : 23 licenciements.

* 11 septembre : la B.c.t. (Banque de construction et de travaux), implantée à Paris et en province, licencie 140 personnes à Paris et ferme certaines agences en province.

* 12 septembre : les sous-traitants du C.e.a., à Cadarache, apprennent que 70 licenciements sont envisagés d'ici à la fin de 1974.

* 13 septembre : Besnier-Flotex. Entreprise de textile à Chateau-Renault (Loir-et-Cher) passée sous le contrôle de Villot après une faillite. Règlement judiciaire : 51 licenciements.

* 13 septembre : Guiraudie-Auffeve, entreprise de bâtiment à Sotteville-lès-Rouen. Sur 360 employés, 139 sont licenciés.

* 16 septembre : L'Epée, horlogerie de précision à Montbéliard. 450 salariés dont 350 femmes sont menacés. Motif : difficultés financières.

* 16 septembre : « l'Union de Reims », entreprise de presse à Reims. Licenciements pour « sanc-

LES FAILLITES DE GISCARD (SUITE)

tions disciplinaires » : à la suite de la publication de photos sur les mutineries dans les prisons, deux salariés sont mis à la porte.

* 20 septembre : Immobilière de construction de Paris (Bâtiment) : 110 suppressions d'emplois annoncées.

* 21 septembre : Arena, à Montreuil (condensateurs et armement). Rachat par Thomson : 98 licenciements.

* 21 septembre : La Dynamite (chimie) à Saint-Martin de Crau, dans les Bouches-du-Rhône. 185 travailleurs sur 227 sont menacés de licenciement.

* 23 septembre : Konigcegbi, entreprise de métallurgie à Herblon, en Loire-Atlantique. Les mesures d'encadrement du crédit entraînent 45 licenciements, alors que l'usine emploie 110 personnes.

* 25 septembre : Potain, qui fabrique des engins pour le bâtiment et les travaux publics et qui est implanté à Villeurbanne, Digoin et Marcilly, décide la fermeture de sa filiale. 225 personnes sont concernées.

* 27 septembre : Baignol et Farjon implanté à Samer, dans le Pas-de-Calais, transfère ses activités à Boulogne-sur-Mer : 300 salariés sans emploi.

* 28 septembre : T.w.a., à Paris, licencie 200 personnes.

* 28 septembre : Guery, entreprise de matériel agricole à Mauléon, dans les Deux-Sèvres, dépose son bilan. 30 licenciements.

* 28 septembre : Isolectra (isolation électrique) à Montdidier, dans la Somme. 14 licenciements.

* 1er octobre : Métalinox, au Canet et à Vitrolles (Bouches-du-Rhône). L'entreprise, qui appartient au groupe Babcock-Atlantique, annonce la fermeture, car elle n'a plus de commandes nucléaires. 120 personnes au Canet et 330 à Vitrolles se retrouvent sans travail.

* 2 octobre : Dari-France (photo-composition) à Rueil-Malmaison. 20 travailleurs sont licenciés sans préavis, les salaires ne sont pas payés.

* 2 octobre : fermeture du puits de Saint-Florent, dans le Gard. 300 licenciements.

* 2 octobre : Cogedim. Cette entreprise d'immobilier, appartenant au groupe Paribas et implantée à Paris, souffre du ralentissement de la construction. 18 licenciements.

* 3 octobre : Mainguy, bâtiment et équipement électriques. Sur les 400 travailleurs de Verton (Loire-Atlantique) 25 sont licenciés. A La Roche-sur-Yon (Vendée), 15 travailleurs sur 200 se retrouvent sans travail.

* 4 octobre : Coq-France, matériel électrique, à Pantin. 110 licenciements.

* 4 octobre : Bâtir, entreprise de bâtiment. Des difficultés de trésorerie et une réorientation des activités entraînent la fermeture de l'usine de Sequedin, dans le Nord. A Sequedin, 200 salariés sont licenciés ; dans les autres usines, on enregistre 150 licenciements.

* 4 octobre : Thermoflex (métallurgie), à Grenoble, dépose son bilan. 106 personnes sont menacées de licenciement et attendent qu'on leur paie leur dernier salaire.

* 4 octobre : Ami (plastique), à Is-sur-Tille (Côte-d'Or). 121 emplois supprimés sur 500.

* 4 octobre : Donval, fabrique de chaussures à Rosporden (Finistère). 80 licenciements.

* 4 octobre : Rouchet, dans le Val-de-Marne. Sur 150 salariés, 10 perdent leur emploi.

* 4 octobre : Delta, machines agricoles à Marmoutier et Otswald (Bas-Rhin). Règlement judiciaire : 30 licenciements et de nombreuses réductions d'horaire.

* 5 octobre : Stefi, à Gagny. 60 licenciements.

* 5 octobre : Cadillon (métallurgie) à Charolles (Saône-et-Loire). Depuis le début de septembre, la direction impose le chômage partiel et l'entreprise, qui emploie 560 personnes, prévoit 100 licenciements à la fin de l'année.

* 5 octobre : Decauville, entreprise de métallurgie à Corbeil dans l'Essonne, décide de réduire les horaires de 43 heures à 40 heures par semaine sans compensation de salaire.

* 8 octobre : Prêtabail, organisme de crédit, à Paris, licencie la moitié de son personnel. En raison de l'encadrement du crédit, 130 personnes sur 260 sont mises à la porte.

* 8 octobre : A.r.c.t. (machines textiles) à Roanne. Sur 2 850 salariés, 430 sont licenciés. En raison de la conjoncture économique, de la restriction du crédit et de la hausse des matières premières.

* 8 octobre : S.g.a.e.t. (métallurgie), à Cambrai (Nord), ferme le 1er novembre. 60 salariés sans travail.

* 9 octobre : Paris, entreprise de constructions métalliques, à Nantes. 100 emplois supprimés sur 700.

* 9 octobre : la société Etudes — travaux — préfabrication, entreprise de bâtiment près de Granville, dans la Manche, dépose son bilan. 370 emplois sont menacés et 110 licenciements sont prévus dans les deux mois.

* 9 octobre : Boulenger, négoce de bois à Eu (Seine-Maritime), qui emploie 120 personnes, en licencie 10.

* 9 octobre : Néogravure (imprimeries situées à Issy-les-Moulineaux, Saint-Ouen, Rennes, etc.) fait état de difficultés financières.

* 9 octobre : Singer, à Bonnières-sur-Seine, réduit les horaires de 43 à 40 heures par semaine et impose à ses 700 employés une semaine de « congé technique » par mois.

* 9 octobre : Tistric, entreprise de confection à Roubaix, annonce la fermeture pour la fin de l'année. 150 licenciements.

* 9 octobre : Isoture (tubes plastiques) à Marquette, dans le Nord, fermera à la fin de l'année. 50 licenciements.

* 9 octobre : Aerco, qui fabrique des aérosols à Willems, dans le Nord, fermera aussi à la fin de l'année. 25 licenciements.

* 9 octobre : Henfer, fabrique de chaudières à La Grand-Combe (Gard), ferme. 30 licenciements.

* 11 octobre : Lancia — France, à Paris, décide d'abandonner à la fin de 1974 la commercialisation directe en France. 80 licenciements.

* 12 octobre : Creusot-Loire. A l'usine d'Ondaine (Loire) la fermeture de l'atelier de chaudronnerie est envisagée et 200 emplois sont menacés.

* 12 octobre : Gimm, à Nantes. Sur 214 employés, 20 sont licenciés.

* 12 octobre : Radial, à Briare, est mise en liquidation de biens. 70 licenciements.

* 12 octobre : Havas-Conseil, agence de publicité à Paris, licencie 30 personnes.

* 12 octobre : C.d. Plastora, à Sens (Yonne). 150 emplois menacés.

* 12 octobre : Bongarn, qui fabrique des fours pour boulangerie à Molsheim (Bas-Rhin) et emploie 370 personnes, licencie 48 salariés en raison de l'encadrement du crédit.

* 14 octobre : Oudin, matériel de travaux publics à Chasseneuil (Vienne), dépose son bilan. 230 salariés sont menacés, mais on parle d'une reprise possible de la moitié du personnel.

* 14 octobre : Les Bois déroulés, entreprise de bois à Saint-Romain (Charente), ferme. 30 licenciements.

* 14 octobre : Chaussat, à Angoulême (Charente), dépose son bilan. 130 salariés menacés de licenciement.

* 14 octobre : Solex à Nanterre, diminue les horaires de 43 heures 15 à 36 heures par semaine.

* 15 octobre : Stribick, entreprise de bâtiment, qui emploie 1 200 personnes à Saint-Etienne, dépose son bilan. 500 à 600 licenciements sont prévus.

* 16 octobre : Dunlop, à Amiens. Les 1 200 salariés se voient imposer trois jours de chômage technique.

* 16 octobre : Voegele (emballages métalliques) à Mutzig (Bas-Rhin) est mise en liquidation judiciaire. 50 salariés sans emploi.

* 16 octobre : Lapp, fabrique d'ameublement à Pont-de-Beauvoisin (Isère). Règlement judiciaire. 60 emplois menacés.

* 17 octobre : Thireau-Morel (bâtiment), à Paris, Rouen, Le Havre, etc. L'entreprise dépose son bilan. 1 860 salariés, dont 800 au Havre, sont menacés.

* 17 octobre : Shell française. La restructuration entraîne une réduction d'effectif de 300 personnes. Le projet est rejeté par le comité central d'entreprise.

* 17 octobre : société Traïor. Le concurrent de Titan-Coder, qui fabrique à Lunéville des semi-remorques et appartient à un groupe américain, annonce 400 licenciements. Près du tiers des effectifs. Des réductions d'horaire sont aussi envisagées.

* 18 octobre : Schlumberger, à Poitiers, annonce à ses 850 salariés que 8 jours de chômage sont prévus.

changer la vie sociale et économique

SNIAS : L'INQUIETUDE GRANDIT

Depuis plusieurs mois, il est de notoriété publique que des menaces de licenciement pèsent sur la Snias. Il y a trois semaines, « l'Unité » (n° 126) révélait que le plan de démantèlement de l'entreprise prévoyait le « départ » de plus de 6 000 employés. Mais ni le comité d'entreprise, ni les syndicats ni les travailleurs n'arrivaient à obtenir la moindre information officielle.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même : la C.g.t. est rentrée en possession d'un rapport rédigé par la direction de la Snias qui expose l'ampleur du plan de redressement envisagé pour cette entreprise. A en juger par les fac-simile, rien n'a été laissé au hasard. Ainsi, les travailleurs ont découvert que 6 260 d'entre eux seraient licenciés, sans compter les compressions d'effectifs entraînés chez les sous-traitants. Ce rapport analyse même, dans chacune des six villes concernées (Saint-Nazaire et Meaulte étant les plus touchées avec respectivement 1 640 et 1 295 emplois supprimés) quelles seront les possibilités pour les licenciés de retrouver du travail. Partout la réponse est la même : difficultés de reclassement importantes, voire considérables, doublées de risques de tensions sociales.

Dans ces conditions, que prévoit le gouvernement ? Il faut faire donner à plein l'Agence pour l'emploi, le Fonds national de l'emploi, les indemnités, etc. Mais le rapport ne laisse planer aucun doute quant au résultat : « La panoplie des instruments de l'Etat risque de ne pouvoir jouer qu'un rôle insuffisant ». Il faudra donc faire comme si... et tant pis pour les licenciés...

Qui, une fois de plus, se réjouit de cette incurie gouvernementale française ? Les Américains, bien entendu, qui sont les grands maîtres du marché mondial en matière d'avions civils.



LE TRI EN GREVE

Grogne dans les P.t.t. Des mouvements de grèves touchent, depuis le vendredi 18 octobre, la plupart des centres de tri postaux de Paris. Parti des centres de la gare de Lyon, d'Austerlitz, de Montparnasse, de Brune, de Clignancourt, le mécontentement a gagné peu à peu tous les centres de la région parisienne, où 25 000 agents sont concernés. Le 22 octobre, le Centre national des télécommunications (menacé d'éclatement où travaillent 3 500 personnes) et le ministère des P.t.t. étaient en grève.

Pourquoi tous ces mouvements ? D'abord le manque d'effectifs entraîne des conditions de travail de plus en plus mauvaises. Les suppressions d'emploi dans les Chèques postaux (4 700 à Paris, 1 400 à Lyon, 800 à Lille) et l'existence de 100 000 non-titulaires privés de toute garantie d'emploi ajoutent au malaise. Enfin, c'est la politique du gouvernement qui inquiète le plus les syndicats : « Le gouvernement, sans aucune consultation des organisations syndicales, vient de décider de confier le service d'information et de relations publiques (S.i.r.p.) du ministère des P.t.t. à un homme venant du secteur privé, membre du Cabinet de Chirac. il confie la direction des Affaires industrielles à un homme du Pouvoir (Souviron) n'appartenant pas à l'administration.

Et, en démantelant le C.n.e.t. jugé trop indépendant, le gouvernement dévoile sa stratégie : le secteur public des P.t.t. n'est plus pour lui qu'une façade de nature à couvrir les opérations des industries et des groupes bancaires qui tirent profit de la crise du téléphone. »

Une stratégie qui vise tout le personnel des P.t.t. : ce qui explique l'ampleur de la grève.

COOP : VICTOIRE

Grève victorieuse au supermarché Coop de La Roche-sur-Yon. Les employés ont repris le travail après un mois de grève le 11 octobre. Ils avaient, entre autres, remis en service, pour leur compte, la cafétéria du magasin. Initiative qui avait eu le soutien de la région. Bilan de la grève : une augmentation de 130 F au moins d'une part et 4 % d'augmentation et 65 F pour tous obtenus par une négociation paritaire régionale. A cela s'ajoutent la création d'une prime de transport et une indemnité supplémentaire pour les caissières. Un bilan positif.

LA C.F.T. TRICHE

La C.f.t. n'est pas bonne joueuse. Les élections des délégués du personnel qui viennent de se dérouler les 11, 14 et 15 octobre à l'usine Chrysler France de Poissy en ont apporté une fois de plus la confirmation.

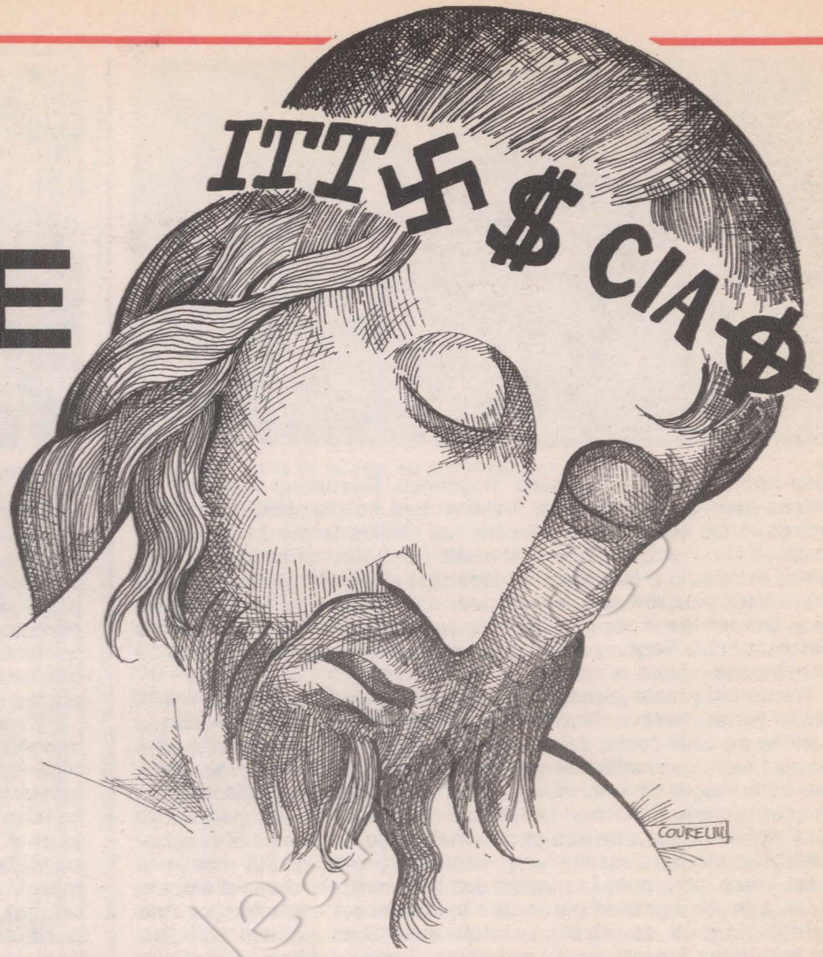
Il faut dire que depuis les agissements de ses nervis patronaux qui les ont conduits devant les tribunaux, cette organisation est en perte de vitesse auprès des salariés. Elle l'admet d'autant plus mal que c'est la C.g.t. qui profite de sa baisse d'influence. Comme par hasard, les fraudes se sont multipliées : ainsi les bulletins C.g.t. ont été volés au cours du dépouillement. Une maladresse sans doute... que les travailleurs ne sont pas décidés à laisser passer.

LE S.O.S. DES MARINS

Créer une Fédération générale des transports C.f.d.t. qui regroupera les cheminots, le personnel de l'Aviation civile et de la Marine : tel est le projet sur lequel a débouché le congrès du Syndicat national des officiers de la Marine marchande C.f.d.t. à Mur-de-Bretagne (Côtes-du-Nord).

Principal thème abordé durant ce congrès : les questions de sécurité à bord des navires. Une fois de plus, les impératifs de rentabilité exigés par les armateurs imposent aux personnels une méthode de travail et une durée du service souvent dangereuses. De plus, le nombre des canots de sauvetage et des brassières s'avère souvent insuffisant. Enfin, les exercices de sécurité, obligatoires à bord, sont rarement effectués. Sauve qui peut !

LA GAUCHE DU CHRIST



L'évolution politique des chrétiens est complexe et mouvante. Mais étant donné le rôle que le christianisme a joué et joue encore, croyants ou incroyants, engagés dans la lutte pour le socialisme, ne sauraient sans dommage en négliger les données.

« Chrétiens-marxistes » : ainsi se qualifient les 200 personnes qui ont participé, les 12 et 13 octobre, à Chevilly-Larue, à une rencontre organisée par des groupes autonomes de différentes régions de France. Chrétiens, marxistes : deux termes qui, il n'y a pas si longtemps, s'excluaient mutuellement. L'un des textes soumis à ce colloque explicitait de la manière suivante la « double référence » : « à l'Evangile, comme source d'un dynamisme libérateur ; au marxisme, comme théorie de notre pratique politique (lutte des classes) et outil critique du christianisme dans ses représentations mentales (théologie) et dans ses institutions historiques (Eglises) ». Voilà de quoi dérouter bien des chrétiens... et bien des incroyants.

On relèvera à juste titre qu'une telle rencontre reste assez marginale. En empruntant à la fois au jargon chrétien et au jargon marxiste, les participants, des intellectuels pour la plupart, n'ont guère contribué à la clarté du débat. Le consensus auquel ils sont parvenus en conclusion est, certes, tissé d'ambiguïtés. Il cache mal des degrés bien différents d'adhésion au christianisme. Mais aussi des divergences fondamentales, quant à l'analyse et à la stratégie politique, entre ceux qui sont engagés dans l'union de la gauche et ceux qui la contestent agressivement au nom de quelque utopie révolutionnaire. Tout cela est vrai et peut faire sourire. Pourtant, ce petit colloque est, parmi d'autres, à travers ses tensions, un signe de l'évolution spectaculaire d'une large partie des milieux chrétiens. Une évolution qui, pour les défenseurs de l'ordre établi, n'a rien de rassurant. Au contraire...

Les oreilles de beaucoup d'entre eux résonnent encore des accents de cette « Internationale » chantée lors du rassemblement « Objectifs 74 » le 1er juillet dernier au Parc des Princes par 40 000 jeunes, membres de la Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc).

A un catholique qui lui faisait remarquer que « l'Internationale » prône un monde sans Dieu, un dirigeant jociste répondait : « Lorsqu'en chantant « la Marseillaise » vous demandez « qu'un sang impur abreuve nos sillons », exprimez-vous des sentiments chrétiens ? » Et il ajoutait : « Car « l'Internationale » est l'hymne du mouvement ouvrier. Et nous, jeunes travailleurs chrétiens, nous sommes partie prenante des luttes du mouvement ouvrier. Le Dieu que refuse « l'Internationale », c'est ce despote qu'invoquent les riches et les puissants pour conserver leur pouvoir et maintenir l'ordre établi. Ce n'est pas notre Dieu. Ce n'est pas le Dieu de l'Evangile. Le Christ dénonce les injustices, le pouvoir de l'argent. Il est le Dieu d'un peuple en marche vers sa libération. »

On parlera de sentimentalisme et d'ouvriérisme. Mais il faut savoir que le rassemblement « Objectifs 74 » a été un moyen pour orchestrer la présentation de sept revendications fondamentales, sept « grands objectifs » que la Joc a déterminés à partir des enquêtes que ses militants ont effectuées ces dernières années sur les besoins prioritaires de la jeunesse ouvrière aujourd'hui : la gratuité de l'enseignement ; des salaires décents ; une cinquième semaine de congés payés ; des équipements pour tous ; un emploi pour tous ; l'égalité des chances devant l'instruction ; quarante heures de travail par semaine.

Les journaux de la Joc, d'innombrables tracts, des réunions de militants, des rassemblements de masse locaux avaient popularisé ces objectifs au cours des mois précédents. Chaque militant pouvait défendre et illustrer chacune de ces revendications avec un véritable dossier, très concret, à la confection duquel tout le mouvement avait participé. La Joc reste ainsi un remarquable instrument de formation de militants ouvriers, une pépinière de syndicalistes. Un grand nombre des cadres syndicaux qui ont provoqué, depuis quinze ans, l'évolution de l'ancienne C.f.t.c. devenue C.f.d.t., en sont issus. Mais on trouve aussi d'anciens jocistes dans tous les syndicats, en particulier dans la C.g.t. Aujourd'hui la Joc a très clairement opté pour la construction d'une société socialiste. En avril dernier, lors de la campagne pour les élections présidentielles, elle s'était prononcée en faveur de François Mitterrand.

Les jocistes et, plus généralement, les jeunes travailleurs sont très minoritaires dans la masse des jeunes qui, chaque week-end d'été, depuis des années, affluent sur la colline de Taizé en Bourgogne, où est installée la célèbre communauté d'origine protestante qui depuis trente ans se consacre à l'œcuménisme et à la réconciliation entre les hommes divisés. Cheveux longs, blue jeans, guitares, ces « hippies du bon Dieu » sont en fait, pour le plus grand nombre, des lycéens et des étudiants issus de familles protestantes et catho-

→



liques appartenant aux classes moyennes. Beaucoup viennent en groupes avec leurs aumôniers. Ils discutent ou chantent inlassablement dans les prés voisins ou sous les vieilles tentes kaki qui leur servent d'abris pour la nuit. Ils participent aux longs offices des moines et parfois prient dans un étonnant silence, installés dans les postures les plus diverses à l'intérieur de « l'église de la réconciliation ». Devant le succès spontané de ces rassemblements de jeunes à Taizé, le Frère Roger, prieur de la communauté, a lancé l'idée d'un « concile des jeunes. »

Trente-cinq mille jeunes venus de 120 pays ont participé, du 30 août au 1er septembre dernier à l'ouverture de ce « concile ». Noyés au milieu de cette foule, sur une petite estrade de bois blanc, à côté d'un excellent ensemble de percussions, des cardinaux, des évêques catholiques et orthodoxes, des chefs d'Eglises protestantes ont écouté sans broncher la lecture d'une « lettre au peuple de Dieu » préparée par une équipe internationale de jeunes et longuement acclamée par l'assistance : « Nous sommes nés sur une terre qui est inhabitable pour la plupart des hommes, proclame d'emblée ce message. Une grande partie de l'humanité est exploitée par une minorité qui jouit de privilèges intolérables. Les régimes policiers sont nombreux à protéger les puissants. Des sociétés multinationales imposent leurs lois. Le profit et l'argent règnent. Ceux qui détiennent le pouvoir n'écoutent presque jamais les hommes sans voix ».

Le texte se poursuit par une vigoureuse interpellation des Eglises dont certaines « ont capitalisé les biens, amassé d'immenses richesses en argent, en terres, en bâtiments, en actions dans les banques. » Il se termine par un engagement « à être ferments d'une société sans classes et sans privilégiés. »

A l'origine de ce document, on trouve surtout quelques jeunes militants chrétiens latino-américains, africains et asiatiques, en lien avec Taizé et profondément engagés dans les mouvements révolutionnaires de leurs pays respectifs. Les jeunes Européens qui constituent la grande masse de ceux qui viennent à Taizé sont beaucoup moins politisés. Ils acclament ces dénonciations de l'injustice, mais — on le constate dans les débats en petits groupes — ne paraissent guère prêts à esquisser une analyse des causes de l'injustice. Ils applaudissent avec la même vigueur ceux qui parlent de lutte — éventuellement violente — contre les oppresseurs et ceux qui prônent la persuasion de l'adversaire. Le prophétisme de Taizé, qui se soucie peu d'efficacité, entretient cette ambiguïté. Pourtant, on ne peut négliger ce qui s'y passe. Sous l'influence des animateurs venus du Tiers-Monde ou de militants politiques européens, le « concile des jeunes » pourrait être une occasion d'éveil de nombreux jeunes chrétiens, un instrument de « conscientisation », comme on dit en Amérique latine. L'esprit de révolte ambigu et facilement moralisateur qui règne à Taizé est finalement assez proche du sentiment qui a provoqué l'évolution politique de larges couches de chrétiens au cours des années récentes.

« L'Eglise vire à gauche », dit-on souvent lorsqu'on évoque cette évolution. Ce n'est pas si simple. Il faudrait d'abord savoir ce qu'on entend par « l'Eglise ». Autrefois, pour le catholicisme tout au moins, les choses étaient claires. L'Eglise était un bloc gigantesque, monolithique et uniformisant, fortement structuré et hiérarchisé, qui tentait d'imposer à tous ses fidèles, sous toutes les latitudes, un même Credo, mais aussi une même discipline et les mêmes coutumes. Comment, dans ces conditions, n'aurait-elle pas cherché à dominer la société politique ou, si elle ne pouvait y parvenir, à la combattre ?

Depuis douze ans, à partir du moment où il a voulu se réformer pour mieux s'adapter au monde moderne, le catholicisme a connu la plus formidable révolution de son Histoire. C'est maintenant un monde divers et bigarré, presqu'atomisé, qui connaît une crise profonde. « Crise » : le mot revient sans cesse dans les publications religieuses, les rencontres ecclésiastiques et même dans les assemblées d'évêques. Souvent contestée, la hiérarchie est, elle-même, divisée. Des prêtres cessent d'exercer leur sacerdoce, des chrétiens abandonnent la pratique religieuse. Le contenu même de la foi est



Le pélerinage à Chartres.

remis en cause, discuté, réinterprété. Si elle y a pris au départ d'autres formes à cause des différences de structures, cette crise n'épargne pas les Eglises protestantes. Le mouvement œcuménique qui devait réconcilier les chrétiens séparés par les schismes du passé, achoppe sur de nouvelles divisions qui prennent plus d'importance pratique que les anciennes. Ces divisions ont un fort contenu politique : les révolutionnaires catholiques se sentent plus proches des révolutionnaires protestants que des catholiques intégristes ou conservateurs. Et réciproquement.

La crise des Eglises, en effet, ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences politiques. La chrétienté a cessé de s'identifier à un bloc réactionnaire. Catholique ne veut plus dire automatiquement conservateur. C'est en ce sens que l'on peut dire : « l'Eglise vire à gauche ». Un rédacteur à « la Croix » expliquait ainsi : « Notre journal ayant toujours, jusqu'à ces dernières années, soutenu les candidats de droite — ou, en tout cas, combattu ceux qui se réclamaient du socialisme — le seul fait qu'il se soit efforcé scrupuleusement, cette année de tenir la balance égale entre les prises de positions favorables à Giscard d'Estaing et à Mitterrand, a fait dire à bon nombre de lecteurs conservateurs qu'il soutient désormais la gauche. » En ouvrant ses colonnes à des tribunes libres signées de dirigeants communistes, le quotidien catholique a, en effet, provoqué dans les milieux chrétiens une manière de révolution.

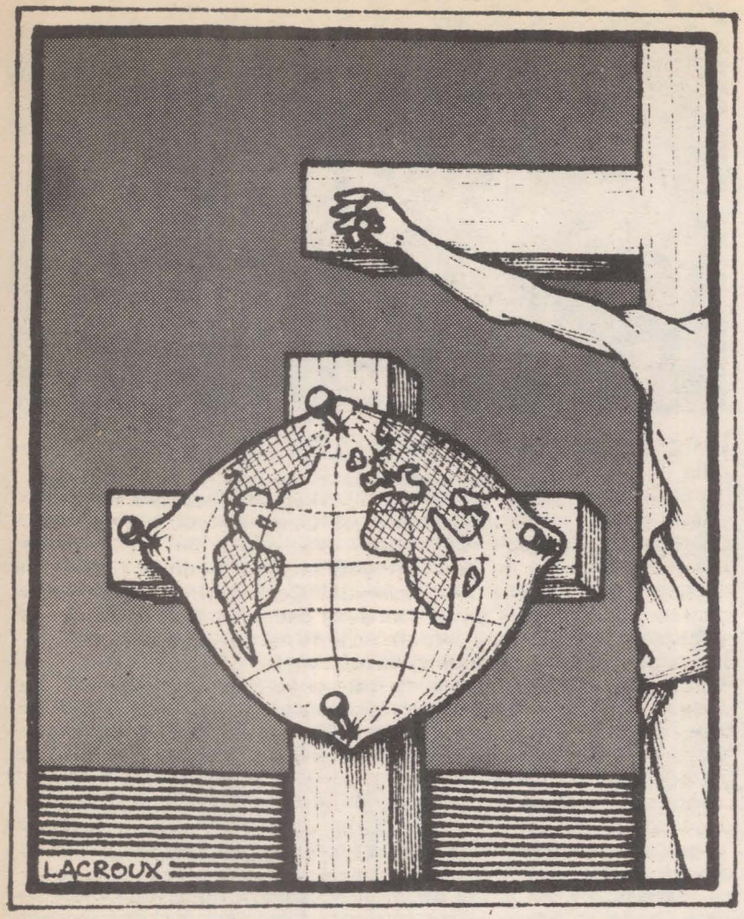
En France, il y a longtemps qu'une petite minorité de pionniers a combattu — non sans se heurter à d'innombrables obstacles et sans recevoir de multiples condamnations — en faveur de ce déblocage politique de l'Eglise. L'histoire de leur lutte a été souvent décrite. Elle est jalonnée par les noms des Lamennais, Marc Sangnier, Emmanuel Mounier, par les combats des jocistes, des premiers prêtres-ouvriers, des chrétiens progressistes des années 50, de « Sept », de « La Quinzaine » ou de « Témoignage chrétien ». Profondément croyants, ces précurseurs voulaient que « l'Eglise épouse son temps » et ils étaient scandalisés de la voir bénir les structures, profondément contraires à l'éthique évangélique, de ce que Mounier appelait « le désordre établi ». Insérés dans des solidarités de classe comme les jocistes ou les prêtres-ouvriers, ils ont tout naturellement été amenés à prendre progressivement leur place dans le combat commun.

Dans d'autres pays, le déblocage s'est fait plus brutalement. Ainsi en Espagne, où il a été particulièrement spectaculaire depuis une dizaine d'années et où coexistent pratiquement deux Eglises : celle qui reste profondément liée au régime, et l'autre, celle des militants ouvriers, des intellectuels progressistes, des couvents qui abritent des réunions clandestines, des curés basques ou des religieux naguère emprisonnés. Un certain nombre de jeunes évêques se montrent de plus en plus solidaires de la seconde tandis que la majorité de leurs confrères tentent non sans peine de se tenir dans une position intermédiaire, tout en se démarquant de plus en plus nettement du franquisme.

Le contraste est peut-être encore plus grand en Amérique latine — le continent qui comporte le plus grand nombre de catholiques baptisés — entre la grande bourgeoisie qui tente de fonder la défense de ses intérêts sur une idéologie chrétienne réactionnaire et l'avant-garde du clergé et des militants laïcs, dont la réflexion sur la pratique politique a donné naissance à ces théories, inimaginables il y a seulement dix ans, qui constituent la « théologie de la révolution ».

Même en Italie

En Italie même, aux portes du Vatican, l'unité de la Démocratie chrétienne n'est plus qu'une façade chaque jour plus menacée par l'usure du pouvoir, la corruption, la compromission de l'aile droite avec les milieux néo-fascistes *(voir les précédents numéros de « l'Unité »)*. De petits groupes se multiplient qui tente de lier une vie spirituelle rénovée et intense — en réaction contre le formalisme



desséchant du catholicisme italien traditionnel — avec une pratique politique révolutionnaire. Des religieux dont le rayonnement est grand ont participé à la campagne contre l'abrogation de la loi sur le divorce sans craindre de s'exposer aux foudres du Vatican... Il est vrai qu'à Rome même le Synode mondial des évêques consacré à « l'évangélisation du monde contemporain », qui se tient actuellement, a vu certains participants souligner l'importance de l'action politique et dénoncer des situations d'injustice économique, raciale et sociale, en Afrique du Sud ou en Amérique latine, par exemple.

S'il est donc abusif de dire que, globalement, « l'Eglise vire à gauche », on peut affirmer que le catholicisme a cessé de s'identifier au conservatisme et à la réaction. Quelle est, en France, l'ampleur du phénomène ? Au plan électoral, il est resté très faible jusqu'aux élections législatives de 1973. En dépit des militants et des prêtres d'avant-garde qui tenaient souvent le devant de la scène, les catholiques continuaient de voter presque exclusivement pour le centre et la droite. Cette situation tend à évoluer depuis l'an dernier.

Selon un sondage de l'Ifop, 8 % des « catholiques pratiquants réguliers » (c'est-à-dire de ceux qui vont à la messe chaque dimanche) et 31 % des « pratiquants irréguliers » avaient voté pour François Mitterrand au second tour des élections de 1965. Cette année, selon un sondage Sofres - « Nouvel Observateur », ces proportions se sont élevées respectivement à 23 % et 49 %. Entre ces deux échéances, un sondage Ifop-« Vie Catholique » portant, cette fois, sur les intentions de vote à la veille des législatives de 1973, donnait 13 % des suffrages des pratiquants et 38 % de ceux des « pratiquants irréguliers » à la gauche (P.s., P.s.u., P.c.). Selon ce même sondage, 44 % des militants et des membres des mouvements catholiques choisissaient la gauche.

Si elle cherche à se démarquer de la droite, la hiérarchie catholique n'entend pas néanmoins lier le destin de l'Eglise à celui de l'union de la gauche. Ayant beaucoup médité, ces dernières années, sur le danger des compromissions politiques pour l'accomplissement de leur mission religieuse, les évêques veulent surtout prendre leurs distances par rapport à tous les pouvoirs, à toutes les forces politiques. En revanche, ils ne cessent d'inviter les croyants à prendre, en conscience et personnellement, les engagements politiques et syndicaux de leur choix. D'où l'insistance qu'ils mettent à réaffirmer, comme ils l'avaient fait à leur assemblée de Lourdes en 1972, « la légitimité du pluralisme politique des chrétiens ».

L'opinion a plutôt perçu cette affirmation comme une ouverture à gauche dans la mesure où, il n'y a pas si longtemps, seules les formations conservatrices ou modérées pouvaient, aux yeux de la hiérarchie, obtenir le soutien des bons catholiques. Il est significatif d'ailleurs, à cet égard, qu'en 1972 Mgr Matagrin, évêque de Grenoble et principal auteur du document sur « Politique, Eglise et Foi », se soit obstinément refusé, en dépit des interpellations et des pressions des intégristes, à dire qu'un chrétien ne peut soutenir le Parti communiste. Mais aujourd'hui, certains catholiques commencent à interroger la hiérarchie sur sa notion de « pluralisme », redoutant que celle-ci n'amènent les chrétiens à penser que toutes les options se valent. Philippe Warnier, animateur national du mouvement Vie nouvelle, dit à ce propos : « Le pluralisme ne légitime-t-il pas des attitudes dont la contradiction flagrante rend insignifiante la parole de libération de l'Evangile ? Peut-on accepter des eucharisties qui masquent le conflit des classes sociales ? »



Rassemblement de la Joc, en juillet dernier.

En réalité, les évêques eux-mêmes sont politiquement divisés. Les propos progressistes tenus par certains d'entre eux, de même que leur insistance sur le pluralisme politique nécessaire des chrétiens, cachent mal une profonde angoisse devant la remise en cause de la société occidentale et libérale. A l'opposé, une poignée d'évêques déclarent en privé qu'il faut contribuer à l'avènement révolutionnaire d'une autre société, de type socialiste. Entre les deux, il semble que la majorité se retrouve sur le soutien à un réformisme plus ou moins profond, susceptible, croit-elle, d'apporter à la société actuelle plus de justice, de fraternité et de liberté. Et donc de mieux répondre aux exigences d'une éthique évangélique.

Les prêtres surtout

C'est sans doute parmi les prêtres que le virage à gauche est le plus sensible. Le clergé est certainement l'une des catégories socio-professionnelles qui ont été les plus marquées par Mai 1968. Même dans les villes de province qui ont été les moins touchées par Mai, les prêtres se sont généralement sentis profondément interpelés par le mouvement et se sont souvent remis eux-mêmes en cause. C'est alors que s'est accentuée l'hémorragie de ceux d'entre eux qui ont quitté le service de l'Eglise, et que s'est développée la contestation du célibat obligatoire. Beaucoup de prêtres ont décidé — quelquefois sans demander l'autorisation de leurs supérieurs — de prendre un travail salarié à temps complet ou partiel. Et surtout ils se sont politisés.

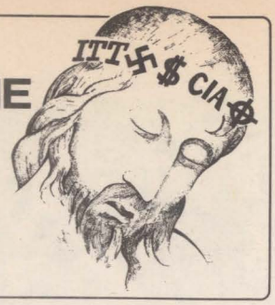
Un petit nombre ont adhéré à des partis — surtout au P.s. et au P.s.u. En dépit des mises en garde de la hiérarchie, il s'agit d'une minorité qui n'est plus négligeable. Les évêques déplorent cet engagement dans un parti parce que, estiment-ils, il fait du prêtre l'homme d'un seul camp, alors qu'il devrait être « tout à tous ». « Les évêques eux-mêmes ont déclaré, à Lourdes, en 1972, que l'Evangile n'est pas politiquement neutre, répond un prêtre, membre du P.s. Pourquoi voudraient-ils que nous nous réfugions dans une illusoire neutralité ? Je ne suis pas moins prêtre parce que j'assume jusqu'au bout, dans la clarté, mes solidarités de classe et mes choix politiques. »

Au plan électoral, un sondage sur les intentions de vote effectué à la veille des législatives de 1973 montrait de manière éloquente l'évolution politique du clergé. Si 50 % de ceux qui se prononçaient le faisaient pour la majorité et 34 % pour la gauche, le P.s. venait en tête des partis choisis avec 25 % des intentions de vote. Pour les prêtres de moins de 40 ans, 64 % des intentions de vote se portaient sur la gauche, contre 26 % pour la majorité ; 42 % se prononçaient pour le P.s., 15 % pour le P.s.u. et 7 % pour le Parti communiste. Encore des chiffres qui, à l'époque, ont scandalisé ou traumatisé beaucoup de bien-pensants.

Il est donc clair que si la masse des catholiques pratiquants n'évolue que très lentement au plan politique, une très forte proportion du clergé et de ceux qui se disent militants ou qui sont membres d'un mouvement catholique ont, au cours des années récentes, opté pour le socialisme. Comment l'ont-ils fait ? Selon quelles modalités ? En adoptant quelle stratégie ? On ne dispose encore d'aucune étude d'ensemble permettant de répondre de manière quelque peu scientifique à cette question.

Ouvrier sur un chantier de construction navale du Midi, Robert a une cinquantaine d'années. Ancien jociste, membre de l'Action →

LA GAUCHE DU CHRIST



catholique ouvrière, il milite depuis longtemps à la C.g.t. Au fil des ans, il s'est senti de plus en plus proche de ses camarades communistes aux côtés desquels il a toujours lutté, non sans faire reconnaître et respecter — il y tient — sa qualité de croyant. Après 1968, des heurts avec certains gauchistes chrétiens l'ont encore rapproché du P.c.f. qui est vraiment, pour lui, « le parti de la classe ouvrière ». Convaincu de l'évolution interne du Parti communiste dans un sens plus démocratique, il a fini par y adhérer — avec sa femme qui, depuis toujours, partage tous ses combats — sans rien renier de son appartenance religieuse.

Robert reste l'exception. Les chrétiens qui adhèrent au P.c.f. sont peu nombreux. On trouve néanmoins parmi eux quelques prêtres et aussi d'anciens prêtres-ouvriers qui n'ont pas accepté les condamnations romaines des années 50, mais qui n'ont pas tous, pour autant, renoncé à la foi.

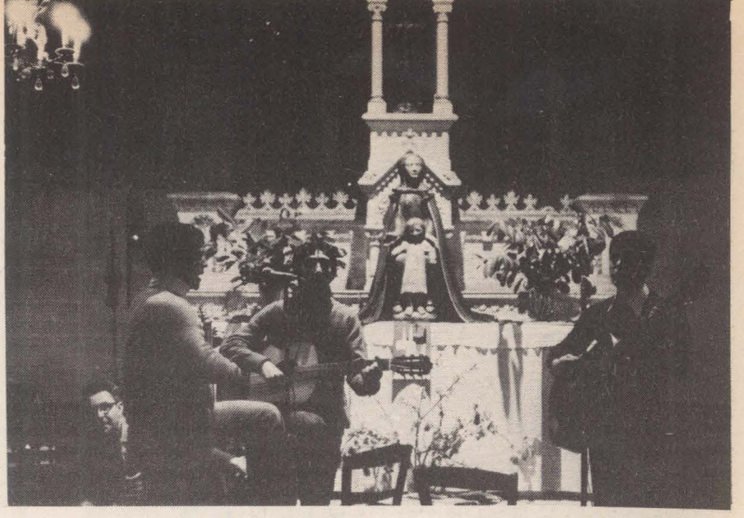
Jacques était moine dans une abbaye bénédictine. Vers 1965-66, il a commencé de s'interroger sur la signification de sa vie, puis il a demandé à quitter son monastère pour aller vivre avec deux autres moines, en communauté, dans un petit village du Sud-Ouest. Il ne s'agissait alors pour lui que de vivre sa vocation contemplative dans les réalités du monde moderne, option qui devait l'amener à quitter ensuite la campagne pour venir s'installer, toujours en communauté, dans un appartement parisien. C'est là que Mai 1968 l'a surpris, bouleversé, transformé. Politisation brutale, radicale. Quelques mois plus tard, Jacques parle de partir en Amérique latine pour se préparer à l'inévitable action révolutionnaire violente. Les communistes deviennent à ses yeux de dangereux réformistes. Son appartement est ouvert à tous. Il est en lien avec de multiples groupes contestataires et révolutionnaires. Le temps passe : Jacques devient technicien dans l'informatique. Une réflexion sérieuse, beaucoup de discussions, des voyages à Cuba puis dans des pays de l'Est, ont mûri son option politique qui a gagné en profondeur ce qu'elle a perdu en radicalité utopique. Aujourd'hui, Jacques est toujours disponible pour des actions ponctuelles, mais ne s'engage pas dans un parti. Il a renoncé à porter l'anathème contre ses amis qui choisissaient l'union de la gauche et se sent même maintenant assez proche du Parti socialiste.

"Se salir les mains"

Claire, enseignante à Grenoble, célibataire, a choisi de lutter pour l'autogestion au plan de l'animation culturelle et de la défense du cadre de vie. Il y a longtemps qu'elle a cessé de fréquenter sa paroisse catholique, mais elle appartient à une petite communauté qui se réunit régulièrement pour réfléchir sur les implications politiques de la foi, mais aussi pour de longs moments de prière commune, souvent silencieuse. Membre du P.s.u. elle a milité contre l'entrée de ce parti dans le P.s. à l'occasion des assises du socialisme. « Je comprends les camarades qui font un choix différent, dit-elle. L'union de la gauche est une réalité politique fondamentale. Il est nécessaire que certains militent de l'intérieur pour empêcher qu'elle ne soit déviée dans un sens autoritariste ou social-démocrate. Mais il faut aussi que d'autres restent à l'extérieur pour exprimer plus librement cette contestation autogestionnaire. Sans doute ma formation chrétienne joue-t-elle un rôle dans ce choix un peu prophétique. »

Jean-Claude, 30 ans, agent technique, a adhéré au P.s. après le congrès d'Epinay. Secrétaire de sa section, il est un militant dynamique, toujours sur la brèche. Membre actif d'une paroisse catholique d'avant-garde, il est assez discret sur son appartenance chrétienne, bien qu'il ne fasse rien pour la cacher. Pour lui, la foi, en l'éveillant au sens de la justice et de la fraternité, a certainement motivé son engagement, mais son action politique a une autonomie propre dans laquelle les préoccupations religieuses n'ont pas à interférer.

On pourrait multiplier ainsi les portraits de militants chrétiens de gauche. Ils seraient souvent très différents. On ne peut plus parler d'une gauche chrétienne. Des chrétiens appartiennent maintenant à toutes les nuances de la gauche. Deux pôles paraissent les attirer plus particulièrement : le Parti socialiste et le gauchisme de type spontanéiste. Depuis Epinay, on sait que nombre des adhérents au P.s. sont des chrétiens ou, au moins, des militants de formation chrétienne. Certains d'entre eux ont subi, après 1968, les séductions gauchistes ; puis, approfondissant leur formation politique, ils ont opté pour une stratégie de masse, au nom du sérieux, de l'efficacité et aussi parfois de la solidarité avec la classe ouvrière. D'autres sont



venus au P.s. dans le prolongement d'une action syndicale ou culturelle.

Ceux qui se situent dans la mouvance gauchiste ne sont guère attirés par le trotskisme, mais bien plutôt par le spontanéisme. Peut-être est-ce par réaction contre une Eglise rigidement structurée et hiérarchisée qu'ils ont aujourd'hui tendance à se méfier de toute organisation, à refuser la délégation de pouvoir pour prôner la démocratie directe. N'est-ce pas aussi leur sens de l'absolu qui les fait sombrer facilement dans le millénarisme politique et mépriser les exigences de la tactique et de la stratégie ? N'est-ce pas la réaction à une éducation puritaine qui les fait parfois se lancer avec ardeur, non sans recourir à un langage à la verdeur provocante, dans la lutte pour « la révolution sexuelle » ? N'est-ce pas cette vieille peur de « la politique où l'on se salit les mains », si longtemps partagée par le monde catholique, qui pousse ces révolutionnaires à dénoncer « la récupération des chrétiens par les partis politiques » ? Inconsciemment peut-être, beaucoup continuent de privilégier le témoignage personnel du purisme révolutionnaire par rapport à l'action de masse.

Sans que l'on puisse apporter de preuve statistique pour appuyer cette impression, il semble qu'avec le temps et l'expérience de la pratique politique, les militants chrétiens qui ont opté pour le socialisme, subissent de moins en moins la tentation ou l'influence de cet idéalisme révolutionnaire et de cet extrémisme verbal.

Quels que soient leurs engagements concrets, un autre débat les divise : celui des rapports entre foi religieuse et action politique. Une partie d'entre eux considèrent que la foi est une affaire privée qui n'a rien à voir avec l'engagement politique, si ce n'est au niveau de la conscience individuelle. Certains parviennent même à allier des positions religieuses assez conservatrices, à l'intérieur de l'Eglise, à un recours constant à l'analyse marxiste dans leur action politique.

D'autres, à l'inverse, estiment qu'il faut porter le débat politique à l'intérieur de l'Eglise, mais aussi que les chrétiens ont, à partir de leur foi, des questions à poser au plan politique. « Il faut, dit ainsi Philippe Warnier, intégrer dans la lutte de la gauche le combat idéologique interne à l'Eglise, la mise en cause de l'appareil de la hiérarchie. Mais, d'autre part, en tant que chrétiens, nous ne pouvons pas ne pas poser les problèmes de finalité religieuse au monde politique. L'Evangile refuse la violence, appelle à la réconciliation universelle et dénonce l'exclusion des marginaux. Chrétiens de gauche, nous avons compris que le refus de la violence des révoltés ne doit pas camoufler l'acceptation de la violence de l'ordre établi, que le sens de l'universel n'exclut pas la lutte des classes et que le souci des marginaux ne peut pas se poser exclusivement en termes d'action charitable. Il reste que nous ne devons pas évacuer ces questions que le christianisme pose à l'analyse marxiste ».

Cette position rejoint celle adoptée à l'extérieur de l'Eglise par un Roger Garaudy, qui reproche au P.c.f. de ne pas faire de distinctions entre les chrétiens et de chercher le dialogue avec la hiérarchie ecclésiastique, d'appareil à appareil, plutôt qu'avec les chrétiens révolutionnaires. Dans le même sens, la rencontre des chrétiens marxistes de Chevilly-Larue s'est trouvée presque unanime pour affirmer : « Nous sommes tous décidés à lutter contre l'Eglise comme appareil idéologique d'Etat, (qui) constitue un des instruments d'hégémonie idéologique de la classe dominante (...) C'est dire que nous combattons non seulement contre la structure ecclésiale et ses comportements, mais aussi contre les représentations idéologiques oppressives et aberrantes véhiculées par le christianisme. »

La question de l'évolution politique des chrétiens ne saurait donc se réduire à une caricature. Elle est complexe et mouvante. Mais, étant donné le rôle que le christianisme a joué et joue encore, pour le meilleur et pour le pire, dans la culture européenne, ceux qui, croyants ou incroyants, sont engagés dans la lutte pour le socialisme ne sauraient sans dommage en négliger les données.

AIME SAVARD

Sémantique politique et réalité

PAR YAAKOW ARTZI

Nous avons, la semaine dernière, donné la parole à un dirigeant de l'O.l.p. pour qu'il s'explique sur les objectifs et les perspectives de la résistance palestinienne. Un socialiste israélien nous a demandé de pouvoir s'exprimer à son tour dans nos colonnes. Nous lui laissons, comme pour notre précédent interlocuteur, l'entière responsabilité de ses propos.

Israël ne nie pas l'existence d'un peuple palestinien ni son droit à l'autodétermination, mais refuse que ce processus s'exerce aux dépens des Israéliens, et qu'un éventuel Etat palestinien s'établisse à sa place et signifie sa destruction.

Socialiste, Israélien, il me faut lever les équivoques et corriger les déformations contenues dans le dernier numéro de « l'Unité », concernant les objectifs de l'O.l.p. par rapport à Israël.

Un point essentiel : Israël n'a jamais refusé de reconnaître les « droits » ou les « intérêts » du peuple palestinien. Les premiers sionistes en Palestine étaient d'authentiques socialistes, originaires d'Europe de l'Est, qui entendaient participer, au Moyen-Orient, à la constitution d'une société plus juste, au côté des Arabes et avec eux. Ce sont les propriétaires terriens arabes, détenteurs des terres palestiniennes, siégeant à Beyrouth et à Damas, qui, les premiers, se sont opposés à l'installation des agriculteurs juifs dont ils estimaient qu'ils mettraient en danger leurs privilèges féodaux en accélérant le développement économique et social de leur région. Au fil des décennies, les Juifs, tout en s'attachant à la construction de leur propre Foyer national et ensuite de l'Etat d'Israël, se sont efforcés d'entamer le dialogue avec les peuples arabes et en particulier avec les Palestiniens, dont il est historiquement faux de dire qu'ils les ont chassés. Mais le front du refus arabe existait dès lors à l'égard d'Israël. Il ne s'est pas modifié jusqu'à ce jour. 1947 a été la date du premier assaut d'une coalition féodale contre l'existence même de l'Etat d'Israël dont la création venait d'être consacrée par les Nations Unies et chantée, notamment, par la gauche universelle.

Il n'y avait pourtant à l'époque, ni réfugiés palestiniens ni « territoires occupés », à moins de considérer Israël tout en entier comme tel, c'est-à-dire de nier son droit même à l'existence. Israël, pour sa part, ne nie pas l'existence d'un peuple palestinien, ni son droit à l'autodétermination,

Ce qu'Israël a refusé, et continue de refuser, c'est que ce processus s'exerce aux dépens des droits des Israéliens, c'est qu'un Etat palestinien éventuel s'établisse à la place de l'Etat d'Israël et signifie sa destruction.

Une solution pacifique au problème du Moyen-Orient est non seulement indispensable, mais possible. Et Israël, socialistes en tête, continuera à la rechercher. Cela dit les Israéliens, riches de leur Histoire, ne peuvent être ni dupes ni complaisants.

Or il se fait qu'une conjoncture internationale particulière, où régne momentanément la trinité pétrole – argent – terrorisme, permet qu'un néo-colonianisme, cette fois arabe, réactionnaire et revanchard, remette en cause aujourd'hui les fondements mêmes de l'Etat d'Israël.

Le jargon pseudo-progressiste aujourd'hui démagogiquement utilisé par l'O.l.p. ne peut cacher un certain nombre de réalités lourdes d'angoisses, en particulier pour des socialistes, israéliens ou autres. Aucune comparaison n'est possible entre la situation au Vietnam et en Algérie d'une part, et la situation en Israël, de l'autre. Les Juifs d'Israël y vivent sur leur terre, qu'ils ont travaillée, arrachée au désert, à la misère, à l'abandon, et non pas au profit d'une métropole quelconque. Ils continuent de l'arroser, de leur sueur et de leur sang. Leur présence y est irréversible et ne s'effectue au détriment de personne. Le partage de la Palestine a eu lieu, une première fois, en 1922, puis en 1947. Israël, avant juin 67 s'étendait sur 20 700 km2, tirés des 116 000 km2 du mandat palestinien, sans parler des millions de km2 de l'ensemble des pays arabes. En 1947, Israël seul a accepté la constitution d'un Etat arabe. Le refus de l'époque a été celui des Arabes et notamment des Palestiniens d'accepter la présence souveraine, sur une parcelle du Moyen-Orient, d'un Etat Juif.

Aujourd'hui encore le principal souci de l'O.l.p. — ne s'agit-il pas également de celui des Etats arabes ? — est d'effacer Israël de la carte, au nom d'un totalitarisme politique, philosophique, religieux et qui se veut idéologique. Singulier mérite des propos de l'O.l.p. dans « l'Unité » : l'affirmation — qui n'est jamais le fait des Palestiniens mais celle de certains de leurs partisans — selon laquelle il serait possible de résoudre le problème palestinien par la constitution d'un mini-Etat en Cisjordanie et à Gaza — n'y figure pas. Les dirigeants de l'O.l.p. reconnaissent tout au plus qu'ils sont prêts à exercer « une autorité nationale » sur toute parcelle de territoire libérée — en l'occurrence la Cisjordanie — pour poursuivre le combat jusqu'à la destruction totale de l'Etat d'Israël. Il est vrai que la formule utilisée est devenue plus subtile : il s'agit de « démanteler l'Etat sioniste », et d'établir à sa place un Etat « démocratique et laïque ». Mais rejeter le sionisme, c'est refuser au peuple juif le droit que les Palestiniens, avec tant d'éclat, exigent pour eux-mêmes, à savoir l'autodétermination et la souveraineté nationale. C'est condamner les Juifs à des définitions restrictives imposées de l'extérieur, à la condition perpétuelle de minorité qui, dans le meilleur des cas, serait protégée. L'O.l.p. ne fait aucun mystère du destin qu'il entend réserver aux Israéliens dans le cadre de ce qu'il appelle l'Etat démocratique et laïque, dès lors qu'elle ne

→



Dans une école israélienne, après un attentat palestinien.

→

s'adresse pas au grand public non arabe. La Charte palestinienne stipule dans son article 6 que dans l'Etat palestinien ne sont reconnus comme citoyens que les Juifs qui vivaient en Palestine avant 1917 (sic).

Selon son Article 20, les Juifs ne constituent pas une nation et n'ont droit ni à l'autodétermination, ni à un Etat. Les Articles 3 et 21 soulignent que seuls les Palestiniens peuvent revendiquer le droit à l'autodétermination sur toute l'étendue du pays et que toute solution n'impliquant pas libération totale du pays est rejetée. Cet objectif ne peut être atteint par la voie politique mais par la seule voie militaire, disent les Articles 9 et 31. Avec un humour particulier, l'Article 18 établit que la lutte contre Israël est légale mais la défense opposée par Israël est illégale. Notons encore que l'adhésion à la Charte est formellement exigée de tous les membres de l'O.l.p. Seront donc autorisés à vivre dans l'Etat démocratique les Juifs arrivés dans le pays avant 1917. Les autres, l'immense majorité, ceux notamment qui y sont nés, sont invités à regagner les pays dont ils sont venus, parfois il y a un demi-siècle.

Quelle sera d'autre part la condition des Juifs qui seront autorisés à demeurer dans l'Etat démocratique ? Cet Etat sera un Etat arabe, — selon les principes mêmes de l'O.l.p. —, dans lequel les Juifs réduits à une minorité insignifiante seraient autorisés à végéter, éventuellement protégés sur le plan des droits civils et religieux.

Ni l'histoire passée des relations entre Juifs et Arabes (dans les meilleures conditions les Juifs étaient alors considérés comme des « dhimmis », c'est-à-dire comme des protégés, pas nécessairement à l'abri des pogroms), ni l'histoire contemporaine des Communautés juives en Irak, en Syrie et en Libye (décimées et persécutées), ne donnent aux Palestiniens le droit de faire appel à cette nostalgie de la soi-disant cœxistence juive et arabe. Sans oublier, répétons-le, qu'il y a un paternalisme, intoiérable pour des socialistes, à vouloir perpétuer les Juifs dans leur condition de minorité, seuls en cela parmi toutes les nations du monde. N'y aurait-il pas également antisémitisme idéologique à vouloir fixer de l'extérieur à une communauté ce qu'elle est ou n'est pas ? Vous Juifs êtes une minorité religieuse et non pas une nation, et non pas une communauté ethnique et historique. De quel droit ?

Le slogan de l'Etat démocratique veut sur le plan tactique travestir en termes progressistes une réalité ultra-réactionnaire, qui n'est acceptable ni par la communauté internationale ni, en particulier, par les socialistes. Les dirigeants arabes eux-mêmes ont reconnu dans leurs débats internes qu'il s'agit là d'un artifice sémanticotactique destiné à voiler une exigence politicide. Les Etats arabes, les Palestiniens en tête, sont mal placés pour invoquer démocratie et laïcité. La nature démocratique des Pays arabes est évidente. L'O.l.p. pour sa part, reconnue aux Nations Unies par la vertu du pétrole, ne peut prétendre représenter démocratiquement ni les Palestiniens de Cisjordanie, ni ceux de Transjordanie. En son sein même une quarantaine d'organisations se déchirent et ne se retrouvent que sur le slogan de la disparition d'Israël. Sur le plan de la laïcité, la Constitution de la Libye proclame que l'Islam est la religion de l'Etat, celle du Maroc établit ce dernier Royaume Etat musulman. La Constitution de la République Arabe Unie est placée sous la protection divine, celle de l'Irak fut promulguée au nom de Dieu le Bienvaillant, le Miséricordieux et au nom des principes spirituels arabes et islamiques. La Constitution provisoire de la Syrie stipule que la religion du Président de la République sera l'Islam, que la principale source de sa législation sera le Fikh musulman, etc...

Les Noirs catholiques du Soudan sont massacrés par les musulmans de Khartoum, les Kurdes d'Irak le sont également par les armées musulmanes de Bagdad.

Incongruité donc et démagogie d'offrir comme idéal aux rescapés de l'holocauste de renoncer à leur Etat souverain pour une condition de minorité protégée (à la rigueur) dans un Etat palestinien, arabe par vocation et par définition, mais qui prétendrait également être démocratique et laïque.

Reste la question du terrorisme. Aucun mouvement de « résistance » digne de ce nom n'a, dans le passé, procédé systématiquement à l'assassinat de civils, de femmes et d'enfants comme cela a été le cas à Münich, Lod, Kyriat-Schomone et Maalot (les kibboutzim étant souvent les objectifs privilégiés de ces entreprises de meurtre). La rage terroriste palestinienne jusqu'à présent s'est abstenue de viser tout objectif militaire, déclarant, par contre, que chaque citoyen israélien, chaque avion civil israélien constituent des objectifs sionistes, transformant ainsi des assassinats — presque des meurtres rituels — en actes de bravoure. Ce qui précède n'atténue en rien la volonté d'Israël de chercher une solution pacifique au drame du Moyen-Orient. Avec, également, les Palestiniens. La règle aujourd'hui est d'idéologiser les méfaits, les abandons, les lâchetés. Il est du devoir de la Communauté internationale et en particulier socialiste, de voir les choses en face, de ne se laisser abuser ou subjuguer ni par les pressions, ni par les modes, de faire face à ses obligations à la fois morales et socialistes, de condammner sans ambages tout acte allant à l'encontre de la paix et des droits de l'homme.

EXCLUSIF

MITTERRAND
CASTRO

La visite de la délégation socialiste à

CUBA

Un film de 26 minutes — 16 mm couleurs

UNITELEDIS
7 RUE VIOLLET-LE-DUC - PARIS 75009.

changer la vie politique internationale

Suisse
LES BOUCS EMISSAIRES

66% de non, 34% de oui. Les Suisses ont rejeté, dimanche, l'initiative xénophobe qui réclamait le renvoi de 500 000 étrangers. Victoire ? Il est vrai que le risque était véritable. Mais l'optimisme doit être modéré : déjà une nouvelle initiative, la troisième, est en préparation. Il lui suffira de réunir 50 000 signatures pour donner lieu à un nouveau référendum. Les partisans vaincus des mesures anti-étrangers peuvent un jour l'emporter. En attendant, les tensions sont plus grandes que jamais en Suisse. L'attitude digne des étrangers a partout été soulignée. Mais leur situation quotidienne ne saurait être améliorée par cette « votation », par la campagne qui l'a précédée. Ils sont plus que jamais en butte à l'hostilité d'une partie importante de la population. On veut en faire les boucs émissaires de conflits internes opposant les gros industriels au poujadisme local. La question se pose, pour tout étranger vivant en Suisse aujourd'hui, de savoir quelles garanties il peut attendre d'un pays où sa situation est aussi précaire.

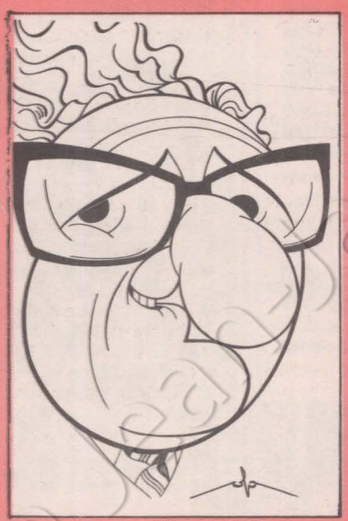
U.s.a.
CHOMAGE EN HAUSSE

450 000 nouveaux chômeurs aux Etats-Unis pour le mois de septembre, le taux passe ainsi de 5,4 % à 5,8 % (environ cinq millions). Après une période de relative stabilité l'importance de l'accroissement a surpris. Il est vraisemblable que les 6 % seront atteints avant la fin de l'année. Certains experts gouvernementaux parlent de 7 % pour l'année prochaine. Bien qu'officiels, ces chiffres n'ont pourtant qu'une valeur indicative. Ils sont aussi mensongers aux Etats-Unis qu'en France. Ils ne tiennent pas compte de ceux qui n'ont jamais eu de travail et négligent le problème du chômage partiel. Dans certains secteurs, les chiffres sont bien supérieurs : 10 % dans l'aéronautique et 25 % dans la jeunesse noire des villes.

U.s.a.-U.r.s.s.
LA RELANCE

Henry Kissinger vient de prouver qu'il n'était peut-être pas « fini ». Dans une affaire qui mêle l'espérance et le sordide, il vient de relancer spectaculairement la « détente » à la veille de se rendre à Moscou, où il n'est pas ainsi arrivé les mains vides. L'Union soviétique sait qu'elle bénéficiera désormais, au moins pour dix-huit mois, de la clause de la nation la plus favorisée de la part des U.s.a.

Richard Nixon l'avait promis à Leonid Brejnev, mais le sénateur démocrate Jackson avait bloqué la situation par un amendement par lequel l'application à l'U.r.s.s. de la clause était subordonnée à la libre émigration des Juifs soviétiques. Un échange de correspondance entre Henry Kissinger et le sénateur a appris au monde que les autorités soviétiques autoriseraient un fort contingent de départs, qui avoisinerait, de fait, 60 000.



Extraordinaire procédure, qui fait connaître des décisions soviétiques par deux hommes d'Etat américains.

« La Pravda » a noté, depuis, qu'il y avait encore à accomplir un travail de longue haleine pour normaliser les relations économiques soviéto-américaines. Car l'accord Jackson-Kissinger paraît donner raison à l'appréciation du journal soviétique. On ne peut s'empêcher en effet de penser qu'un compromis qui met dans un des plateaux de la balance 60 000 êtres humains et dans l'autre 2,2 millions de tonnes de céréales — opportunément débloquées par les Etats-Unis au lendemain de « l'accord » — ne s'inscrit pas exactement dans le cadre des procédés commerciaux normaux.

Finalement, l'habileté de Kissinger a été de rendre séduisante pour tous les participants une affaire assez douteuse. Le sénateur Jackson a compris que, pour devenir éventuellement Henry Jackson candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis, il ne fallait pas confondre entêtement et ténacité. Du côté soviétique, l'accord est mis sur le recul des forces hostiles à la coopération soviéto-américaine. Comme l'écrivait « l'Humanité », commentant la nouvelle après trois jours de réflexion : « La réalité est contraignante ».

Allemagne
UN MILLION DE CHOMEURS

Le nombre de chômeurs atteindra un million cet hiver. Soit 4 à 5% de la population active. Le rythme d'accroissement est considérable : 206 000 à la fin de 1972, 485 000 à la fin de 1973 et 557 000 en septembre dernier.

Chili
PURGES MILITAIRES ?

Sept généraux de l'armée chilienne viennent de démissionner collectivement. Cette nouvelle a été annoncée vendredi dernier à Concepcion. Leur décision a été présentée à Pinochet par l'un d'entre eux, le général Fernando Gonzalez. Le dictateur affirme que « ces départs entrent dans le cadre normal de la vie militaire ». La question reste de savoir s'il s'agit d'une « purge à l'amiable » ou bien d'une manifestation de la désapprobation de la politique de la junte existant au sein de l'Armée. En tout état de cause l'assassinat du général Prats n'a pas laissé indifférents un grand nombre de militaires.

LES « MODERES » DE LA C.I.A.

D'après le « New York Times », la C.i.a. aurait recommandé le 5 juillet 1973 au comité des Quarante, présidé par Kissinger, que 200 000 dollars soient versés au Parti national chilien. Ce parti d'extrême droite, le seul qui se satisfasse encore pleinement de la junte de Pinochet, avait alors décidé de renverser Allende par tous les moyens. Ses commandos armés travaillaient en étroite liaison avec les groupes Patrie et Liberté. Tout ceci n'a pas empêché William Colby, actuel directeur de la C.i.a., d'affirmer voici peu que l'argent versé au Chili allait à des « forces modérées ».

Guinée-Bissau
CAPITALE : BISSAU

Les quatre membres du comité exécutif du P.a.i.g.c. (Parti africain de l'indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert) ont fait samedi leur entrée à Bissau. Quatre jours après le départ du dernier soldat portugais.

Aristide Pereira, secrétaire général du parti, Luis Cabral, président du Conseil d'Etat (Chef de l'Etat), Francisco Mendès, président du Conseil des commissaires (Conseil des ministres) et Joao Vieira, président de l'Assemblée nationale et ministre des Forces armées, sont arrivés de Boe, siège provisoire du gouvernement. Ils ont pris solennellement possession de l'ancien palais des gouverneurs, faisant ainsi de Bissau le siège du gouvernement.

Mario Soarès: la voie por

Le problème de la consolidation de la démocratie au Portugal a été à l'ordre du jour du Congrès du Parti communiste portugais, qui vient de se tenir à Lisbonne. Dans quelques semaines, le Congrès du Parti socialiste va se réunir à son tour pour fixer sa position. En attendant, son secrétaire général, Mario Soarès, ministre des Affaires étrangères, répond ici à quelques questions essentielles. Nous publions ses réponses avec l'accord de notre confrère portugais « Expresso ».

QUESTION - Le Portugal vient de surmonter une conspiration à laquelle ont pris part un certain nombre de partis de droite. Dans le cadre de la politique portugaise, que pensez-vous de l'existence de partis de droite ?

MARIO SOARES - Il y avait au Portugal avant le 28 septembre plusieurs partis qui se réclamaient de la droite ou qui pouvaient légitimement être considérés de droite, bien qu'ils se qualifient eux-mêmes de « centristes » ou d'autre chose. Certains de ces partis ont choisi la voie de la conspiration, rejetant de ce fait la légalité démocratique établie. De tels partis doivent bien sûr être mis hors la loi. Mais les partis de droite existants ou à venir qui respecteraient les règles du jeu démocratique doivent évidemment être autorisés et respectés comme partis légaux qui expriment un courant du peuple portugais, même s'il est, comme je le crois, très minoritaire.

— En tant que secrétaire général du Parti socialiste, estimez-vous viable un Front populaire, c'est-à-dire une union du P.s. et du P.c. en vue des prochaines élections ?

— Le congrès du Parti socialiste va se tenir au mois de décembre. C'est seulement à ce niveau que nous nous prononcerons sur la stratégie électorale à suivre si nous jugeons qu'il est opportun de le faire alors. Mais je peux déjà vous dire que nous considérons qu'il faut maintenir la coalition actuelle, que son existence est très importante jusqu'aux élections. Même après les élections, nous ne voyons pas pourquoi nous modifierions cette coalition si la conjoncture politique de l'époque nous permet de la poursuivre.

Il est évident que la coalition actuelle n'est pas un Front populaire. Une alliance plus intime et organique entre le P.c. et le P.s. ne saurait bien évidemment être exclue. Pour cela, il est indispensable de parvenir à un accord sur les objectifs à moyen et à long terme, sur les moyens d'action et un programme qui soit commun et signé devant le peuple tout entier. Bien que nous l'ayons envisagée, la discussion de ce programme et de cet accord n'a pas encore eu lieu. Nous autres, socialistes, ne pourrions admettre une telle éventualité que sur la base d'un accord de programme clairement défini et clairement discuté face à la nation. Pour le moment, nous pensons que l'unité des partis qui forment la coalition et l'unité entre ces partis et le Mouvement des forces armées (M.f.a.) est fondamentale. Aujourd'hui, la possibilité d'une voie originale vers la démocratie et vers le socialisme existe au Portugal. L'originalité de notre processus dépend aujourd'hui de cette relation. Le M.f.a. est un facteur de démocratisation et de stabilité de notre pays. Ce qui constitue un phénomène exceptionnel non seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier. Je répète que les partis de la coalition ont un programme en commun qui n'est pas socialiste. C'est celui du M.f.a. Il est la base de notre accord. Nous, socialistes, respectons ce programme et nous sommes convaincus que le Parti communiste et le Parti populaire démocratique le respecteront également. Il est évident qu'il sera nécessaire de formuler un autre programme pour après les élections. Il y a des problèmes de restructuration de la vie économique portugaise qui se posent avec urgence. Nous allons proposer aux partis démocratiques un programme de rénovation de la société portugaise pour le futur proche, à partir des élections. Il s'agira d'un véritable contrat de progrès passé avec le pays. Si ce programme était accepté et signé par les partis de l'actuelle coalition — ou par d'autres qui viendraient s'associer à nous — et par le M.f.a., alors nous sommes certains que notre voie, la voie originale, portugaise, vers la liberté et le socialisme sera indestructible.



Avec un leader africain



Au Parlement européen



Mario Soarès, Premier secrétaire du P.s. portugais

— Dans cette voie portugaise dont vous parlez, le M.f.a. est un facteur déterminant. Mais, dans votre conception, le M.f.a. doit-il continuer à participer à la vie politique, comme il le fait, après des élections ?

— Il est clair que si vous posiez cette question aujourd'hui au M.f.a. lui-même, il ne saurait peut-être pas vous répondre. Mais je suis sûr qu'il vous dirait qu'il est déterminé à assurer la consolidation de la démocratie au Portugal. Or, il est possible que cette consolidation ne soit pas encore assurée au mois de mars 1975. Le M.f.a. pourrait bien être nécessaire après mars 1975. C'est une décision qui appartient au M.f.a. et sur laquelle les partis démocratiques, et en particulier le P.s., auront à se prononcer. Le P.s. ne répugne pas en principe à l'admettre à partir du moment où seraient maintenus et respectés, comme jusqu'à présent, le pluralisme démocratique et les libertés fondamentales.

— Le P.s. accepterait-il également que soient repoussées les élections, au cas où l'on parviendrait à la conclusion que les conditions ne sont pas encore réunies pour une consultation démocratique ?

— Comme l'a dit le général Vasco Gonçalves d'une façon très incisive : « Nous en faisons une

tugaise

question d'honneur et nous nous y engageons entièrement ». Nous pensons que la réalisation des élections est un facteur important, voire indispensable, de la consolidation du processus démocratique. Sauf si surgit un problème d'une exceptionnelle gravité qui pousserait dans ce sens, tout doit être fait pour s'en tenir à la date fixée dans le programme du M.f.a.

— Le programme du Mouvement des forces armées manifeste la volonté expresse de rester fidèle aux engagements internationaux. Mais il semble qu'il existe au sein du M.f.a. un courant favorable au non-alignement militaire, voire, économique. Pouvez-vous nous dire, en tant que ministre des Affaires étrangères, si cette impression est dénuée de fondement ?

— Au niveau du ministère des Affaires étrangères, cette impression ne peut être confirmée. J'estime légitime et respectable qu'il existe au Portugal un courant favorable au non-alignement. Je ne nie pas son existence. Mais il existe un programme du M.f.a. qui nous lie. Tous les partis de la coalition, sans exception, indépendamment de leurs points de vue propres, ont déclaré qu'ils acceptaient le principe énoncé dans le programme du M.f.a. qui veut que nous respections nos engagements antérieurs et notamment la fidélité à l'Alliance atlantique. Cette position a été réaffirmée d'une façon solennelle par le président de la République, le général Costa Gomez, lors de sa première déclaration en tant que chef de l'Etat portugais. Au niveau du ministère des Affaires étrangères, nous ne pouvons donc pas avoir d'autre position. Je ne vous cacherai pas que, en tant que socialiste, je puis admettre que l'actuel système de sécurité n'est pas le meilleur. Effectivement, l'existence de pactes militaires dans une période de détente comme celle que nous traversons peut être dommageable. Je suis favorable à la politique de détente et à la réduction harmonieuse des armements. Mais nous ne devons pas ignorer les indications qui résultent de notre position géographique et de nos racines historiques.

— Beaucoup de gens ont été impressionnés par la capacité de manœuvre du P.c., qui a su, lors de la dernière crise, mobiliser les masses et les motiver pour s'opposer à la réaction.

— Je n'ai personnellement aucune inquiétude de l'avancée du Parti communiste, qui ne fait qu'occuper l'espace qui lui est propre. Si le peuple portugais manifeste par les élections qu'il croit qu'un régime communiste représente pour lui le meilleur destin, en tant que démocrate je ne peux qu'accepter cette décision. Le progrès du Parti communiste ne m'impressionne pas outre mesure, car j'estime naturel qu'un parti démocratique avec une longue tradition comme celle du P.c. puisse se développer dans la société portugaise. D'un autre côté, je crois que le fait de proposer une politique anticommuniste finit toujours par faire le jeu de la réaction. C'est bien à une tentative de coup réactionnaire à laquelle nous avons assisté au Portugal voici quelques semaines. Pour abattre la réaction, l'unité des forces progressistes et démocratiques est nécessaire. Il est clair que le P.c. participe à ce combat unitaire dans des termes qui sont connus du pays. Je considère donc qu'il a accompli son devoir en cette occasion.

L'ARMEE SE PREPARE

Argentine

De notre correspondant

Le 8 octobre, la présidente Maria Estela de Peron, Isabelita, convoquait une réunion pour discuter des problèmes du « terrorisme et de la subversion ». Y participaient les partis politiques, les organisations syndicales, les représentants du patronat et les forces armées.

Les participants furent unanimes pour dénoncer le terrorisme qui se manifeste en Argentine comme une atteinte à l'Etat. Pour décider qu'il est nécessaire de l'éliminer en utilisant tous les moyens prévus par la loi. Au même moment, le Parti communiste, qui ne participait pas à la réunion, car la « personnalité électorale » ne lui est pas reconnue, publiait la déclaration suivante : « Le terrorisme et le crime politique font partie du plan de l'impérialisme, de la C.i.a. et de ses agents de la réaction nationale pour étouffer le gouvernement et mettre un terme au processus ». Les conclusions de la réunion gouvernementale et celles du P.c. s'en prennent à des extrêmes opposés, même s'ils utilisent les mêmes méthodes. La répression, quant à elle, sait parfaitement les distinguer.



L'armée réprimant une manifestation à Cordoba.

L'offensive contre-terroriste est dirigée uniquement contre les secteurs de gauche. Le terrorisme de droite ne s'en prend pas à l'Etat. Même si l'Alliance anticommuniste argentine a condamné à mort un député, symbole de l'institutionalité. Et l'a forcé à chercher refuge au siège du Parlement et à y pénétrer porteur de deux pistolets. La répression contre le terrorisme de gauche a commencé à Cordoba, ville industrielle détentrice d'une longue tradition de lutte. Des perquisitions ont été opérées au siège de différents partis politiques légaux (Parti socialiste des travailleurs, Parti communiste) comme dans les syndicats les plus combatifs. Des mandats d'amener ont été émis à l'encontre de dirigeants syndicaux. De cette façon, le gouvernement prétend isoler la guerilla de ses bases d'appui avant de l'attaquer de front.

Il faut rapprocher ces faits de la création récente d'une « Coordination des syndicats en lutte », dont le but est de répondre aux problèmes salariaux et de démocratie syndicale. Il est encore difficile de dire quel sera le degré de radicalisation de cet organisme de classe. Il risque déjà de tomber sous le coup de la loi antisubversion, qui menace de peines de prison les personnes se livrant à des grèves déclarées illégales. Mais il est clair que le fait de défier directement la bureaucratie syndicale et le ministère du Travail est un début qui ouvre de considérables perspectives.

Le potentiel militaire et le degré d'organisation de la guerilla de gauche est tel que la police semble incapable de la liquider. Jusqu'à présent, l'opposition parlementaire, derrière le radical Ricardo Balbin, ne s'est pas montré favorable à la participation des forces armées aux tâches de répression. Une armée qui intervient chaque jour davantage dans la vie politique du pays. Le commandant en chef a déclaré voici quelques jours que, tant qu'il occuperait cette fonction, il n'y aurait pas de coup d'Etat militaire. Mais combien de temps pourra-t-il se maintenir, alors qu'il est incapable d'empêcher l'exécution systématique par l'Armée révolutionnaire du peuple (E.r.p.) des officiers sous ses ordres ? Il semble qu'une partie importante de l'armée pousse à une intervention encore plus directe. Dans un discours improvisé à l'école d'Infanterie, un général affirmait : « Nous ne reculerons pas maintenant qu'est venue notre heure et nous saurons nous hisser au niveau qu'exigent notre devoir et notre mission. » Quelle mission ? Il ajoutait ensuite que « la terre argentine ne sera pas souillée par le rouge des hordes mercenaires ». La cérémonie s'est terminée par une minute de silence en mémoire des militaires morts, pour souligner « publiquement la décision que nous avons prise ». Quelle décision ?

Personne ne peut dire aujourd'hui ce que l'armée entend quand elle parle de sa mission et jusqu'où elle a l'intention d'intervenir dans la vie politique argentine.

JUAN-ANTONIO URQUIZA

changer la vie politique en France

UN VICHYSTE BIEN TRANQUILLE (SUITE)

Jamais « l'Unité » n'avait vendu autant d'exemplaires que la semaine du 11 octobre, date à laquelle nous avons publié « Un vichyste bien tranquille », dans les fédérations patronales, à la présidence de l'Assemblée nationale et chez les acolytes de Georges Albertini.

Ce vendredi-là en effet un membre du cabinet d'Edgar Faure prévenait les bureaux d'Albertini. Et poussait la complaisance jusqu'à lire l'article de « l'Unité » au téléphone. Les membres du cabinet étaient bien embarrassés. Mais ils se gardèrent de faire la moindre vague autour de cette enquête qui montrait les liens d'un vichyste bien reconverti avec Edgar Faure, l'un des anciens procureurs français au tribunal de Nuremberg.

Huit jours avant la publication de cette enquête, nous avions transmis au service de presse de François Ceyrac trois questions sur les activités d'Albertini et ses relations au sein du patronat. Pas de réponse. L'affaire ne concerne pas le C.n.p.f. Drôle de politique qui consiste à ignorer ce que manigancent les membres à des fédérations d'une organisation patronale.

Quant à Albertini, il a beaucoup téléphoné. Il trouve que notre enquête manque parfois de vérité. Et qualifie le passage sur le financement des journaux anti-Mitterrand de « roman-feuilleton ». Pendant la campagne électorale, « l'Unité » a déjà consacré trois articles et reproduit plusieurs documents qui démontraient son rôle dans cette opération anonyme de diffamation dont Georges Marchais et François Mitterrand furent les victimes. Nous en possédons d'autres preuves que nous publierons, si nécessaire.

Les activités d'Albertini concernent beaucoup de domaines divers. Notre enquête n'en restera pas là.



Edouard Guibert et André Rossi.

O.R.T.F: ON LICENCIE :

L'O.r.t.f. comptait 15.554 employés statutaires et non statutaires décomptés. Les 7 nouveaux établissements de radio et de télévision n'en réembaucheront que 13.602. A quoi il faut ajouter 500 emplois actuellement vacants et qui ne seront pas reconduits. Ce qui porte à près de 2.500 le nombre des licenciements. L'intersyndicale de l'Office a rendu ces chiffres publics en début de semaine. Le gouvernement n'a pas démenti. Ce qui prouve que le P.d.g. Marceau Long avait menti — sur ordre — quand il parlait « d'à peine 1.000 licenciements ».

Les plus touchés sont les journalistes : 500 mises à pied selon Edouard Guibert, secrétaire du S.n.j., 100 de ces suppressions d'emploi étant dues à la mise en sommeil de la D.a.e.c. Seules les émissions diffusées sur ondes moyennes seront maintenues ; la totalité des émissions en langue étrangère diffusées sur ondes courtes disparaîtront à partir de janvier 1975 : les émissions en russe, polonais, serbo-croate, allemand, roumain, grec, hongrois, arabe, espagnol, brésilien et yiddish. C'est sans doute ce qui s'appelle soigner le rayonnement de la France ! Dans ces conditions, on comprend que les journalistes aient été les premiers à réagir ; à l'appel de deux syndicats, F.o. et S.n.j., ils seront en grève pour 24 heures ce mardi. Gageons que la riposte, quelle que soit la forme, va s'étendre à d'autres catégories professionnelles de l'Office.

UNIVERSITES : L'ATTAQUE FRONTALE

Alors que tant d'universités sont déjà dans une situation matérielle difficile et que le budget proposé pour 1975 ne pourra qu'accroître ces difficultés, Jean-Pierre Soisson vient de déclencher une attaque qui témoigne de sa volonté de briser les expériences véritablement novatrices.

A Vincennes, c'est la partie la plus originale du travail qui est remise en cause. Jusqu'à présent, les non-bacheliers pouvaient y commencer leurs études après avoir réussi à quelques tests et à deux « unités de valeur » — au lieu de passer, comme ailleurs, un examen du type du bac. Résultat : 40 % des étudiants vincennois sont des non-bacheliers, dont beaucoup obtiennent la licence, puis parfois la maîtrise, c'est-à-dire des diplômes nationaux.

Avec les diplômes universitaires d'études générales créés par Joseph Fontanet, Soisson a trouvé le biais pour mettre fin à cette expérience peu sélective : Vincennes ayant demandé à délivrer des Deug dans les mêmes conditions que les autres universités, il n'était « plus possible » de laisser les non-bacheliers y accéder comme avant. Le 26 septembre, un arrêté a rendu obligatoire l'examen substitutif du bac pour les non-bacheliers voulant entamer un Deug à Vincennes.

Ainsi, Vincennes a désormais le choix : ou bien ne pas sélectionner et délivrer des diplômes sans valeur nationale ; ou bien, délivrer des diplômes nationaux en sélectionnant comme ailleurs. Faut-il dire que les « Vincennois » refusent ce dilemme et qu'une dure lutte va incessamment commencer.

LA PIEUVRE PERD LA TETE

Il est temps pour Valéry Giscard d'Estaing et Michel Poniatowski d'épurer les comptes de la campagne électorale. Dernière victime : le très chabaniste Simon Nora, qui était jusqu'à hier administrateur directeur général de la firme Hachette et promoteur du lancement de l'hebdomadaire « le Point ».

Simon Nora est tombé victime des intrigues de l'Elysée et de divergences qui sont récemment apparues entre lui et les héritiers de la famille Hachette, dont le président du groupe, Ithier de Roquemaurel. Des anomalies dans la gestion n'ont rien arrangé, évidemment. Par contre, tout le monde s'était retrouvé d'accord pour mettre à la porte de l'entreprise Hachette un délégué de la C.f.d.t., Gabriel Enkiri, il y a quelque trois semaines.

FIEVRE DANS LE VAR

La fièvre monte dans le Var depuis que la quasi-totalité des maires du département se sont prononcés contre le transfert de la préfecture de Draguignan à Toulon décidé par le Conseil des ministres. Les élus locaux socialistes soulignent en particulier qu'il est inconcevable qu'un tel projet ait pu être conçu en laboratoire. Sans qu'un véritable débat démocratique ait été institué au préalable dans le département et sans que toutes les collectivités aient été préalablement consultées. Le Comité directeur du P.s. a exprimé samedi dernier sa solidarité avec les organisations démocratiques varoises.

Halles

UN GRAND TROU TRES CHER...

Voyez la Bourse de commerce de Paris, tout près de la rue du Louvre. Jouxtant cette bâtisse ronde d'époque napoléonienne se dressera une sorte de temple grec. Une couronne de colonnes hautes de 12 m, une fontaine magique sur un arrière-plan d'architecture verte et rousse, couleur d'autre siècle sur des matériaux noblement patinés par le temps. Ce sera Rome. Ou Pompeï. Ressurgi par l'imagination d'un talentueux architecte espagnol nommé Ricardo Bofill sur ce qui était, il y a peu de temps, le carreau des Halles. C'est le président de la République lui-même qui en a décidé pendant les vacances, le 6 août 1974. Suivi dans son cheminement d'esthète par un conseiller culturel pareillement sensible au parisianisme et à l'efficacité en matière de relations publiques. Pourtant, lundi prochain, le Conseil de Paris fera savoir à Valéry Giscard d'Estaing qu'il a tout simplement violé lois et contrats quant à son pouvoir de décision sur l'aménagement de la Ville.

Le projet en sera-t-il pour autant annulé ? La grogne des élus U.d.r. laisse à penser qu'il pourrait être repoussé. Au moins provisoirement. Mais on n'en aura pas moins vécu un nouvel épisode de l'édifiante histoire de l'aménagement des Halles.

Au moins 310 millions

Lorsqu'en 1970, le Conseil de Paris approuve le projet de rénovation du quartier, l'opération financière est jugée saine. Pourtant, dans le bilan financier prévisionnel établi en décembre 1971, le montant des dépenses de l'opération est évalué à 791 millions de francs (79 milliards anciens) et celui des recettes à 681 millions, ce qui fait déjà apparaître un déficit de 110 millions dont 50 millions, forfaitairement à la charge de l'Etat et 60 millions à celle de la Ville. Un rien !

Et encore faut-il savoir que, pour mieux équilibrer recettes et dépenses, c'est le ministre des Finances de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing qui a lui-même approuvé l'implantation du Centre de commerce international (C.c.i.) ou d'un organisme similaire. Ce qui a pleinement justifié l'étonnement de certains lorsque, prenant prétexte de l'annulation du permis de construire du C.c.i. pour vice de forme en matière de sécurité — vice auquel il était aussitôt remédié — le même Giscard d'Estaing a soudain décidé que le Centre en question ne serait pas construit. Ce qui bouleversait de fond en comble tout l'équilibre financier du projet.

« Un changement ! » ironise le président de la Commission des Halles au Conseil de Paris, Pierre-Charles Krieg, député U.d.r. du 1er arrondissement, qui ajoute : « Allez donc demander pourquoi au 55 rue du faubourg Saint-Honoré ! » (l'Elysée).

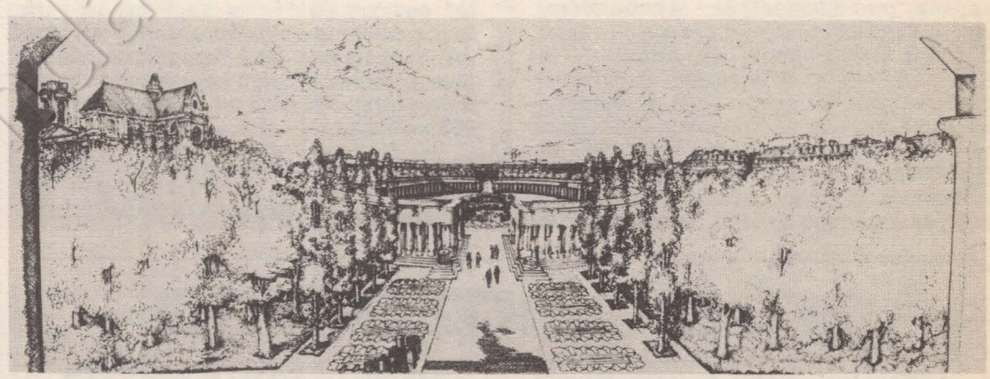
Autre U.d.r. peu porté au « giscardisme », Christian de la Malène, rapporteur du budget mais aussi président de la société d'économie mixte agissant pour le compte de la Ville de Paris, refait ses comptes. Et rappelle que la Semah (Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles) a un mandat dont elle ne peut pas s'écarter et qu'elle ne peut que constater aujourd'hui le dogmatisme « d'une autorité incompétente qui la met dans une position juridique insupportable. »

Quant au préfet de Paris, il ne peut qu'enregistrer, dans le mémoire remis le 18 octobre aux conseillers, la perte de la principale source de revenus de l'opération : les 113,91 millions que devait apporter le C.c.i. Mais ce n'est pas tout. En y ajoutant la perte qui résulte de 80 logements en moins et des nouvelles contraintes architecturales concernant le centre des antiquaires, l'hôtel et le programme Pont-Neuf, la diminution des recettes foncières à valoir sur la zone D, et d'autre part les dépenses supplémentaires concernant le jardin et la place centrale du projet Bofill, le déficit supplémentaire, évalué en francs septembre 1973, dépasse 200 millions de francs. Soit au total, en estimant au plus juste, un « trou » d'au moins 310 millions. Chiffre que le rapporteur du budget estime peu réaliste. Le préfet lui-même évoque d'ail-

→

Projet Bofill ou pas... Le problème est de savoir si, une fois de plus, les Parisiens vont payer sans que personne ne les consulte sur la manière dont on va aménager ce vaste espace qui fut les Halles, entre le musée Pompidou et le temple Giscard.

Le projet Bofill.



Le trou.





Ricardo Bofill, vu par Barrigue en lapin d'« Alice au pays des merveilles ».

leurs lui-même dans son mémoire ce qu'il appelle pudiquement les « impondérables ». Et ceux-ci ne sont pas secondaires. Il s'agit par exemple de savoir si la S.e.r.e.t.e. — Aménagement, promoteur du forum qui est subordonné aujourd'hui au jardin et privé de l'animation du C.c.i., maintiendra son offre au montant prévu. Et également à combien se monteraient les indemnités à verser pour les études du coût de l'ouvrage primitif, le béton de la fouille, les mesures de sécurité, etc. Dans les couloirs de l'Hôtel de Ville, on parle d'une centaine de millions de francs, mais on dit aussi que Jean-Pierre Fourcade est plus pessimiste quant au montant de ces indemnités... Au total on en est au moins à 400 millions !

Qui paiera ? L'Etat, en ce qui concerne la perte de la recette du C.c.i. (113,91 millions) et l'implantation de la place centrale

UN GRAND TROU TRES CHER...

(30 millions). Le reste du programme et le manque à gagner se partageant les subventions de la Ville de Paris et — encore — de l'Etat, compte tenu de l'implantation, au fond du trou actuel, d'un centre téléphonique de 200 000 lignes. Mais, d'un côté ou de l'autre, ce seront toujours les contribuables qui paieront.

En ces temps difficiles, les députés accepteront-ils aisément ces dépenses nouvelles ?

Pour ce qui les concerne, les conseillers de Paris du groupe socialiste, qui s'étaient pourtant, à l'époque, prononcés contre le Centre de commerce international à la place des Halles, n'accepteront pas de délibérer dans les conditions qui sont imposées de l'Elysée, sans une étude approfondie et sur la base d'un mémoire comportant une trop large part d'incertitude. C'est le sens de la question préalable qu'ils déposeront lundi à l'ouverture du débat.

Il ne s'agit même pas de discuter des mérites ou des défauts du projet Bofill. Le problème est, une fois de plus, que les Parisiens vont payer sans que personne ne leur ait demandé leur avis sur la manière dont on pourrait aménager ce vaste espace qui fut naguère les Halles et qui se trouverait maintenant coincé entre le musée Pompidou et le temple Giscard.

Déjà, la physionomie du quartier a complètement changé. Antiquaires désign et fringues de luxe ont pignon sur rue. Ces dames de la rue Saint-Denis, victimes de la concurrence des sex-shops, se retirent dans les recoins de la petite rue des Prêcheurs ou traînent le pas le long du chantier. Le vieux zinc du café de Rouen est vide. Pas un verre de beaujolais. Une mémé promène son chat. A sa place, un promoteur installera bientôt des studios pour « jeunes cadres » sans enfants, qui goûteront le charme des poutres apparentes et des appartements de poche. La restauration privée a pris le pas sur la rénovation publique tout autour du carreau. Les agences immobilières poussent comme des champignons à la première pluie. L'intimidation est de rigueur : on enlève les marches de l'escalier, on arrache les fenêtres, on coupe le gaz. Les occupants s'en vont. Prix du mètre carré rénové : 4 000 F. Les locations : 900 et 1 000 F le studio. Un dortoir de luxe.

Les Halles, c'était toute une vie. On participait. Le brassage sociologique multipliait les contacts. Le commis et son mandataire paternaliste, le commerçant et l'ouvrier, les clochards et les élégantes du petit matin. C'était l'emploi et le logement, le travail et la fête. Aujourd'hui, les bistrots ferment à minuit. Après la disparition des pavillons de Baltard, ce sont les petites entreprises qui partent. C'est contre cela que luttent ceux qui ont encore les Halles au cœur, les associations de locataires, les partis de gauche. Ils veulent se faire entendre. Le mic mac de l'Elysée ne les intéresse pas. Bofill ou pas Bofill, la question n'est pas là.

JOSETTE BARBIERI

Après quinze ans

1959 : Les Halles seront transférées hors de Paris.

Octobre 1968 : René Capitant prend la présidence de la commission permanente des Halles.

4 mars 1969 : Départ des premiers grossistes à Rungis.

12 juin 1969 : Le ministre de l'Equipement agrée l'implantation d'un Centre de commerce international.

Octobre 1970 : Le Conseil de Paris approuve le programme et le bilan prévisionnel de la zone d'aménagement concerté.

L'E.p.r.d. (état prévisionnel des recettes et des dépenses) fait apparaître un déficit de 110 millions. Il sera couvert par l'Etat (50 millions) et par la Ville (60 millions).

23 mars 1971 : Création de la zone d'aménagement concerté.

31 décembre 1971 : La réalisation de l'opération de rénovation est concédée à la Semah.

15 janvier 1973 : Départ des derniers grossistes.

Juillet 1973 : Démolition du dernier pavillon de Baltard.

Fin 1973 : Les travaux ont commencé ; on a extrait 270 000 m3 de déblais.

Avril 1974 : La Semah équilibre son budget. Près de 80 % de la réalisation est vendue.

19 mai 1974 : Giscard d'Estaing est élu président de la République.

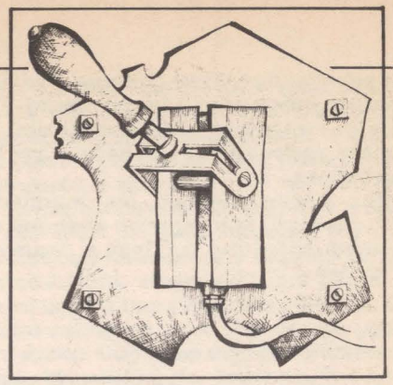
11 juin 1974 : Annulation du permis de construire du Centre international par le tribunal administratif.

13 juin 1974 : Yves Milhoud (C.d.p.) est élu président du Conseil de Paris contre Dominati (R.i.).

6 août 1974 : Conseil restreint à l'Elysée : Giscard d'Estaing décide de la non-construction du Centre international.

Septembre 1974 : Le secrétariat d'Etat à la Culture lance une consultation des architectes.

Octobre 74 : Giscard impose le projet de Ricardo Bofill.



Energie La voie étroite

« Le gouvernement a écarté les hausses de prix. Le rationnement aurait nécessité des tickets et un lourd appareil administratif ». Le 4 octobre, Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, était confiant. Et pourtant sceptique. Dans son discours, n'ajoutait-il pas : « Nous voici installés dans une période d'incertitude » ?

Aujourd'hui, ce sont les Français qui connaissent l'incertitude : l'automobile sera-t-elle interdite de séjour ? Par indiscrétions calculées, le gouvernement vient de faire connaître les mesures entre lesquelles il aurait à choisir pour diminuer la consommation du carburant.

L'ennui, c'est que les choix du gouvernement sont limités. Il a trop promis de choses pour pouvoir choisir librement. Ces contraintes sont connues.

▶ Le Pouvoir ne veut pas rationner le fuel à l'industrie. Bien que la consommation du fuel lourd atteigne 35 % de la consommation énergétique totale, le gouvernement ne sait pas comment « inciter » les industriels à limiter leur consommation. Craignant qu'à tout rationnement corresponde une augmentation du chômage, il hésitera longuement avant d'intervenir dans ce domaine.

▶ Jacques Chirac a promis de « ne pas faire greloter les Français ». Il est évident que la limitation déjà imposée ne peut pas être étendue. Pourtant, le fuel domestique représente, lui aussi, 40 % de la consommation totale d'énergie.

▶ Pour la voiture (14 % de la consommation totale) la voie est étroite. Côté constructeurs : le Pouvoir ne peut pas les « étrangler » — au Salon de l'automobile, Valéry Giscard d'Estaing a parlé de les « soutenir » ; côté usagers, la délégation à l'Information a affirmé qu'il n'était pas question « d'ouvrir la chasse aux automobilistes. »

▶ Les pétroliers, quant à eux, réclament une augmentation générale de leur produit, « entre 10 et 15 % en moyenne ». Ces augmentations seraient inégales. On parle de 15 % sur le fuel domestique, de 10 % sur le fuel lourd, de 5 à 10 centimes sur l'essence ordinaire et le super.

Pourquoi pas la gratuité ?

Ne pouvant agir que sur les carburants, le gouvernement va tenter « d'inciter » les Français à moins consommer d'essence sans pour autant les « dégoûter » de la voiture. Le problème n'est pas nouveau. Pour d'autres raisons que l'équilibre de la balance des paiements, il aurait fallu, depuis des années, qu'une véritable politique des transports urbains soit mise en œuvre. Car économiser l'essence signifie utiliser les transports en commun. Et, de ce côté-là, rien n'a été fait. Bien au contraire.

Il est banal de dire qu'aux heures de pointe il y a huit personnes par mètre carré dans le métro parisien, que la vitesse moyenne des autobus à Paris est de 8 km à l'heure, que dans l'agglomération parisienne les transports publics sont mal articulés, qu'en province ils sont souvent inexistants, que leur prix — eu égard à la qualité du service — est trop élevé, que les investissements sont faits, en priorité, en faveur de la voiture individuelle. Banal, mais vrai. Or, les décisions à venir ne peuvent pas être en contradiction avec la politique suivie depuis des années. On évitera donc d'innover. Pourtant, les solutions existent. Et elles sont simples : réduire — pourquoi pas jusqu'à la gratuité ? — le prix des transports en commun ; améliorer les conditions de transports et développer ceux-ci par un maillage efficace. Concevoir des voitures plus économiques *(voir « l'Unité », n° 126).*

Dans le même temps, après avoir pris des mesures « incitatives », on pourrait prendre des mesures « répressives » : interdire certains quartiers et certaines rues. Afin de les rendre aux piétons et aux bus.

L'exemple de Besançon

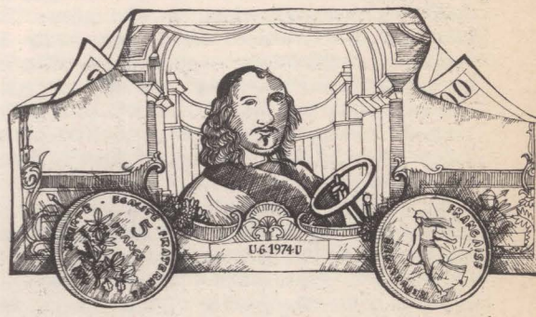
Des expériences récentes ont prouvé l'intérêt de telles formules. A Besançon (130 000 habitants), le maire socialiste, Jean Minjoz a décidé de réhabiliter le centre ville et les transports en commun. Le réseau d'autobus a été redessiné, — 80 % des habitants de la ville sont à moins de 300 mètres d'un arrêt — le parc de véhicules a été doublé — 120 contre 56 — et les chauffeurs sont passés de 126 à 256. Des rues ont été réservées aux transports en commun, d'autres aux piétons. Sans parler des taxis collectifs pour le soir, pouvant être utilisés sans supplément par les porteurs de carte de transports. En 10 jours, le nombre des personnes transportées par les bus s'est accru de 24 %. Le temps maximum de traversée de la ville est passé de 40 à 10 minutes. Il serait intéressant de calculer l'économie d'essence réalisée.

Pour de plus grandes villes, les problèmes sont évidemment plus complexes. Mais pas insolubles. Faudrait-il encore le vouloir. Or, la seule motivation officielle étant d'économiser, il ne faut pas s'attendre à ce que le Pouvoir cherche à assurer une meilleure qualité de la vie. Ce n'est pas au moment où « il faut réduire les consommations intérieures » que le gouvernement va investir dans les transports en commun. Et l'on ne voit pas pourquoi non plus il mettrait en service les possibilités inutilisées. Car il y en a : faut-il parler de la « petite » ou de la « grande » ceinture parisienne ?

Les choix que le gouvernement va faire, compte tenu des contraintes, vont donc avoir pour base, d'une part les économies et d'autre part la rentabilité. La « vérité des prix » envisagée dans le cadre étroit d'une entreprise (R.a.t.p., S.n.c.f., etc.) n'est qu'un leurre. N'acceptant pas que les transports soient considérés comme un service public, il n'y a jamais eu transfert — par exemple — des recettes des amendes pour améliorer le réseau.

Les choix gouvernementaux vont donc, à part un coup de publicité, se réduire à peu de chose. Avec, à la base, des augmentations. De l'essence, du stationnement payant. A cela s'ajoutera l'extension des couloirs d'autobus, et une limitation relative des vitesses. La fluidité retrouvée grâce à ces mesures « répressives » permettrait une meilleure rotation des bus et inciterait quelques automobilistes à ne pas utiliser leur voiture. Ce qui sera suffisant pour faire quelques économies. Le Pouvoir ne cherche pas autre chose.

GUY PERRIMOND



Les mesures proposées par les différents ministères couvrent les transports collectifs et les transports individuels, les conditions de circulation et de stationnement. Parmi les propositions, près de 40 sont connues. Certaines ont fort peu de chance d'être réalisées. Cinq ou six d'entre elles seront retenues. Les plus « payantes », bien sûr... Voici un échantillon de ces mesures :

— Elévation du prix des carburants en y incluant la vignette.

— Péage sur autoroutes urbaines.

— Extension des zones de stationnement payant et augmentation de son prix.

— Augmentation du tarif d'enlèvement des véhicules en infraction.

— Taxe de stationnement pour les résidants n'ayant pas de garage.

— Développement du réseau d'autobus.

— Texte législatif transférant aux préfets les pouvoirs dans les domaines de la circulation et du stationnement.

— Révision des plans de circulation en favorisant les transports en commun.

— Limitation de l'accès de certains quartiers à l'automobile privée, création de rues ou de zones piétonnières.

Avant que le gouvernement ne décide, les lecteurs pourraient, d'eux-mêmes, faire le tri...

La privatisation : une gangrène qui atteint toutes les branches du secteur public. Avec la complicité d'un système politique au service de grands intérêts particuliers, des capitaux privés s'investissent partout où des bénéfices sur les deniers publics s'avèrent possibles.

Après l'enseignement, les autoroutes, l'énergie atomique, l'O.r.t.f., les P.t.t., la navigation aérienne et la police (voir nos deux précédents numéros), « l'Unité » poursuit son dictionnaire de la privatisation.

M comme municipalités

Les municipalités assurent aujourd'hui plus de la moitié des équipements du pays alors que l'Etat ne leur concède que 15 % du produit total de l'impôt. Ce qui signifie que les collectivités locales ont besoin de trouver ailleurs les fonds nécesssaires pour répondre à des besoins très importants de la population, puisqu'il s'agit notamment de l'école, de la culture, du sport, de la santé publique ou de l'urbanisation et des espaces verts. Or, non seulement les subventions d'Etat diminuent année après année, mais en outre la T.v.a. frappe la totalité des activités municipales, au point qu'il n'est pas rare de constater que, dans une commune, l'Etat prélève plus par la T.v.a. qu'il n'a accordé de subventions dans l'année.

Comment faire alors ? Le responsable municipal n'a qu'une ressource : l'emprunt, les ressources annuelles de la fiscalité locale ne permettant pas de régler comptant les sommes énormes que représente la part communale dans la construction d'un C.e.s., d'un centre culturel ou d'une salle de sport. Or, là encore, les communes n'ont pas la tâche facile : la partie de la dépense empruntable auprès des organismes d'Etat, à des taux à peu près décents, est fonction de la partie subventionnée. La diminution de cette partie entraîne donc la diminution de l'autre.

Ajoutons que les délais administratifs pour sortir un projet sont tels, malgré toutes les promesses de simplification, qu'un élu local finit par penser que, dans certains cas, avoir une subvention d'Etat lui coûte plus cher que de n'en pas avoir. En effet, lorsque la subvention est très faible — parfois 5 à 10 % du total — et qu'elle ne bouge pas avec le coût de la vie, attendre quatre ou cinq ans revient à faire couvrir la hausse des prix par la subvention, alors que la population n'a pas bénéficié pendant la période d'attente du service qu'aurait pu lui fournir le projet.

Une seule issue, donc : l'emprunt dans les conditions du marché, qui, dans le meilleur des cas, pourra être obtenu d'organismes publics ou semi-publics (tels que le Crédit agricole, la Caisse des dépôts et consignations), des banques nationalisées ou de certains organismes d'assurance, d'épargne ou de mutualité ; et, dans beaucoup de cas, des « financiers » authentiquement privés, s'appuyant sur des banques françaises ou internationales. La commune peut emprunter soit directement, pour une opération limitée, soit par l'intermédiaire des sociétés d'économie mixte qui fleurissent dans toute la France et qui permettent de surmonter une partie des obstacles réglementaires et financiers que rencontrerait une municipalité ou une association H.l.m.

Pour le prêteur privé, la rentabilité est assurée dans les deux cas, et parfois de plusieurs façons. La règle générale est d'abord la garantie communale qui fait que les remboursements sont en tout état de cause à prélever sur le budget communal, même lorsque l'emprunt a été réalisé au nom de la société d'économie mixte. D'autre part, l'organisme prêteur propose souvent ses propres sociétés pour les études à faire ou les travaux à réaliser. Ce qui lui assure, en plus du revenu des intérêts, celui des bénéfices du bureau d'études ou de l'entreprise de gros œuvre qui dépendent de lui.

Parfois, on a été plus loin : la municipalité emprunteuse ne touchait qu'une partie de la somme empruntée, le financier, sur la base d'un accord verbal qui décidait du refus ou de l'acceptation du crédit, retenant 4 ou 5 % du total prêté, à charge pour la municipalité d'intégrer dans les devis des entreprises ce « manque à gagner » pour elle. Le prêteur percevait, dans ce cas, les intérêts sur la totalité de la somme qu'il avait accordée, y compris sur ce qu'il avait retenu au départ.

Cet étrange procédé était parfaitement connu des pouvoirs de tutelle, puisque des élus nationaux avaient interpellé à ce sujet le ministre de l'Intérieur, à l'époque Raymond Marcellin. Ce qui n'empêchait pas son collègue des Finances, à l'époque Giscard d'Estaing de continuer à prélever la T.v.a. sur la totalité des travaux effectués grâce à l'emprunt, c'est-à-dire y compris sur des travaux fictifs.

Il semble que la méthode soit de moins en moins utilisée et qu'une certaine normalisation — pour ne pas retenir le mot « moralisation » — ait été obtenue dans le mesure où les municipalités ont pu faire appel plus largement aux crédits de la Caisse des dépôts — étant entendu que les taux d'intérêts de ladite Caisse sont, pour de nombreuses opérations, ceux du marché.

La privatisation du secteur municipal n'a donc pas l'aspect qu'on lui prête parfois au travers de polémiques un peu dépassées sur la gestion directe ou la concession. Depuis 15 ans, l'Etat a surchargé les collectivités locales, leur transférant les responsabilités qui étaient les siennes précédemment, les obligeant à équiper le pays dans des domaines prioritaires, les contraignant à augmenter la fiscalité locale plus que sa propre fiscalité — en dix ans, les impôts d'Etat ont augmenté de 223 % et les impôts locaux de 350 % — et assurant ainsi son propre équilibre budgétaire au détriment des communes et des départements. Dans le même temps, il restreignait considérablement son intervention financière (subventions et possibilités d'emprunts à des taux bas), obligeant ainsi les collectivités locales à se tourner vers les financements privés. L'impôt local, qui sert à rembourser les sommes empruntées, est donc devenu aujourd'hui une des ressources du capital privé, par la grâce de l'économie dite libérale.

S comme santé

Autrefois, les riches se soignaient et les pauvres mouraient. Autrefois, c'était il y a 50 ans à peine. Il faut, en effet, attendre 1932 pour qu'apparaissent les assurances sociales, qui proposent pour la première fois une ébauche de garantie à celui qui tombe malade. A partir de là, 13 ans seront nécessaires à notre pays pour se décider à organiser à l'échelon national un véritable système de sécurité sociale qui donne à chacun la possibilité de se faire soigner : encore faudra-t-il la poussée populaire d'après-guerre pour l'emporter.

Dorénavant, le droit à la santé est un fait reconnu. Et, pour assurer son accessibilité à tous, l'Etat se charge d'harmoniser et de compléter le réseau d'établissements hospitaliers et sanitaires à travers le pays. Dans le cadre de ce service public, il prend également en main la formation du corps médical et du personnel soignant. Ainsi naît l'Assistance publique, qui dispose maintenant de quelque 400 000 lits et, avec un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards, se place désormais au 4e rang des entreprises nationales.

Le développement des techniques et les innombrables découvertes scientifiques transforment profondément l'action sanitaire et hospitalière jusqu'alors entièrement dans les mains d'associations charitables. Avec les agressions répétées de la civilisation industrielle se précise un besoin accru de bien-être. Il s'ensuit une extension considérable de tout le réseau de la santé, qui exige désormais de lourds investissements. L'importance de ce nouveau marché ne pouvait pas échapper plus longtemps à l'attention des milieux industriels, qui réalisent vite tous les bénéfices qu'ils pourraient en tirer. Mais la règlementation de la santé publique représente un véritable obstacle aux appétits privés. Organisé comme un service rendu par l'Etat à chacun moyennant une part de ses impôts et ses cotisations, l'Assistance publique et la Sécurité sociale ne sont pas conçues pour rapporter de l'argent. Le patronat et les affairistes s'en remettent mal.

Pendant 25 ans, sans relâche, ils vont porter leurs coups contre cette forteresse populaire. En 1965, une publication du C.n.p.f. affirme tranquillement : « La santé des travailleurs est un élément de la vie économique parmi d'autres et non un droit ». Certes, le besoin de se soigner existe, mais, d'après le patronat, il faut l'inclure dans l'ensemble de la consommation et lui appliquer la « loi fondamentale de l'économie ». En d'autres termes, il faut « rentabiliser ».

Ce phénomène de pénétration des capitaux privés dans la Santé publique a commencé à se faire sentir dans les années 60, et comme d'habitude uniquement dans les secteurs rentables. Le support privilégié de ces opérations s'est très vite révélé être l'hôpital : lieu de concentration, il offre un champ d'action assez vaste pour permettre la rentabilisation maximum des investissements. Dans le cadre de cette rentabilité forcenée, les petites cliniques qui ont connu des années scandaleusement florissantes se retrouvent subitement rejetées d'un système qui voit trop grand pour elles. Les banques et les industriels deviennent rapidement les principaux actionnaires de l'hospitalisation privée, au grand dam des médecins ou des chirurgiens d'antan, ravalés désormais au rang de petits porteurs. Il faut voir grand. Toutes les installations coûteuses qui ont fait leurs preuves dans les hôpitaux, dont il est démontré qu'elles peuvent être utilisées de façon lucrative, les intéressent. Les dernières nées de l'hospitalisation privée sont donc équipées de matériel ultra-

DICTIONNAIRE D'UN RACKET



moderne. Ici ce sont des couveuses artificielles — d'un excellent rapport. Là, une bombe au cobalt, voire un service d'urgence : l'accidenté devient une « très bonne affaire ».

Mais il ne s'agit pas de se lancer dans ces investissements à la légère. Il faut des garanties. La loi qui détermine la prédominance de l'Etat dans le domaine de la santé s'avère gênante. Il est donc tout simplement décidé de la changer. Ce qui est fait le 31 décembre 1970. Sous prétexte d'harmoniser les législations hospitalières dans le cadre du Marché commun, cette nouvelle loi ouvre en fait les portes du secteur public aux capitaux privés. Tout d'abord, elle confère aux cliniques privées une sorte de monopole en les intégrant dans la carte sanitaire de la nation, avec obligation pour l'Etat de ne pas les concurrencer sur leur terrain. Dans le cadre de cette carte sanitaire, toute nouvelle clinique ne pourra être ouverte sans avoir obtenu l'autorisation d'une commission qui coordonne l'implantation des centres d'hospitalisation.

Le carcan administratif qui étouffe toute décision dans l'Assistance publique tombe vraiment à point pour faciliter la tâche aux promoteurs de cliniques privées. Alors qu'il faut une dizaine d'années entre la décision de construire un hôpital et la pose de la première pierre, les cliniques bénéficient du dynamisme du capitalisme privé. Tout le monde y trouve son compte : l'Etat, parce qu'il n'aura pas à financer un hôpital et les banques, toujours en quête d'investissements à rendements élevés. A Lyon, le scandale est particulièrement criant. En 1951, les Hospices civils de la ville avaient établi un plan pour fixer l'implantation des hôpitaux par quartier et dans les banlieues. Ce plan n'a jamais été réalisé. Mais curieusement, depuis cinq ans, les Lyonnais ont vu pousser de superbes cliniques privées, à la Duchère, à Sainte-Foy-lès-Lyon, au Tonkin, à Décines — bref, dans tous endroits où devait s'implanter un hôpital.

Il faut reconnaître que les choses sont bien faites. Grâce aux lenteurs administratives de l'Etat, largement exploitées, le privé lucratif se place de plus en plus en concurrence avec le secteur public. Il écrème le « bon risque ». Les maladies longues, les incurables, les grabataires qui coûtent sans rapporter se retrouvent d'office à la charge de l'hôpital. Les maternités, les appendicites, toutes ces interventions pratiquement sans surprises, se font pour 60 % d'entre elles dans le secteur privé. En cas de complications imprévues ? L'accouchée ou l'opéré sont immédiatement transférés vers l'hôpital le plus proche. Et qu'importe s'il meurt en route : le taux de mortalité de la clinique n'en sera pas affecté.

Cette loi de décembre 1970 a poussé encore plus avant l'emprise des intérêts privés. Sous prétexte d'encourager les médecins à se consacrer à l'hôpital à temps plein, une formule de clientèle privée au sein même de l'hôpital a été instaurée. Somme toute pour permettre au médecin d'arrondir ses fins de mois, bien que le double salaire de médecin et d'enseignant qu'il perçoit dans le cadre du « temps plein » représente plus de dix fois le Smic. Cette somme, il est vrai, paraît ridicule comparée à celles qu'il lui est possible de gagner avec une clientèle privée. En compensation, l'Etat a cru bon de le dédommager en lui accordant 10 % de lits privés par service hospitalier. Ainsi, avec le personnel infirmier et le matériel de l'hôpital, un professeur ou ses assistants, moyennant une petite redevance, peuvent imposer leurs tarifs à une partie des malades. Qu'un accident chirurgical ou autre survienne pour l'un de ces patients, l'hôpital en porte la responsabilité. Outre que certains praticiens peu scrupuleux rentabilisent leurs lits privés à des cadences incroyables, ce système constitue en soi un véritable scandale. Au sein de l'hôpital se côtoient deux médecines : l'une pour ceux qui paient cher, l'autre pour la majorité qui se fait rembourser par la Sécurité sociale.

Enfin, la loi de 1970 a permis de généraliser le système des concessions, qui confie à une entreprise privée le soin de rendre un service public. Autrefois, il y a de cela bien longtemps, l'Assistance publique, à Paris comme dans toutes les grandes villes, vivait en autarcie. Depuis la fabrication du pain et des gâteaux jusqu'à la réparation des appareils de chirurgie, en passant par tous les corps de métier, l'Assistance publique produisait tout ce dont elle avait besoin.

Maintenant, il s'agit plutôt de faire une sorte de revue nécrologique. La cave centrale de l'A.p. de Paris, qui achetait en gros les boissons et l'eau minérale, a disparu depuis 15 ans : Gévéor et Postillon ont pris la relève. De même, la meunerie fermait il y a 4 à 5 ans, suivie par la menuiserie au début 1972. En janvier 1973, c'était le tour de l'atelier de réparation des instruments médicaux et de chirurgie : 42 ouvriers d'une haute technicité se voyaient mutés dans un autre service. Et maintenant, il faut des délais considérables pour récupérer des appareils mal réparés. Enfin, le 1er janvier 1974, la boulangerie cessait ses activités. Quant à la boucherie centrale, elle n'aurait, semble-t-il, plus longtemps à vivre.

Pour mieux comprendre ces fermetures, il faut d'abord voir que chacun de ces services représentait un budget tout à fait digne d'intérêt pour les sociétés privées : en 1971, la boucherie de l'Assistance publique avait pour elle seule un budget de plus de 46 millions de francs. L'Etat ne pouvait pas en faire cadeau au privé trop ostensiblement. Dans la boucherie comme dans tous les services, c'est la même politique qui a contribué à aider la mainmise des capitaux privés : sans investissements ni modernisation, le secteur public s'est lentement dégradé. Dès que les pertes financières apparaissaient, on invoquait le déficit. Un appel d'offres était alors lancé. Il était bien rare de ne pas trouver une société mieux organisée, au personnel moins bien payé et travaillant plus d'heures, qui n'arrive pas à proposer des prix inférieurs.

Plusieurs percées de ce genre sont tentées dans divers établissements pour les cuisines, les services de nettoyage, les services de chauffage et d'entretien. L'hôpital Henri-Mondor, à ce titre, est un bon exemple : le nettoyage est confié à la société Clarté, qui emploie un personnel immigré payé tout juste au Smic. Avec tous les problèmes que peuvent poser des salariés qui ne parlent pas ou peu le français et ne jugent pas forcément choquant de traverser un bloc aseptique avec un seau d'ordures. A ce titre, la réciproque est vraie et ces salariés, en contact avec des malades et des déchets contagieux, ne sont pour plus de 90 % pas vaccinés comme ils devraient l'être.

Toujours à l'hôpital Henri-Mondor, la cuisine est faite par la Société des wagons-lits Cook sur une installation flambant neuve financée par les fonds publics. Avec la Société Jacques Borel, cette entreprise se partage ce marché, sauf dans les établissements où le personnel s'est battu pour le service public.

Le chauffage de cet hôpital est également assuré par deux entreprises privées, les sociétés Thermicq et Socram, qui se partagent le fonctionnement et l'entretien des installations. Toujours au même endroit, la firme Dassault entretient du matériel électronique. Robert et Carrière (filiale du puissant groupe C.g.e.) entretient les respirateurs après avoir fournit la totalité du matériel radiologique. Une fois de plus, la logique du marché de concession a fait obtenir à cette firme une position prépondérante dans le secteur de la radiologie. Maintenant que ce trust se retrouve en situation de monopole, il facture les prix qu'il veut à l'Assistance publique — dont il se sert, de plus, pour expérimenter ses nouveaux appareils. De telle sorte que les hôpitaux se trouvent souvent équipés d'un matériel hors de prix et souvent en panne parce qu'en cours de mise au point.

Le trafic des ambulances, à lui seul, constitue une ponction considérable dans les deniers publics. Dans la région parisienne, pour 83 ambulances publiques et municipales, 350 entreprises d'ambulances privées prospèrent gaiement. Tout cela, bien entendu, sur le dos de la Sécurité sociale.

Les syndicats ont également été obligés de mener plusieurs actions contre la privatisation des blanchisseries. Pour le moment, sur

→

DICTIONNAIRE D'UN RACKET



Paris, l'Assistance publique traite encore la majeure partie de son linge. Mais pour combien de temps ? De grandes sociétés privées se sont déjà mises sur les rangs et la vétusté de certaines buanderies de l'Assistance publique fera sûrement l'objet d'une cessation d'activité.

Une autre forme de démantèlement touche la Santé publique et profite, par le biais, au secteur privé. Il s'agit de la pénurie d'effectifs, fort alarmante. C'est plus de 45 000 postes qu'il faudrait créer sur toute la France simplement pour permettre le fonctionnement normal de tous les services. En 1969, la création d'emplois représentait 8,04 % des cadres budgétaires de la Santé : contre 2,72 % seulement en 1972. Les services entiers qu'on ferme se multiplient : au bénéfice de qui, il n'est pas besoin de le demander. Un seul exemple : à l'hôpital Henri-Mondor, faute de laborantins, les examens pour recherches de bacilles tuberculeux ou les examens sérologiques se font dans des laboratoires privés en ville. Coût minimum de cette opération : 20 000 F par mois, empochés sur les deniers des contribuables par un laboratoire privé. La pénurie de personnel public, tout en favorisant le secteur privé, offre un autre avantage à l'Etat : sous prétexte de parer à ce manque de personnel, le gouvernement embauche des auxiliaires et impose, de fait, une déqualification et une diminution de salaire que le personnel titulaire, fortement syndiqué, avait réussi à éviter jusqu'à présent.

Cette pénurie d'effectifs profite aussi aux sociétés intérimaires. Pendant un moment, l'Assistance publique de Paris payait plus de 4 500 F par mois pour une infirmière intérimaire : plus de trois fois le salaire d'une infirmière titulaire. A l'heure actuelle, les syndicats évaluent à près de 55 000 les auxiliaires temporaires et intérimaires exerçant dans les hôpitaux sans aucune garantie.

Enfin, avec le problème de la construction des hôpitaux, tout devient encore plus flou. Comme si le silence devenait plus dense au fur et à mesure que s'accroissent les enjeux financiers. Bien sûr, il existe des appels d'offres. Mais les syndicats n'hésitent pas à dire qu'ils croient à des déguisements de marchés et qu'en fait tout se passe de gré à gré. Comment imaginer que les grands de la construction immobilière soient restés insensibles aux milliards représentés par le chantier des hôpitaux ?

Cette politique de privatisation systématique des secteurs rentables entraîne des répercussions graves au niveau du fonctionnement des hôpitaux. Trop peu nombreux, le personnel doit parer au plus pressé. Les rapports humains avec le malade font, les premiers, les frais de cette pénurie. On comprend, dans ces conditions, que les futurs hospitalisés se laissent abuser par le bouquet de fleurs des chambres ou le sourire des hôtesses d'accueil dans les cliniques. La qualité des soins et la technicité offertes par l'hôpital demeurent cependant incomparables. En fait, l'efficacité thérapeutique, la sécurité des malades, les conditions de travail du personnel ne sont pas compatibles avec des notions de comptabilité purement commerciales. Voilà pourquoi ce serait un leurre d'accepter les revendications des patrons de cliniques privées qui veulent voir aligner leurs prix de journée sur ceux de l'hôpital.

Car seule l'hospitalisation publique répercute dans ses tarifs les frais nécessaires occasionnés par tous les secteurs non rentables dont le privé n'a pas voulu. Ainsi, l'A.p. possède un service de recherche, dont les découvertes sont la plupart du temps pillées et rentabilisées par le privé. Parfois, ce service de recherche est même directement utilisé par un trust pour effectuer ses propres investigations. Plusieurs fois, des laborantines ont dénoncé le scandale qui consistait à faire mettre au point dans des laboratoires de l'A.p., sur des cobayes de l'A.p., des produits Roussel-Uclaf ou Ciba-Geigy.

Quand ils font les comptes, les cotisants à la Sécurité sociale ont tout lieu de protester contre les prestations trop faibles. Comment pourraient-elles être supérieures quand on détourne leur argent vers les caisses des grands trusts et d'entreprises privées de tout acabit ? En 1965, lors de la mise en place du système de couverture sociale tel qu'il existe actuellement, la construction des hôpitaux et des divers équipements était prise en charge pour un tiers seulement par la Sécurité sociale. L'Etat finançait également un tiers des travaux. Et les collectivités locales, par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts, le tiers restant. A cause du désengagement de plus en plus criant de l'Etat, l'administration de la Santé est obligée de recourir aux prêts bancaires : encore une introduction supplémentaire de capitaux privés dans la Santé publique qui grèvent lourdement les prix de journée, à cause du coût de l'intérêt qu'il faut répercuter. Pour les financements, la Sécurité sociale, elle aussi, est lourdement mise à contribution. Au lieu de redistribuer l'excédent des cotisations sous forme de prestations plus élevées, l'Etat se sert de cette masse monétaire pour financer la part gouvernementale dans la construction des hôpitaux, ou pour payer le personnel de la santé : toutes dépenses qui reviennent de droit à l'Etat, et dont il se décharge sur les cotisants.

« La santé coûte cher », gémissent sur tous les tons les pouvoirs publics, pour faire admettre ces mesures. Il ne faut pas s'y tromper : il s'agit bien là d'une politique systématique de désengagement de l'Etat dans la Santé publique. Si, avec le patronat, ils ont été contraints d'accepter le système de la couverture des risques sociaux, ils ont toujours tout fait pour le ramener à un régime minimum. « La Sécurite sociale ne doit pas être une prime à l'oisiveté », pouvait-on lire dans une revue du C.n.p.f. en 1965. Ce système de couverture, poursuivait en substance cette publication, doit être réservée aux catégories les plus défavorisées afin de les garantir contre les risques essentiels, dont elles sont incapables de se défendre toutes seules. Et pour les autres salariés ? Les compagnies d'assurance privées sont là. Dans tous les journaux s'étalent des pages entières de publicité pour ceux qui veulent se garantir contre l'hospitalisation, l'accident, les infirmités, etc.

La règle semble infaillible : moins les assurés sociaux seront couverts par les prestations publiques, plus ils auront recours aux services des compagnies privées. Toujours la même politique de carence publique qui profite directement au secteur privé. Tout ce qui entraîne une diminution des prestations sociales s'intègre donc dans cette politique suivie depuis plus de 30 ans. La dernière réforme de la Sécurité sociale va tout à fait dans ce sens. Sous couvert d'étendre cette garantie à tout le monde, elle va obliger le régime général à compenser le déficit du régime des salariés. A la longue, cela se traduira inévitablement, pour les cotisants, par une nouvelle régression des prestations auxquelles ils ont droit. Avec, en prime, le retour au vieux système qui permet aux riches de s'assurer correctement tandis que les pauvres doivent se contenter de l'aumône gouvernementale.

L'état actuel de l'organisation sanitaire française est bien le résultat d'une politique globale. Les discussions sur le budget vont ramener la question à l'ordre du jour. Un pays dont chaque habitant dépense plus de 15 % de ses revenus annuels pour sa santé et son hygiène a-t-il le droit de n'attribuer que 4,8 % de son budget à la santé nationale ? La question est urgente. Professeurs et médecins sont de plus en plus nombreux à rejoindre le personnel hospitalier pour dénoncer l'étendue du désastre. La Santé publique se meurt. Bientôt, on la dira morte.

U comme U.g.c.

La comédie, à ce jour, en est à trois actes. Au commencement était l'U.g.c. (Union générale cinématographique) : société d'exploitation, mais aussi de production cinématographiques, de dimensions sans doute modestes — quoique surtout maintenue dans cette obscurité par les gouvernements successifs de la Quatrième et de la Cinquième Républiques — du moins de naissance honorable. Issue de la « Continental » allemande, n'avait-elle pas été remise à la col-

lectivité nationale comme bien de collaboration ? Elle pouvait même s'enorgueillir, la pauvrette, de quelques initiatives non négligeables — la production de « Ma nuit chez Maud », par exemple, pour ne citer que l'une des plus tardives.

Georges Pompidou régnant, une étoile nouvelle monta à l'horizon : celle de Jean-Charles Edeline, modeste (lui aussi) exploitant de salles banlieusardes, mais bien introduit auprès d'un ministre des Finances nommé Valéry Giscard d'Estaing. Jouant à fond, dès cette époque, de ses responsabilités au sein de la Fédération nationale des cinémas français, association professionnelle des exploitants, Edeline s'associa avec son frère et divers autres gros exploitants de la région parisienne (Verrechia, Hellman, etc.). Afin, en constituant un puissant circuit financé dès l'origine par la haute Banque française, d'obtenir à son profit la cession des quelques salles d'Etat — ce qui n'était rien — mais surtout l'ensemble des avantages financiers y afférant, ce qui était beaucoup. Fin du premier acte. On a vendu.

Deuxième acte : on brade. Le temps presse. Pour réaliser au plus vite l'ambitieux programme visant à contrôler, directement ou indirectement, une forte minorité — un jour une majorité, qui sait ? — des salles françaises, l'idéal n'est-il pas de faire attendre l'Etat créancier un peu plus longtemps que prévu ? Si les exploitants, par la voix de leur Fédération, modéraient leurs critiques à l'égard de la T.v.a., le ministère des Finances ne serait-il pas disposé à fermer les yeux ? Le tour est joué.

Pendant que les « multisalles » croissent et prospèrent — avec l'argent des contribuables pour une large part, puisque le Fonds de soutien de la profession cinématographique finance l'essentiel des travaux de « rénovation »... — le premier quart de l'échéancier, lui, se fractionne allègrement, en attendant les autres. Belle arithmétique.

Restait une épine au pied de l'U.g.c. : l'obligation, inscrite au cahier des charges, de diffuser chaque année un certain pourcentage de films « d'auteur » dont la sélection, à tout le moins, échappait à la société — et à son P.d.g. Sans aucune précision sur la qualité de cette diffusion, d'ailleurs ; une courte semaine dans une salle doublement obscure, et voilà un film « sorti ». au regard de la statistique. Mais à la fin, peu importe : même dans ces conditions, le pourcentage défini ne sera pas respecté. Avec toute l'assurance de l'impunité.

On peut applaudir, ou siffler, et poser à la cantonade — l'administration des Domaines ou la Cour des Comptes, par exemple — deux questions innocentes : la nouvelle U.g.c. a-t-elle respecté à ce jour 1) l'échéancier, 2) le cahier des charges du contrat de cession ? Sur l'attente de la réponse, fin du deuxième acte.

Troisième épisode : celui qui, cet automne, commence à peine. Au nombre des sociétés nées du démantèlement de l'O.r.t.f. figure une « société de production lourde ». Son héritage, on le connaît : la redevance, les fonds publics, l'infrastructure technique et humaine de l'Office. Son P.d.g. ne nous sera pas non plus inconnu — un certain Jean-Charles Edeline avec un programme défini en deux mots : « agressif » ; « compétitif ». Nul besoin de marc de café pour révéler la suite du scénario. A côté de la stricte production vidéo destinée aux trois chaînes, la « société de production lourde » fabriquera, directement ou indirectement, des films télé compatibles avec la projection cinéma en salle publique, pour répondre à la demande de sociétés d'exploitation soudainement avides de films frais aptes à remplir leurs salles multipliées. Au premier rang de ces sociétés attentives aux avantageuses conditions financières qui seront proposées par un établissement si bien pourvu : une certaine U.g.c., animée aujourd'hui par Verrechia et... Edeline frère. Une affaire de famille, en quelque sorte, même si elle est un petit peu financée par l'Etat. Au bout du compte, une forte prime aux films qui se « vendront bien » — Michel Guy peut sans souci supprimer la censure — et une corde de plus au cou des derniers exploitants « indépendants ».

La toile de fond de cette comédie crève les yeux. Le Pouvoir actuel ne se contente pas de favoriser outrageusement le secteur privé. Il choisit en son sein les intérêts les plus monopolistes, situés en aval de la création cinématographique. De l'exploitation, aujourd'hui ramenée à trois, voire deux groupes seulement (Paramount d'un côté, Pathé-Gaumont et U.g.c. de l'autre), la pollution remonte peu à peu vers l'amont. Bon gré mal gré, exploitants, programmateurs, distributeurs, producteurs doivent s'intégrer à un « réseau » qui n'aura jamais si bien mérité son nom.

Organisation de la profession cinématographique — par exemple, par le recours à la « perception directe » à la base et la centralisation autour d'un organisme de crédit autonome — ou retour à la collectivité de certaines salles d'une U.g.c. qui n'a jamais respecté le contrat signé avec elle ? On peut imaginer plusieurs fins. La pièce n'est pas encore jouée.

(A suivre)

si vous voulez vraiment aider le Parti socialiste

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS AMIS A l'unité

EN UTILISANT JUSQU'AU 1er DECEMBRE LA FORMULE SPECIALE 20 SEMAINES 50 FRANCS

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL
à retourner à l'Unité, 41 boulevard Magenta Paris 10ème

Je soussigné .....

Demeurant .....

désire souscrire un abonnement spécial de 20 semaines pour 50 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au C.C.P. L'UNITE 3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 30.

LA BANDE A GATTI

Théâtre

Fortiori et Coldecygne vivent-ils leur dernière heure ? Le président Tonton Suprême va-t-il grâcier les matricules 2002 et 2003 ? Il paraît que l'opinion s'inquiète : la banque des organes est vide et des transplantations urgentes deviennent impossibles. La maréchale Marie-Pierre Moulinex-Libérat, présidente de la Fondation nationale pour la greffe des yeux, des cœurs et des pancréas, est reçue par le président Tonton Suprême. Seuls les individus mal intentionnés y verront une allusion à un certain président de la République française qui n'a pas grâcié deux condamnés à mort dont l'un pourtant « n'avait pas de sang sur les mains. » Seuls les mauvais esprits penseront à Buffet et Bontemps...

Car, après tout, il ne s'agit que d'une pièce de théâtre. Jusqu'à preuve du contraire, le théâtre n'a jamais engendré la révolution. Tout au plus peut-il faire réfléchir. C'était bien là l'intention de Pierre Joffroy quand il a écrit « Tonton Couteau » : interroger la peine de mort, faire s'interroger chaque spectateur sur le droit d'un individu — fût-il président — à disposer de la vie de deux individus. « Tonton Couteau » vient d'être mis en scène et se joue à La Cour des Miracles, au pied de la Tour Montparnasse. Pierre Joffroy regarde avec étonnement le spectacle : « Je croyais avoir écrit une pièce sur la peine de mort ; ils en ont fait une pièce sur le Pouvoir ».

« Ils », c'est une drôle d'équipe, c'est-à-dire une troupe pas tout à fait dans les normes, variant de dix à quinze membres selon les époques, changeant de nom selon les spectacles. « Ils » se nommaient Tribu de Carcana lors du dernier festival d'Avignon. « Ils » s'intitulent Tribu des Sapajous pour jouer « Tonton Couteau ». Mais ce sont toujours les mêmes depuis bientôt quatre ans, depuis qu'ils se sont serré les coudes avec et autour d'Armand Gatti. D'eux, Gatti dit : « C'est moi qui écrit, mais ce sont eux qui parlent ». Mais, pour une fois, Gatti n'est pas là. Il est à Berlin où va s'ouvrir, au printemps, le procès d'Andréas Baader et de sa bande, ces terroristes desesperados que tout le monde rejette, même la gauche. Pour eux, Gatti veut monter un spectacle de solidarité et ameuter l'opinion. Gatti absent, la Tribu s'est rabattue sur un de ses « frères de sang » : Pierre Joffroy.

De Churchill à Rosa

Il y a quinze ans sortait en librairie une « Vie de Churchill ». Co-auteurs : Armand Gatti, Pierre Joffroy et Kateb Yacine, le poète algérien. C'était l'époque « alimentaire » où Gatti courait le monde pour gagner sa croûte, décrochait au passage un prix Albert-Londres, découvrait la Chine, l'Amérique latine, la Corée et Cuba, et se faisait connaître par la hargne de ses chroniques judiciaires. Mais, bientôt, tout cela lui parut dérisoire et il claqua la porte. Comme s'il était tombé malade. Sa fièvre se nommait théâtre. La véritable aventure Armand Gatti commençait. Les Editions du Seuil ont, jusqu'à ce jour, publié 14 pièces d'Armand Gatti. Jusqu'en 1969, Gatti a été joué dans toute la décentralisation dramatique française. Sur les affiches, on a lu le nom de Gatti à Toulouse, à Villeurbanne, au T.n.p. de Vilar, etc. Les spectacles s'appelaient : « La vie imaginaire de l'éboueur Auguste G. », « Chronique d'une planète provisoire », « Chant public devant deux chaises électriques », « V comme Vietnam ».

1968 arriva : à la demande des spectateurs du Théâtre de l'Est parisien, Gatti écrivait « Les 13 soleils de la rue Saint-Blaise ». La pièce était créée le 15 mai 1968. En avril, Gatti se mit à « La naissance », pièce sur la guérilla en Amérique centrale, qui fut jouée en septembre 1968.

Entre temps il y avait eu Mai. Après, il y eut, en décembre, l'interdiction de « La passion du général Franco », que le T.n.p. devait créer en février 1969. Délibérément, de la même façon qu'il avait lâché le journalisme, Gatti se retira du traditionnel circuit des théâtres subventionnés. A la censure, il répondait par la rupture ; et, par son boycott, il posait le problème des rapports entre l'Etat-patron et les créateurs — il fallut 5 ans aux autres hommes de théâtre français pour parvenir à la même interrogation, sinon pas à la même riposte ; il leur fallut les insultes et les menaces de Druon pour comprendre.

La liberté ne se divise pas. Gatti claquait la porte une seconde fois. Ce qui allait suivre est une expérience unique dans l'histoire du théâtre.

Gatti n'est pas le seul à trouver irrespirable l'air de la décentralisation. Le vent de 68 est passé par là : il faut faire « autre chose ». Certains laissent carrément tomber le théâtre. Ils sont comédiens, musiciens ou décorateurs. Ils deviennent ouvriers. Gatti suit d'abord ce chemin : à Berlin, il travaille en usine, « non pour faire de l'ouvriérisme, mais pour apprendre un langage, une respiration qu'actuellement je n'ai pas... A partir de quoi je pourrai créer quelque chose qui corresponde davantage à la réalité, hors des formulations petites-bourgeoises et nostalgiques ». Dans le même temps, il écrit plusieurs versions de « Rosa Spartacus ». D'autres, qui sont également comédiens, musiciens ou décorateurs plantent leur destin en Belgique. Gatti les y rejoint au cours de quelques séjours espacés d'octobre 1971 à mars 1972. Il s'installe définitivement à Bruxelles le 27 avril 1972. La « Tribu » est née. Elle va faire un « autre théâtre ».

Grâce à la vidéo

Un théâtre différent. Par le choix du lieu, d'abord. La Tribu est installée dans une usine désaffectée, dans les anciens établissements Rasquinet, 119, rue Josaphat, à Bruxelles, commune de Schaerbeek, où elle prend comme sujet Buenaventura Durruti, ouvrier métallurgiste devenu leader anarchiste de la Révolution espagnole.

« Je croyais avoir écrit une pièce sur la peine de mort. « Ils » en ont fait une pièce sur le pouvoir»...«Ils », c'est une drôle d'équipe de dix à quinze membres selon les époques, changeant de nom selon les spectacles. La bande à Gatti.

Durruti a été tué à Madrid. Par qui ? C'est là la matière du spectacle qui va s'appeler « La colonne Durruti ». « Le combat de Durriti, explique Gatti, cet homme qui n'avait connu que l'usine ou la prison, il n'était pas question de le faire revivre ailleurs que dans une usine ou dans une prison : le mettre dans une salle de théâtre, c'était l'assassiner réellement. »

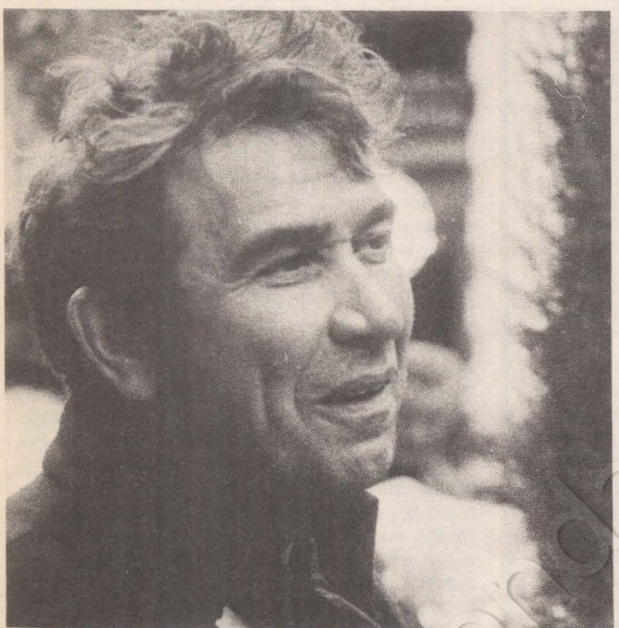
Un théâtre différent dans son écriture même. A la Tribu étaient venus s'adjoindre les élèves de 1ère, 2e et 3e année de la section Théâtre de l'Institut des arts de diffusion. Tous ensemble dans leur travail, vont tenter une écriture collective. L'usine omniprésente oblige à trouver un nouveau langage théâtral. « Pas question de réintroduire dans ses murs un jeu, un éclairage, ou un quelconque dispositif de type illusionniste. » Très vite s'impose la fabrication de « da dzi baos » — ces affiches placardées en Chine pendant la Révolution culturelle. Mais, à l'usine Rasquinet, les murs ne se couvrent pas de slogans ou citations appris ; tout au contraire, il s'agit des réactions individuelles de chaque comédien par rapport au personnage qu'il joue. C'est la somme de ces libertés prises individuellement et affichées publiquement qui forme le collectif, la « colonne ».



« Tonton Couteau » à la Cour des Miracles.



Animation culturelle en Brabant wallon.



Armand Gatti.



« Carcana » au Festival d'Avignon.

« Nous avons tenté d'écrire le théâtre comme on fait l'Histoire. »

Bref, ils ont réappris le théâtre : ils en ont fait, non plus une fonction rémunérée, mais un risque individuel à assumer dans ses conséquences les plus intimes. « La colonne Durruti » a été jouée publiquement les 9, 10 et 11 juin 1972. Un témoin des représentations a saisi la profondeur de la démarche : « L'humour de Gatti aidant, l'aventure n'a pas débouché sur des considérations politiques triomphalistes, mais sur la fragilité personnelle revendiquée par chacun. » Car, au cours du travail d'élaboration, les préoccupations s'étaient peu à peu déplacées ; et, au détour de l'élucidation du combat de Durruti, les problèmes de la Tribu avaient surgi...

Quand Gatti tire la conclusion (provisoire) de l'expérience Durruti, il reste modeste : « Nous étions descendus au fond de nous-mêmes et, à défaut d'y trouver la vérité, nous avions trouvé notre vérité. Elle était fragile, elle était petite, mais elle existait. » Et puis, la tribu était fière d'avoir échappé au mercantilisme des circuits culturels habituels : 3 000 personnes avaient pu voir gratuitement « La colonne Durruti », 30 personnes avaient pu sans contrainte réapprendre le théâtre grâce à la prise en charge de l'expérience par l'Institut des arts de diffusion de Louvain. Gatti ne pouvait s'en satisfaire ; il voulait aller plus loin encore. « Ce avec quoi nous n'avions pas rompu, c'est l'idée même de spectacle : un spectacle qui commence à 20 heures et se termine à 23 heures. C'est pourquoi nous avons décidé de poursuivre l'expérience en l'étendant à toute une région. Et une région de type rural. Pourquoi ? Parce que les rapports entre le théâtre et les milieux ruraux sont nuls. »

Après s'être colletée avec les 2 000 m2 de l'usine Rasquinet, la Tribu part à l'assaut de la région du Brabant wallon à la fin de 1972. Là, pas besoin de « refuser les circuits où la culture fait partie du programme de consommation d'une frange de la société »... puisque ces circuits n'existent pas ! Là, pas de lieu privilégié. Tout est bon pour « faire éclater le spectacle » : une cour, un terrain de basket, un garage, un bistrot... « Au départ, raconte Gatti, nous voulions faire cela dans un cirque, à cause de la pluie et des intempéries. Mais cela oblige les gens à venir et à s'asseoir. Même s'ils ne paient pas, le même type de rapports est maintenu... Nous avons préféré que les gens soient concernés par ce qui se passe... Là nous avons découvert le rôle déterminant que joue la vidéo. Nous arrivions dans un endroit, nous prenions des contacts, et dans la mesure où des embryons de dialogue se sont ouverts, nous proposions aux gens de faire un film sur leur propre village, sur leur propre réalité» .

Guillotine et pouvoir

Très vite, un thème commun, une préoccupation commune a enflammé la province : l'expropriation du paysan Adelin, qui avait dû laisser sa terre à une autoroute et était parti droit devant lui pour atterrir en Dordogne. Dans chaque village, dans chaque groupe, chacun y est allé de sa version. En six mois, la moisson a été époustouflante : 20 documentaires sur la population, 20 films tournés avec la population, renaissance de 3 carnavals, 2 comédies musicales, une trentaine de pièces « écrites » par la population, 7 pièces écrites pour la Tribu, des ateliers de marionnettes à tous les horizons de la région et 45 chansons ! Au cœur de cette éclosion : Adelin, devenu mythe, flambeau et héros.

Et, le 20 mai 1974, l'apothéose : « La colonne motorisée ». Il était prévu que l'armée belge prêtât ses camions. Sous un prétexte fallacieux, elle y renonça. Les pay-

→

FEMMES Livres ENTRE ELLES

sans vinrent avec 150 remorques tirées par des tracteurs. Pendant 28 heures, un gigantesque théâtre se joua sur 25 kilomètres : « Tous les âges d'hommes s'exprimaient autour du thème d'Adelin ». Sur les remorques, il y avait, jouées simultanément, les 12 pièces inventées par les enfants, les 4 inventées par les « vieux », les 6 des adultes, celles des jeunes et les 7 de la Tribu. Jamais vu ! Gatti pouvait affirmer en toute lucidité que « le fait que 3 000 personnes sont venues confronter leur point de vue avec la colonne motorisée d'Adelin, le 20 mai 1974, constitue un événement plus important que les 130 000 personnes venues au T.n.p. voir « Chant public devant deux chaises électriques »... Tout pays privé de légende est destiné à mourir de froid. » Les paysans du Brabant wallon ne sont pas encore morts. Adelin est bien vivant.

Après le Brabant wallon, ce fut « La Tribu des Carcana en guerre contre quoi ? », présentée au dernier festival d'Avignon dans le cadre de Théâtre ouvert. Comme Durruti, Ramon Carcana est mort à Madrid avec la Révolution espagnole. Comme est mort Puig Antich, exécuté le 2 mars 1974. « Nous nous sommes aperçus, dit Gatti, que Durruti, Carcane, Puig Antich étaient une même et solidaire personne. » Sur les ondes de France-Culture, il a précisé : « Nous n'avons aucune vérité à apporter au spectateur. Nous voulons seulement lui proposer des thèmes de réflexion. » Pas en trichant, pas en illusionnant, pas en terrorisant, mais en proposant. Car, au bout du compte, ce que la Tribu Gatti a apporté au théâtre en quelques années, c'est une redéfinition de la fonction théâtrale : « Etre acteur c'est être acteur de sa prise de conscience. »

« Tonton Couteau » est au bout de cette irrésistible ascension de la Tribu Gatti. Tout ce qu'elle a trouvé depuis des années s'y trouve réinjecté. Pas étonnant que Pierre Joffroy ait vu sa pièce changer de visage ! Au point de réflexion où elle en est, la Tribu ne pouvait pas jouer la pièce linéairement et textuellement, par simple reconstitution d'un palais présidentiel, d'une prison et de quelques smokings ministériels. Dans « Tonton Couteau » version Tribu Gatti, tous les stéréotypes ont disparu, les comédiens changent de rôle en cours de spectacle, des costumes de clowns et des masques en forme d'oiseaux rapaces écartèlent la fable entre la dérision et la cruauté. Dans l'ombre de la guillotine se déroulent les luttes pour le pouvoir. Derrière les maquillages de clowns percent les inquiétudes des comédiens. Hier, Joffroy disait : « C'est une pièce sur la peine de mort ». Aujourd'hui il dit : « C'est l'histoire de deux types, Fortiori et Coldecygne. C'est une histoire qui les dépasse et finit par les raccourcir. » La Tribu Gatti est passée par là.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Deux livres dont les héros sont des héroïnes qui regardent l'homme comme des milliers d'écrivains mâles ont regardé la femme et qui, par conséquent, situent leur point de vue d'un autre sommet.

Le droit d'écrire appartient à tous, y compris aux prolétaires, aux hommes de couleur et aux femmes. Ce pourrait être le début d'un discours prononcé à la tribune des Nations unies par un délégué, mâle et blanc, qui se croirait aussi généreux que les nobles de la nuit du Quatre Août. Mais il n'y a toujours pas de femme à l'Académie française et il n'y aurait pas besoin des doigts d'une seule main pour compter les femmes couronnées du prix Nobel de littérature.

En dehors de la soumission que l'Histoire a imposée aux femmes, quels reproches, quelles raisons, quel malaise et quelle ambiguité peut-être commandent à ce qu'il faut bien appeler un exemple de discrimination ? Que la femme n'ait pas de génie, au sens où nous le prêtons à César, à Galilée et à Hugo, il y a sans doute des raisons sociales. Elisabeth d'Angleterre et Catherine de Russie n'ont pas assez fait réfléchir à ce sujet. Mais en littérature ? De Christine de Pisan à Colette en passant par la marquise de Sévigné et par George Sand (la vilaine masculanisation d'un nom !), d'honorables exceptions font les délices condescendants des commentateurs. Madame Colette est allée chercher en Belgique une consécration académique accordée en France à Pierre Benoît. Alors, pourquoi ?

Nella Bielski.



Deux livres de femmes, après et avant beaucoup d'autres, apportent un commencement de réponse, avec d'autant plus d'intérêt qu'ils sont le jour et la nuit par leurs sujets, leurs ambitions, leurs styles et les sentiments qu'ils portent. Leur point commun — telle est la réponse — est qu'ils racontent l'histoire d'une femme, ce qui devient vite « des histoires de femmes » et, pourquoi pas, « une histoire de bonnes femmes ».

Lisant ce qu'a retenu, à titre de publicité pour son second roman, l'éditeur de Nella Bielski des critiques élogieuses sur son premier, je relève la répétition des mots « amour » et « charme ». Une sorte de volonté d'être féminin, à tout prix et à n'importe quel prix. Aucun écrivain masculin n'en a jamais eu autant, alors qu'à première vue, il apparaît évident que ceux-ci n'ont négligé ni l'amour ni ses charmes. Il y a ainsi une façon d'aborder l'œuvre d'une femme avec des formules toutes faites, qui cachent mal sous le « charme » du vocabulaire la pauvreté banale et passe-partout de l'observation.

Nella Bielski écrit avec retenue et pudeur, c'est-à-dire avec des qualités qui ne sont pas spécifiquement « féminines ». Et « Le tramway d'osier », s'il parle d'amour — de quoi pourrait vivre un être de vingt ans, homme ou femme ? — n'est pas une histoire d'amour, mais l'histoire d'une adolescence accomplie. Que l'exotisme — au sens littéraire du mot — des origines de l'auteur la conduise à situer dans un cadre russe son récit ne nous concerne pas et elle est de son temps — le début du siècle – qui n'est pas celui des jeans et des cigarettes. Alors que l'héroïne de Noelle Loriot appartient bien à notre époque. Entre Jeanne, vingt ans, actrice de cinématographe en 1917, et Françoise, la quarantaine passée, médecin d'hôpital en 1974, il y a les différences de l'âge et du temps. Langage, attitude, comportement ne peuvent pas être identiques. La première relève le bas de ses jupes pour franchir les caniveaux, ne croise pas les jambes et a le teint naturel. La seconde se casse la voix avec des gauloises, marche à l'enjambée des pantalons et combat sa fatigue avec des tranquillisants et des fonds de teint. Mais toutes les deux savent qui elles sont, ce qu'elles veulent et ne souffrent ni de leur

état, ni de leurs choix. Elles s'assument pleinement, avec fermeté et tranquilité. Au point que si nous ne pouvons pas ignorer qu'elles sont d'un sexe, on se prend à s'apercevoir que l'autre sexe pourrait, au travers de tel ou tel caractère bien déterminé, leur ressembler étrangement.

Qu'on me comprenne bien. Ces livres ne sont pas une démonstration d'unisexisme. Il s'agit bien de femmes, et combien femmes ! Mais placées devant des faits — une reconversion professionnelle, la rencontre de l'amour, le choc de la plus atroce maladie, la représentation qu'on se fait de l'enfant — on s'aperçoit qu'elles ont des réactions d'êtres humains et que la prétendue division entre réaction féminine et réaction masculine ne tient pas un seul instant. L'unicité de la race humaine dans la différence de sa sexualité saute aux yeux.

Parce qu'une femme devait être douce et réservée en 1917, Jeanne l'est. Parce qu'une femme a moins besoin de l'être dans ses apparences en 1974, Françoise l'est beaucoup moins. Parce que Jeanne a une attitude sociale et des goûts personnels qui la portent inévitablement vers une forme d'activité artistique, elle en tire le halo de grâce qu'on leur prête. Parce que Françoise vit en un autre temps le carriérisme médical et la souffrance des malades, elle en possède la dureté, sinon la cruauté. Ni Nella Bielski ni Noelle Loriot ne nient la part de l'homme, y compris dans la faiblesse de la femme devant ses propres sentiments. Seulement, elles ne la regrettent pas et l'assument, elle aussi, pleinement.

Nous ne cesserons, d'un sexe à l'autre, de nous regarder, du moins tant que la vie ne nous aura pas fermé les yeux par les taies de l'habitude, de la fatigue et de l'usure. Notre indifférence ne concerne plus alors uniquement l'autre sexe et efface en pratique tout, qu'il s'agisse de la réalité de celui ou de celle qui nous accompagne que du sort du mandarin. Il faudrait cependant que les hommes restent conscients de vivre aujourd'hui une merveilleuse aventure : ils avaient à côté d'eux un monde semblable au leur, qu'ils regardaient parfois avec la curiosité d'un entomologiste et souvent avec la bonne conscience d'un utilisateur et qu'ils peuvent enfin découvrir par les témoignages directs qui en viennent. Notre siècle sera sans doute celui de l'exploration du système solaire et de la disparition de l'ère coloniale. Il sera aussi, pour la vie intérieure de la fourmilière humaine, celui de l'émergence du « deuxième sexe », devenu conscient de ce qu'il est et ni plus heureux ni plus malheureux que l'autre de l'être.

GEORGES FRAMERIES

Nella Bielski, « Le tramway d'osier » (Robert Laffont, 210 p.) ; Noelle Loriot, « Un cri » (Grasset, 251 p.).

Léon 1er, roi des...

Son Colombey-les Deux Eglises à lui se situe quelque part dans la Brie — « une petite maison qui n'a que 3 800 mètres de terrain ». Mais hléas ! Personne n'est venu l'y supplier de sauver la situation : le démantèlement de l'O.r.t.f. s'est fait sans sauveur suprême : Léon Zitrone ne sera ni P.d.g. ni directeur de chaîne. Aux dernières nouvelles, il a même refusé la direction des sports de la « une » qu'on lui proposait, mais qu'il n'accepterait qu'à 15 000 F mensuels.

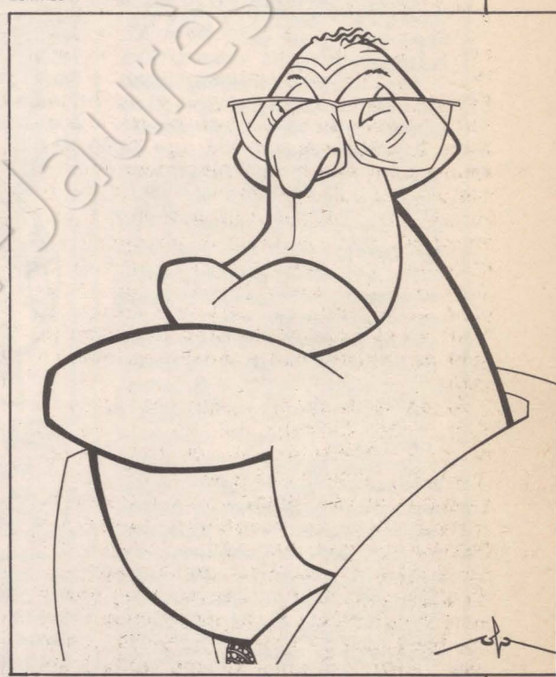
Vengeance d'une cabale, sans doute : son drame, entouré d'envieux comme il nous dit l'être, c'est que Zitrone est « trop jeune et trop fougueux » et surtout « pas assez salaud ». On ne voit rien d'autre qui ait pu se mettre en travers de l'accomplissement d'un destin national pour lequel l'intéressé se serait fait un peu prier : « La nouvelle loi sur la télévision est un important virage que j'espère ne pas rater... On « songerait à m'offrir certaines responsabilités ». Seulement, je ne suis plus absolument sûr de les vouloir. » Avant de céder à la clameur des foules magnétisées par l'appel du milicien François Brigneau — pas moins — dans la presse télévisée : « On l'aime, notre Léon... Zitrone en première ligne ! »

Tout aurait pourtant dû marcher à merveille. Quelques rumeurs favorables à « la seule star que possède la télé » (dixit Brigneau) répandues aux bons endroits par ses amis — vous savez comme sont les amis... Et surtout l'opportune sortie d'un livre aux éditions Laffont, « Téléjournaliste », par Léon Zitrone ; avec rappel de l'échange Giscard-Zitrone (lors de la fameuse arrivée à pied à l'Elysée), évocation de « l'enchantement » qu'il y a à travailler avec Jacqueline Baudrier et promesse que, faute de l'avoir fait cette fois, « je parlerai de M. Marceau Long dans une prochaine édition ». Tout cela n'a pas suffi. Peut-être que les sélectionneurs de l'écurie néo-O.r.t.f. étaient distraits et qu'ils n'ont pas compris le sens profond de « Téléjournaliste ».

Car ces 373 pages sont bourrées à ras bord de Zitrone. C'est un long péan, un hymne, un cantique, une symphonie à la gloire de Zitrone — principaux mouvements : Zitrone et les grands de ce monde, Zitrone grand voyageur, Zitrone et son public, Zitrone polyglotte, Zitrone établissant le tableau d'honneur de ses jeunes confrères, Zitrone apostrophant les cieux : « Méchant Dieu, tu m'as créé sans deviner ce qu'un jour j'allais ressentir... » Vous saurez tout : pourquoi et comment Zitrone « aime se faire dorloter », ses problèmes de fin de mois et notamment de notes de frais, auxquels il consacre 5 longues pages de son livre...

Non que Zitrone soit immodeste. L'immodestie, il déteste : il en connaît « deux ou trois, pas loin de moi, dont la tête a tellement grossi qu'il faudrait les guillotiner un peu ». Mais est-ce sa faute s'il y a toujours « 500 personnes pour l'arrêter dans la rue » après telle interview ? Est-ce sa faute si « 85 % (des téléspectateurs) se disent ses fans » — les autres n'étant pas indifférents, car on ne peut pas être indifférent à Zitrone, « ce sont 7 millions de Français qui ne m'aiment pas » ? Est-ce sa faute si, au cas où il interviendrait politiquement, « cela déplacerait 500 000 voix » ? Qu'il est donc dur d'être « esclave de son image », prisonnier de son public ! Même si ce dernier compte « beaucoup de spectateurs qui se conduisent comme des enfants attardés » et ne rêvent que de « voir salir ».

Parce que Zitrone a une éthique, oui Monsieur, ne serait-ce que cette « philosophie qu'on acquiert à la longue sur les hippodromes ». D'abord, le Drapeau — « ne jamais critiquer son pays », dit cet artilleur qui « embrassa ses galons à pleines lèvres » après l'école de Fontainebleau — et corollairement « un attachement viscéral à l'Occident ». Ensuite, une vision en rose de l'univers, qui vaut aux confrères de Zitrone un cours magistral dans « Téléjournaliste ». Première règle : ne pas imiter « une certaine presse » qui veut « soulever des lièvres, redresser des torts » — honte à elle... Deuxième règle : être prudent, infiniment, quitte à se retrouver en difficulté. Par exemple lors de la mort de Georges Pompidou, l'O.r.t.f. s'apercevant alors qu'il n'y avait aucun document prêt. Mais que voulez-vous, explique tranquillement Zitrone, puisque, sur la maladie du Président, « officiellement l'Elysée avait toujours nié »... Troisième règle : « Ne mettre en valeur que les bons côtés de ses interlocuteurs. »

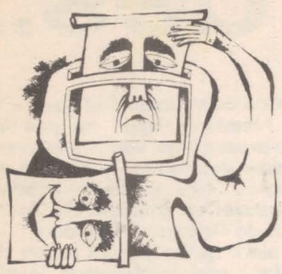


Ça ressemble un peu à de la flagornerie ? Pas du tout : « Obséquieux ? Le reproche me met en colère... Le commentateur est à poste fixe, mais « fixe » ne signifie pas « garde-à-vous »... Je ne suis le speaker de personne. » Car si, par exemple, Zitrone « ne peut pas participer aux grèves », c'est qu'il est « cadre supérieur ». De toute façon, on se fait des idées sur l'O.r.t.f. : « Quand j'entends dire que la télévision est serve, je m'étonne d'une telle ânerie... Notre liberté est proprement considérable. » Même si ce n'est pas sensible dans ses articles de « Jours de France », Zitrone se flatte même de « férocité, quelquefois, à l'égard des puissants ». La preuve : aux fêtes de Persépolis, notre grand reporter n'eut pas le temps de voir les victimes de la répression quotidienne pratiquée par ce qu'il nomme la « monarchie évoluée » d'Iran ; mais on osa le loger inconfortablement. Eh bien ! Zitrone l'écrit noir sur blanc : le lendemain, face « au parterre de rois frais sortis des tentes en toile de soie... je me sentis une âme de révolutionnaire ».

Tel est Léon Zitrone. Les dirigeants du nouveau régime n'ont rien compris, qui laissent en friche d'aussi considérables possibilités. Le coup du « bon gros », ils ne connaissent pas ? L'intéressé leur souffle pourtant la recette dès les premières pages de son livre, en racontant comment César avait recruté, pour l'accompagner en Gaule, « quelques hommes replets, au faciès épanoui ». Il est vrai qu'il s'agissait « d'inspirer confiance pour faire collaborer les Gaulois avec les troupes d'occupation ». A la réflexion, Zitrone ne trouve-t-il pas l'anecdote un tout petit peu inquiétante ?

S.R.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 25 OCTOBRE

Au magazine médical de Barrère et Lalou : « Réflexion sur 10 ans de médecine », avec le Pr Jean Bernard (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 26

Dans la série Histoires insolites : « Les gens de l'été », par Claude Chabrol et Roger Grenier (20 h 30, ch. 1).

L'Europe médiévale bouleversée : « La Peste », évocation de Pierre Dumayet et Jean Cazenave (21 h 30, ch. 1).

DIMANCHE 27

Toute la finesse et l'ironie de Peter Ustinov dans son film « Lady L » (20 h 45, ch. 1).

Dans l'Australie du XIXe siècle, un Hitchcock pas comme les autres — mais l'un des plus beaux : « Les amants du Capricorne » (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 28

La 1ère partie de « Socrate », une série signée d'un des plus grands noms du cinéma italien : Roberto Rossellini (20 h 30, ch. 1).

« Duel dans le Pacifique », une parfaite réussite de John Boorman : deux naufragés, un officier japonais et un Américain, seuls sur une île — le choc de deux mentalités et de deux cultures (20 h 40, ch. 3).

MARDI 29

L'honnête adaptation par Alexandre Astruc du roman de Maupassant, « Une vie » (15 h 15, ch. 2).

Jean-Louis Bory et Roger Peyrefitte dans le débat sur l'homosexualité suivant le film de Jean Delannoy, « Les amitiés particulières » (20 h 35, ch. 2).

Socrate, 2e partie (21 h, ch. 1).

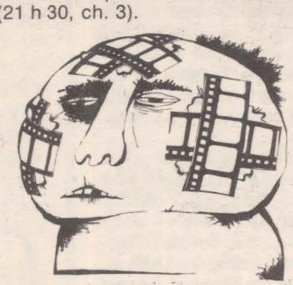
MERCREDI 30

Pour la 2e édition de l'émission Lettres ouvertes : Georges Séguy (20 h 30, ch. 1).

Un montage de documents sur Che Guevara, avec des interviews de Salvador Allende, Régis Debray, etc. — voir page ci-contre (20 h 35, ch. 3).

JEUDI 31

« On connaît la chanson » : propos caustiques d'Yvan Audouard (21 h 30, ch. 3).



Cinéma

*** Alain Tanner : Le milieu du monde.**

L'impossible bonheur d'un ingénieur, candidat aux élections municipales, et d'une serveuse de bar italienne. Admirable analyse des dialogues de sourds du couple. Le film épouse le rythme du cœur, tourne les pages du calendrier, et n'arrive pas à arrêter le printemps.

*** Benie Deswarte et Yann Le Masson : Kashima Paradise.**

L'expansion industrielle au Japon donne lieu à une effervescence dramatique. Les habitants expropriés, soutenus par les militants d'extrême gauche, se heurtent violemment aux forces armées de trusts de plus en plus envahissants. Clair et rigoureux reportage, truffé de morceaux de bravoure.

*** Martin Ritt : Conrack.**

L'histoire de ce jeune instituteur blanc, qui parvint à devenir la coqueluche d'une classe de Noirs réputés paresseux, dans une île perdue près des côtes de la Caroline du Sud, est vraie. Un film sympathique, touchant, qui sait dépeindre les « bons sentiments » sans tomber dans le discours boy-scout.

*** Irvin Kershner : S.p.y.s.**

Bande dessinée loufoque n'ayant d'autre logique que de démystifier les films d'espionnage. Un tandem grandiose ayant déjà fait ses preuves dans « Mash », Elliott Gould-Donald Sutherland, pour un film barbe-à-papa.

*** Claude Zidi : La moutarde me monte au nez.**

Le dernier Pierre Richard, mis en scène par l'habituel chef d'orchestre des Charlots, qui est peut-être le Tashlin français. Des gags irrésistibles. Beaucoup de situations téléphonées, aussi, mais on rit quand même.

*** Dino Risi : Rapt à l'italienne.**

Un industriel romain enlevé par un groupe d'anarchistes. Derrière la comédie, une analyse politique de la société italienne et une caricature des mass media. Virulent.

*** Paul Morrisey : Chair pour Frankenstein.**

Flots de sang, mutilations convulsives... Le Grand Guignol considéré comme un des Beaux Arts. Auto-parodie, ou complaisance sordide, suivant les goûts, et le snobisme.

*** Rainer Werner Fassbinder : Le marchand des quatre saisons.**

La malchance s'acharne sur le brave Hans : mère abusive, engagement dans la police et la Légion... Un mélo mysogyne du nouveau prodige allemand, qui n'hésite pas à en rajouter dans la lenteur et le baroquisme.

*** Yoshishige Yoshida : Coup d'Etat.**

Histoire d'un coup d'Etat manqué en 1936 au Japon, et de l'évolution idéologique d'un révolutionnaire tenté par le fascisme. Superbe, mais — au moins pour nous, Européens — bien fastidieux.

*** Carlos Saura : Anne et les loups.**

Le gouvernante d'une riche famille doit défendre sa jeunesse des assauts des trois fils. Chacun de ces hommes-loups incarne chacun des trois grands tabous de l'Espagne : le sexe, le pouvoir militaire et l'Eglise. Admirable fable sur la décadence de l'Espagne et l'innocence assassinée (Voir l'« Unité » du 27 septembre dernier)

*** Robert Enrico : Le secret.**

Fou, ou mythomane, un homme mystérieux se réfugie chez un couple en retraite anticipée. Du « commercial » ambitieux, soutenu par des acteurs de renom.

*** Pier Paolo Pasolini : Les mille et une nuits.**

Dans un Orient fabuleux aux paysages magiques, Pasolini veut démontrer que notre société judéo-chrétienne nous a fait prendre l'élan sexuel en horreur. Ce discours pour la tolérance envers un acte où il ne faudrait voir que beauté naturelle tourne très vite, hélas, au culte de la fellation. Marivaudages à Bagdad, ou des phallus par milliers.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F*	[ ]
normal d'un an à	*120 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

MAQUETTES - DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionet Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, Louis Mermaz, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt

changer la vie culturelle

Télévision

DES PORTRAITS POUR QUOI FAIRE ?

« Rendez-vous avec... » est une excellente émission. Le « Rendez-vous avec l'antiquaire de Nemours », réalisé par Claude Fayard et diffusé ce dimanche 27 octobre (ch. 2, 13 h 30), a pour point de départ des intentions louables : faire le portrait d'une famille « bien de chez nous ». Les Hochart constituent une dynastie, une lignée montante d'antiquaires de plus en plus fortunés : rançon de la persévérance, mais aussi du « rétro ». Le grand-père n'était qu'un petit brocanteur. Le père est un antiquaire spécialisé. Le fils a déjà glané beaucoup de titres : conseiller municipal de Nemours, secrétaire général du Syndicat national de commerce de l'antiquité et de l'occasion, juge au tribunal de commerce. Balzac eût sans doute pris beaucoup de plaisir à suivre cette ascension sociale, à en narrer les moindres détails. Mais se serait-il, lui, pris au piège du cautionnement moral où s'est laissé aller l'auteur de l'émission, Claude Sylvain ? Car ce dernier justifie maintenant son travail par cette simple phrase : « Dans la vie, on rencontre beaucoup de gens... et de temps en temps un être humain. »

Cette formule quelque peu prétentieuse, André Blanc aurait pu la faire sienne avec des arguments autrement convaincants. Il signe en effet une contribution historique passionnante et fouillée : « Che Guevara — La vie et la mort de Ernesto Guevara de la Serra » (mercredi 30, 3e chaîne, 20 h 35).Deux heures de documents pour la plupart inédits en France : des pièces d'archives, des photos et films d'actualité ; surtout des entretiens : avec Manuel Herrera , paysan des hauts plateaux, avec Manolo Treto, un des guerilleros ayant combattu aux côtés du Che, avec Régis Debray, avec Salazar Mallen qui fut le directeur du Dr Guevara à l'hôpital de Mexico, avec Salvador Allende, avec l'ex-président bolivien Barrientos qui avait juré la mort du Che, avec le major Sheton — un des seize instructeurs américains qui ont formé le bataillon « anti-commando » ayant capturé le Che. Etre humain, c'est aussi parfois risquer sa peau...



Livres

UN PERROQUET UTILE

Si un jour un érudit ou des sociologues du XXIIe siècle veulent savoir ce qui se passait dans les bistrots ou sur les autoroutes de la France de l'après seconde guerre mondiale et, au même moment, à Milan, Tokyo ou Berlin... ils n'auront qu'à se reporter aux romans d'Hélène Parmelin. Le dernier paru, « Le perroquet manchot » (Stock), comme les précédents, joue en effet cette étonnante fonction de « caméra invisible ». Les événements surgissent tout à trac, comme surpris par la pellicule, mélangés, emmêlés et brouillons comme en un film en cours de montage. Etonnante technique que cette simultanéité, ce piège à images presque aveugle, souvent fou, où le désordre des mots et des actes tisse une toile serrée autour de personnages de tous les jours. On est tellement surpris par cette quotidienneté qu'on s'étonne de n'être pas soi-même de l'aventure, de n'être pas cité et raconté par la plume d'Hélène Parmelin. Souvent le réalisme est pesant. Celui de Parmelin est léger, décontracté, rigolard, presque rabelaisien. Après tout chaque livre de Parmelin ne fait que répéter nos vacances sur la Côte d'Azur, nos gaillardises d'après boire, nos discussions politiques, nos querelles artistiques, nos colères et nos rêves, nos amours et nos chagrins. Après tout Parmelin n'est qu'un perroquet. Mais c'est un perroquet utile. Et unique.

J.P.-L.

Les "misfits" de La Havane

Amateurs de « héros positifs » s'abstenir. Le saisissant portrait que nous donne « Mémoires du sous-développement », le film de Tomas Gutierrez Alea — et la sortie à Paris d'un film cubain constitue un événement rare — c'est celui d'un « misfit », d'un personnage mal dans son époque : un bourgeois oisif qui se veut détaché de l'Histoire, un dilettante égotiste pas si éloigné de ceux dont Bertolucci ou Antonioni peuplent leurs films — est-ce parce que le cinéaste cubain a fait ses classes à Rome ?

Sergio n'est pas un contre-révolutionnaire, pas un de ces « gusanos » (vers de terre) qui ont pris d'assaut les avions pour les Etats-Unis dans les débuts du castrisme. Bourgeois, soit, mais que dégoûtait le comportement de sa classe sous la dictature de Batista et qui n'a pas voulu les suivre du côté de Miami. Simplement, ses réflexes de classe sont restés vis-à-vis du nouveau Cuba, pourtant peu cruel à son égard — ex-propriétaire, il touche en dédommagement une rente de 600 pesos par mois... Ce n'est pas de l'hostilité ; plutôt du scepticisme, tempéré par la curiosité intellectuelle de « voir ce qui va se passer » dans le Cuba du début des années 60. Plutôt que la fuite à Miami, une fuite intérieure. L'appartement bien clos de Sergio, sa sollicitation incessante des souvenirs du passé, sa culture « européenne », sa conception égoïste de l'amour : autant de « refuges ». Autant de façons d'être — ou de se croire — à l'abri de la réalité quotidienne, celle de la Révolution et celle des tentatives de l'impérialisme pour l'abattre. Bref, de tout ce que le film, en contrepoint, évoque à partir de scènes de rue traitées en reportage ou de flashes de documents : l'agression de la baie des Cochons, la base de Guantanamo, « l'affaire des fusées » suivie du fameux discours de Castro, le blocus américain...

Autant d'évocations qui pourraient sombrer dans le style « Flotte, petit drapeau ». Mais ce n'est jamais le cas ; l'ambition de Tomas Gutierrez Alea, c'est de traquer, au contraire, tout ce qui peut aider à répondre à la question : qu'est-ce, au-delà de l'aspect purement économique, que le sous-développement ? Et quelles traces (morales, culturelles...) continue-t-il à laisser dans le nouveau Cuba ? — tout au moins à l'époque où fut terminé « Mémoires du sous-développement », puisque les beautés de la distribution cinématographique française font que nous le recevons huit ans après ? Interrogation fondamentale qui nourrit tout le film à travers celle du protagoniste. Que celui-ci affirme : « Les Cubains attendent toujours qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire », on peut penser : propos négligeable de ci-devant ; mais peut-être l'auteur lui-même indique-t-il par là comment veiller aux résurgences sournoises de ce paternalisme .

« Sous-développement et révolution, affirme-t-il, sont mélangés au point que, pour être identifiés pleinement avec la révolution, il faut assumer notre condition de sous-développés... Une nouvelle société, une nouvelle mentalité, mais aussi un homme nouveau. Il semble bien que cela demandera encore plus de temps. En attendant, il faut nous en tirer avec ces hommes que nous sommes ». Tomas Gutierrez Alea est un des rénovateurs du cinéma cubain. Et il a jugé plus positif que les fanfares triomphales cet appel lancé à tous ceux qui, au contraire de Sergio, ont choisi de ne pas se réfugier sous les couvertures quand l'Histoire va trop vite.

SERGE RICHARD

LE P.S. A CUBA

La délégation socialiste conduite par François Mitterrand et Gaston Defferre a quitté La Havane lundi pour les Antilles, après cinq jours de visites et d'entretiens avec Fidel Castro et de nombreux dirigeants cubains. Entretiens conclus par un long communiqué commun qui affirme la solidarité du Parti communiste cubain et du Parti socialiste français dans la lutte contre les grandes sociétés multinationales et contre l'impérialisme tel qu'il se manifeste particulièrement en Amérique latine. Sur ces thèmes, dans l'avion qui amenait la délégation à Pointe-à-Pitre, Régis Debray a demandé à Gaston Defferre de résumer ses impressions pour « l'Unité ».

REGIS DEBRAY : Est-ce que ce voyage à Cuba et les entretiens avec Fidel Castro ont changé ta vision du monde ?

GASTON DEFFERRE : Une de mes visions du monde, peut-être limitée, est marquée par la lutte contre l'impérialisme américain. Car je suis convaincu que cette lutte est universelle. Si François Mitterrand avait été élu président de la République, nous aurions appliqué le programme commun, nous aurions donc nationalisé de grandes entreprises, des sociétés multinationales ou des filiales de multinationales d'origine américaine. Nous aurions trouvé en face de nous les Etats-Unis, l'impérialisme américain qui aurait lutté contre nous avec les moyens qu'il a employés au Chili,à l'échelle de la France, bien sûr. Je ne peux pas dire que ce voyage à Cuba a changé ma conception à l'échelle du monde, mais il a considérablement enrichi les connaissances que je pouvais avoir non seulement en ce qui concerne Cuba, mais aussi sur ce que peut être l'attitude de révolutionnaires qui ont conquis le pouvoir les armes à la main et qui, une fois arrivés au pouvoir, font preuve d'une sagesse politique, d'une maturité qui m'a surpris. Notamment quand Fidel Castro nous a parlé de la façon dont il supportait la présence des Américains dans la base de Guantanamo. Il a fait preuve à ce moment là d'une hauteur de vue politique, sachant se maîtriser, ne pas employer la violence verbale, mais utilisant au contraire cette situation pour la retourner en faveur de la cause de l'indépendance de Cuba, pour démontrer à quel point les Etats-Unis cherchent à utiliser cette base dont ils n'ont pas besoin,pour humilier la révolution cubaine. Ceci est d'autant plus frappant que, dans une conversation antérieure, Fidel Castro avait beaucoup insisté sur l'aspect moral de cette révolution cubaine en nous disant : nous n'avons pas augmenté les salaires, nous avons développé les équipements collectifs pour que les ouvriers et les paysans aient des écoles, des hôpitaux, pour qu'ils aient la sécurité, qu'ils aient le sentiment de la dignité. Et il a ajouté : si au lieu de faire cela nous avions lutté avec les Américains sur le plan du pouvoir d'achat,de la société de consommation, nous étions perdus.



François Mitterrand et Fidel Castro.

REGIS DEBRAY : Quelle image avais-tu avant de venir à Cuba de la personnalité de Fidel Castro et qu'est-ce qui t'a surpris après avoir été avec lui pendant 4 ou 5 jours ?

GASTON DEFFERRE : Je pensais que Castro était le type de tribun latino-américain volubile, exprimant des sentiments violents. Au lieu de cela, j'ai trouvé un homme d'une grande finesse. D'abord d'une grande finesse physique, d'un charme extraordinaire. Cet homme qui est un athlète donne une impression de délicatesse. Son regard est plein de tendresse et de chaleur humaine. Et puis j'ai été frappé par sa connaissance des grands problèmes, aussi bien économiques que sociaux et de politique étrangère. Et par son souci d'être toujours mesuré. Par sa franchise, aussi. Lors du premier entretien que nous avons eu, il a dit, par exemple : « Peut-être sommes nous allés trop loin. Peut-être n'aurions nous pas dû faire comme cela ». Je ne le voyais pas avec une telle modestie, je l'avoue franchement.

REGIS DEBRAY : Est-ce que, de ce voyage, tu as tiré des leçons nouvelles pour la lutte politique en France ?

GASTON DEFFERRE : Fidel Castro, dans ce qu'il nous a dit de son action, dans ce qu'il a dit de l'action d'Allende par exemple, nous a expliqué une chose importante : quand on s'engage dans l'action politique, il faut avoir la volonté et le courage d'accepter d'employer les moyens qui vous permettent d'aller au terme de cette action politique. Prenons encore l'exemple de la France. Si la gauche demain est au pouvoir, nous n'imaginons pas que nous pourrons dominer la situation avec les moyens dont nous disposerons si nous ne changeons pas la légalité. Nous sommes des démocrates, mais nous savons très bien que la droite utilisera les notions de démocratie et de légalité pour pouvoir mieux nous combattre et nous abattre. Nous devrons être capables, nous, de changer un certain nombre de choses, ce qui nous donnera des moyens nouveaux, par exemple, pour empêcher l'évasion des capitaux. C'est une des questions qui se posera comme elle s'est posée dans tous les pays où la gauche est arrivée au pouvoir. De même, dans la lutte contre les sociétés multinationales, si nous ne sommes pas capables de prendre les mesures qui s'imposent à la fois pour les empêcher de nuire et pour maintenir le potentiel économique dont nous avons besoin, il est certain que nous échouerons. Ce qui m'a frappé dans les conversations auxquelles j'ai assisté avec Fidel Castro et ses amis, c'est qu'ils se sont donnés les moyens de leur action au fur et à mesure que cela était nécessaire. Et quand ils nous ont expliqué pourquoi ils avaient procédé aux nationalisations et pris des mesures contre les entreprises américaines, ils nous ont donné l'impression qu'ils n'avaient pas souhaité le faire, mais qu'ils l'avaient fait parce que c'était nécessaire. Ils ont su prendre des dispositions pour ne pas être arrêtés dans leur entreprise. C'est une leçon à laquelle nous devons réfléchir.

REGIS DEBRAY : Quel type de solidarité peut-on développer avec Cuba qui mène sa lutte dans des conditions très difficiles d'isolement, avec une alliance obligatoire avec l'Union soviétique qui est très loin, alors qu'il est lui-même très proche des Etats-Unis ?

GASTON DEFFERRE : Il y a précisément la lutte contre l'impérialisme américain. Il y a deux super-puissances dans le monde, mais l'hégémonie soviétique sur une partie de l'Europe n'est pas comparable avec ce qu'est l'impérialisme américain. Et, pour le moment, l'Union soviétique ne menace ni l'indépendance de la France ni celle de Cuba. Au contraire, c'est grâce à l'Union soviétique que Cuba a pu tenir tête aux Etats-Unis d'Amérique. Nous devons, nous, socialistes, à l'échelon national et international, prendre clairement position contre l'impérialisme américain en rappelant Cuba, le Chili, le Vietnam, la Grèce, le Portugal et tout ce qui se passe à l'heure actuelle en Amérique latine. Et la contradiction entre l'attitude moralisatrice des Américains et la réalité d'un Etat qui est au service de grands intérêts privés, qui considère qu'il a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays lorsque ces grands intérêts privés sont mis en cause. C'est cela que nous devons dénoncer sans cesse et sans relâche. C'est un des moyens d'aider Cuba.